

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

CONSTRUCTIVISME, CULTURE STRATÉGIQUE ET RUSSIE : ANALYSE DE
L'ANNEXION DE LA CRIMÉE DE 2014

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
JEREMY BIENVENU

JANVIER 2019

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je voudrais aborder ce mémoire en soulignant tout l'appui qui me fut offert durant la recherche et la rédaction. Premièrement, je veux remercier mon directeur, le professeur émérite M. Jacques Lévesque, d'avoir partagé ses innombrables connaissances et expériences sur la politique russe. Son appui, sa patience et sa passion m'ont grandement aidé à faire avancer la réflexion.

Ensuite, je souhaite remercier le professeur M. Justin Massie pour son dévouement, sa disponibilité et sa confiance. Il est celui qui me guidait et me forçait constamment à me dépasser, et je lui en suis infiniment reconnaissant. Je remercie aussi l'UQÀM et tout le personnel du département de science politique de m'avoir donné les outils nécessaires à mon cheminement.

Je désire remercier mes parents Josée et Jacques, et mon frère Joey pour leur énorme appui tout au long du projet. Je suis aussi énormément reconnaissant envers mes amis Laura, Maxime, Esther et Martin de m'avoir soutenu et aidé tout au long du projet. Finalement, j'exprime mon immense gratitude envers Jade, qui n'a jamais cessé de m'épauler de par son infinie patience et compréhension, et sans qui il m'aurait été impossible d'arriver jusqu'à la fin de cette étape importante.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	i
LISTE DES TABLEAUX	iv
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	v
RÉSUMÉ	vi
ABSTRACT	vii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1	
CONSTRUCTIVISME ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE	10
1.1 Le constructivisme conventionnel	12
1.1.1 Composantes de l'identité nationale	14
1.2 Culture stratégique : Exploration théorique	17
1.2.1 Vers une conceptualisation de la culture stratégique	18
1.2.2 Conception constructiviste conventionnelle de la culture stratégique	22
1.2.3 Considérations méthodologiques	26
1.3 Questions centrales sur la culture stratégique russe	30
1.3.1 Cultures stratégiques et manifestations postsoviétiques	32
CHAPITRE 2	
DISCERNEMENT DES CULTURES STRATÉGIQUES PROPREMENT	
RUSSE	35
2.1 Occidentalisme	38

2.1.1	Rôle de la guerre dans les affaires humaines	39
2.1.2	Nature de l'adversaire et menace qu'il représente	41
2.1.3	Efficacité de l'usage de la force.....	43
2.2	Statisme	45
2.2.1	Rôle de la guerre dans les affaires humaines	46
2.2.2	Nature de l'adversaire et menace qu'il représente	47
2.2.3	Efficacité de l'usage de la force.....	52
2.3	Néo-impérialisme.....	54
2.3.1	Rôle de la guerre dans les affaires humaines	55
2.3.2	Nature de l'adversaire et menace qu'il représente	57
2.3.3	Efficacité de l'usage de la force.....	60
2.4	Discours de Munich et réaffirmation du statut de grande puissance	64
2.4.1	Unipolarité, démocratie et usage unilatéral du droit international.....	65
2.4.2	Engagements brisés de l'Occident	67
2.5	Conclusion	68
CHAPITRE 3		
VIRAGE NÉO-IMPÉRIALISTE DE VLADIMIR POUTINE ET		
ANNEXION DE LA CRIMÉE.....		
		70
3.1	Affirmation stratégique et internationale	71
3.1.1	Processus décisionnel de février 2014.....	72
3.1.2	Sébastopol et les petits hommes verts.....	75
3.1.3	Défiance stratégique contre l'OTAN	79
3.2	Justifications culturelles de l'annexion de la Crimée	82
3.2.1	Situation démographique et danger imminent.....	82

3.2.2 Influences eurasistes dans la relation avec l'Ukraine	88
3.3 Conclusion	92
SYNTHÈSE ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE.....	93
ANNEXE A LA CODÉTERMINATION DES INSTITUTIONS ET PROCESSUS	102
ANNEXE B CHANGEMENT ET CONTINUITÉ DANS LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE RUSSIE.....	103
ANNEXE C CONQUÊTE DE LA SIBÉRIE ENTRE 1533 ET 1689	104
ANNEXE D CARTE DES POSITIONS IDENTITAIRES EN UKRAINE PAR RÉGION EN 2014.....	105
ANNEXE E CARTE DES LANGUES PARLÉES SUR LE TERRITOIRE UKRAINIEN AU RECENSEMENT DE 2001	106
BIBLIOGRAPHIE	107

LISTE DES TABLEAUX

Tableau		Page
2.1	Comparatif des cultures stratégiques russes et de leurs rapports avec l'Occident	37

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

CEI	Communauté des États indépendants
GRU	Direction générale des renseignements de l'État-major des forces armées russes et soviétiques
KGB	Comité pour la Sécurité d'État
ONU	Organisation des Nations Unies
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
RSFSR	République socialiste fédérative soviétique de Russie
RSS	République socialiste soviétique
START	Strategic Arms Reduction Treaty
UE	Union Européenne
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques

RÉSUMÉ

En mars 2014, le territoire de la Crimée en Ukraine fut annexé par la Russie. Cet événement mettait terme à une intervention militaire rapidement mise sur pieds par le gouvernement de Vladimir Poutine, à la suite de la fuite du Premier ministre ukrainien Viktor Ianoukovitch dû à la pression révolutionnaire qui faisait rage dans l'ouest de l'Ukraine. Cette décision contrevenait au principe d'intangibilité des frontières, principe traditionnel de la politique russe âprement défendu par Poutine. L'objectif de ce mémoire est donc de démontrer l'influence de la culture stratégique sur la politique étrangère de Moscou durant cet événement, un concept dérivé du constructivisme conventionnel. Dans un premier temps, il est démontré comment la culture stratégique peut venir compléter les explications réalistes de l'annexion de la Crimée. Ensuite, ce mémoire tente de dégager et d'opérationnaliser les fondements de trois cultures stratégiques qui sont toujours perpétuées jusqu'après le démantèlement de l'Union soviétique. Les traditions historiques ainsi que les relations avec les États-Unis et l'Occident sont des éléments-clés pour l'analyse des différentes écoles de pensée développées en Russie. Pour finir, il est vu comment la culture stratégique appelée néo-impérialiste a pu intervenir dans l'approche géopolitique de Vladimir Poutine, pour aboutir à l'intervention puis à l'annexion en Crimée. Pour ce faire, le mémoire examine le processus décisionnel ainsi que les justifications évoquées par Poutine, afin de dégager l'origine d'un virage pouvant être perçu comme revanchiste et nationaliste, ainsi que l'apport de la culture stratégique néo-impérialiste dans les interprétations réalistes de la politique étrangère de la Russie.

MOTS-CLÉS : Russie, Ukraine, Crimée, culture stratégique, Vladimir Poutine, politique étrangère, géopolitique, néo-impérialisme

ABSTRACT

In March of 2014, the Ukraine's territory of Crimea was annexed by Russia. This event marked the end of a military intervention quickly put in place by the government of Vladimir Putin, following the flight of Ukrainian Prime Minister Viktor Yanukovich due to the revolutionary pressure raging in the West of Ukraine. This decision breached the principle of intangibility of the borders, a traditional basis of Russian politics strongly advocated by Putin. The purpose of this thesis is therefore to demonstrate the influence of strategic culture on Moscow's foreign policy during this event, a concept derived from conventional constructivism. At first, it is shown how Russia's array of strategic cultures can complement realist explanations of the annexation of Crimea. Then, the thesis attempts to identify and operationalize the foundations of three strategic cultures that are still perpetuated to this day, even after the dismantling of the USSR. The historical foundations as well as the relations with the United States and the West are key elements for the analysis of the different schools of thought developed in Russia. Finally, it is seen how the strategic culture called neo-imperialist added to the geopolitical approach of Vladimir Putin, which led to the intervention and annexation of Crimea. In order to do so, the thesis examines the decision-making process as well as the justifications evoked by Putin, in order to identify a shift that can be perceived as revanchist and nationalist, as well as the contribution of neo-imperialist strategic culture in realist interpretations of Russia's foreign policy.

KEYWORDS: Russia, Ukraine, Crimea, strategic culture, Vladimir Putin, foreign policy, geopolitics, neo-imperialism.

INTRODUCTION

Durant la décennie actuelle, aucun événement politique n'a plus résonné en Europe de l'Est que le conflit russo-ukrainien. Encore tout récemment, des combats armés ont éclaté dans la région de Donetsk entre les forces rebelles prorusses (soutenues par la Russie) et l'armée ukrainienne, faisant plusieurs victimes (Radio-Canada, 2017). L'origine du conflit peut être retracée aux révolutions du Maïdan à Kiev en novembre 2013, une série de protestations de longue durée des Ukrainiens contre la décision de leur président de l'époque, Viktor Ianoukovitch, de rejeter les accords de resserrement des liens économiques avec l'Union européenne en faveur d'un prêt de 15 milliards de dollars de la part du gouvernement russe, afin de sortir le pays de sa situation financière précaire (Yuhas, 2014). L'augmentation de l'intensité du conflit a éventuellement mené à l'exil de Ianoukovitch, suivi du déclenchement d'exercices militaires de masse ordonnés par Poutine à la frontière est de l'Ukraine et à la base navale de Sébastopol dans la péninsule de Crimée (Yuhas, 2014). La Crimée, une région de l'Ukraine bénéficiant de plus d'autonomie que les autres provinces, est une région habitée par une population largement attachée à la Russie et russophone. Après le départ de Ianoukovitch, des hommes armés aux uniformes non identifiés ont pris le contrôle de l'aéroport de Simferopol et du parlement de Crimée; le parlement russe autorisa ensuite l'envoi de troupes en Ukraine (Yuhas, 2014). Peu de temps après, des véhicules militaires aux immatriculations russes bloquaient des routes, la flotte russe emprisonnait les navires ukrainiens, et des forces prorusses étaient en attente autour de toutes les bases militaires ukrainiennes majeures de la région (Yuhas, 2014). Après un référendum quasi unanime en faveur de l'intégration de la Crimée au territoire russe, jugé illégal par l'Union européenne, les États-Unis et le gouvernement de l'Ukraine,

Vladimir Poutine annonça l'annexion de la Crimée et de Sébastopol à la Fédération de Russie dans un discours le 18 mars 2014 (Poutine, 2014a). Il s'agissait d'une victoire écrasante pour Moscou, qui avait réussi l'annexion d'un territoire représentant une grande importance stratégique, le tout sans violence.

Il va sans dire que non seulement les tensions entre l'Ukraine et la Russie sont à leur comble depuis la révolution du Maïdan et l'annexion de la Crimée, mais l'avenir du conflit est d'autant plus incertain avec l'avènement d'une nouvelle administration américaine au début 2017. L'un des défis de cette nouvelle administration américaine est de comprendre le comportement du gouvernement russe, qui semble toujours quelque peu imprévisible du point de vue de l'Occident. Depuis la chute de l'Union soviétique, l'État russe tente de redéfinir sa vision de lui-même, ainsi que celle de ses relations avec les autres nations. S'il est vrai que l'URSS sous Gorbatchev voulait ouvrir ses relations à l'approche de la fin de la guerre froide, il est évident de remarquer la volonté russe de différenciation des Américains et d'un certain retour à l'état de grande puissance au cours des dernières années. Paradoxalement, la Russie actuelle mène une politique étrangère basée sur un statut de grande puissance, à la manière de la politique étrangère américaine (Igumnova, 2011, p.253-254; Light, 2003, p.51). Cette volonté de réaffirmation se matérialise couramment dans les discours de Vladimir Poutine, qui bénéficie d'un appui populaire énorme pour cette raison dans le dossier du comportement russe face à l'Ukraine (Nardelli *et al.*, 2015). L'un des exemples les plus proéminents de cette volonté de retour au statut de grande puissance se trouve dans le discours de Vladimir Poutine à Munich en 2007. Ce discours est encore à ce jour considéré comme un point tournant de la conduite de sa politique étrangère et de son rapport avec les États-Unis, et ultimement aussi comme un avant-goût de son désaccord avec la situation de l'Ukraine après sa première révolution de couleur en 2005 (Monaghan, 2008, p.717; Maitra, 2014, p.126; Wolff, 2015, p.1109; Kuzio, 2016, p.2; Roberts, 2017, p.50; Scazzieri, 2017, 407).

Questions de recherche et hypothèse

Les événements en Ukraine et le durcissement du discours de Vladimir Poutine soulèvent la question centrale de ce mémoire: comment expliquer la décision de la Russie d'annexer la Crimée en 2014?

En ce sens, l'objectif de ce mémoire n'est pas de répondre à tous les enjeux de la relation russo-ukrainienne au sens large, mais bien dans la seule étude de cas du conflit en Ukraine, spécifiquement dans l'annexion de la Crimée de 2014. L'hypothèse qui sera vérifiée est que le comportement stratégique de la Russie dans ce cas fut influencé par sa culture stratégique néo-impérialiste. Les composantes et les divisions possibles des différentes cultures stratégiques russes seront analysées et précisées après avoir énoncé pourquoi cette approche semble appropriée.

L'annexion de la Crimée est l'un des événements les plus marquants des dernières années, dû au caractère plus conventionnel du conflit, ainsi qu'à la vague de réactions qu'elle a initiée en Occident. Effectivement, avec la multiplication et la déterritorialisation des menaces à la sécurité, les conflits plus «traditionnels» que représente l'atteinte à l'intégrité territoriale d'un État souverain sont moins fréquents qu'il y a 50 ans. Cependant, ce type de conflit peut perdurer très longtemps et avoir des répercussions à long terme, comme cela semble être le cas pour l'Ukraine et la Russie depuis l'annexion de la Crimée. Il s'agit d'un point tournant majeur dans les relations russo-ukrainiennes, mais encore davantage dans les relations russo-occidentales.

Mise en contexte et premières analyses

Il peut être difficile de comprendre les décisions gouvernementales de n'importe quel pays dû au nombre immense d'explications avancées. Ce mémoire analyse le comportement russe par le concept constructiviste de la culture stratégique. Il est intéressant de noter que plusieurs autres recherches en sont venues à utiliser la conceptualisation de termes tels que l'identité pour expliquer les décisions de l'État russe, mais il est question ici d'en approfondir l'application et la compréhension dans un cas récent et précis en politique étrangère.

Des facteurs ayant influencé les actions internationales de la Russie furent bien sûr avancés par les autres grandes théories de politique étrangère, malgré l'absence notable d'explications libérales de la décision d'annexion de la Crimée en particulier. La détermination de la Russie à retrouver le statut de puissance majeure militaire est souvent citée lors de l'observation des interventions militaires russes des dernières années (Duhamel et Tsygankov, 2009, p.57). Les interventions en Géorgie en 2008 et en Ukraine en 2014, par exemple, peuvent être imputables à une volonté et une affirmation de puissance, ainsi qu'à une tentative de regain de pouvoir coercitif sur la scène internationale (Duhamel et Tsygankov, 2009, p.57). Les Russes ne sont satisfaits ni des concessions territoriales qu'ils ont dû faire ni de l'ordre international établi après la chute de l'URSS. Ce point de vue est cependant teinté d'une vision plutôt offensive de la politique étrangère de la Russie, alors qu'elle peut aussi inversement être perçue comme un mécanisme de défense. Il est possible d'inscrire cette vision de la tentative de la Russie de conserver son pouvoir relatif dans le courant réaliste, plus particulièrement défensif, par exemple en expliquant l'annexion de la Crimée par une protection automatique de la sphère d'influence traditionnelle russe (Maitra, 2014, p.127-128). Cependant, au lendemain de la crise, ce sont les explications réalistes offensives qui furent les plus proéminentes.

En effet, peu après les événements, plusieurs auteurs du courant réaliste offensif voyaient l'annexion de la Crimée comme la matérialisation de leurs prédictions et de leur théorisation des relations entre pays. Mearsheimer a notamment publié un article au titre provocateur, «Why the Ukraine Crisis Is the West's Fault», où il argumente qu'il s'agit de la trop grande ambition d'expansion du pouvoir des pays occidentaux ainsi que leur domination du système international qui a poussé Poutine à réagir (2014, p.1). En fait, Mearsheimer pointe du doigt la triple série de mesures de l'ouest, c'est-à-dire l'élargissement de l'OTAN, l'expansion de l'Union européenne et la promotion de la démocratie libérale (2014, p.4). La Russie n'a fait que répliquer à ces trois politiques par la force, de peur de voir encore sa puissance relative diminuer. D'autres auteurs vont encore plus loin, liant directement l'assertion de puissance russe en Crimée au retour inévitable de la guerre froide: « The quarter century post-Cold War order should be looked at just as it is, a mere gap in time, when a heavily nucleararmed adversary with very different political, ideological and civilisational values returns to Cold War form and balancing, and feels not the slightest restraint in acting on its own perceived self-interest » (Maitra, 2014, p.128). Ces arguments illustrent en somme un point de vue réaliste de la politique étrangère russe, où la quête de la puissance relative est la finalité que chaque État poursuit dans un monde anarchique. Cette vision de la Russie très agressive s'inscrit davantage dans la conception offensive du courant réaliste.

Il y a donc un débat à l'intérieur du courant réaliste, entre le réalisme offensif et défensif. Les deux conceptions parlent de puissance dans l'ordre international, mais les finalités engendrées par la quête de puissance ne sont pas du même ordre. L'annexion de la Crimée peut alors être interprétée de façon offensive comme une action visant à accroître son pouvoir dans la sphère des anciennes républiques soviétiques. D'un autre côté, et plus modérément, elle peut aussi de façon défensive comme réaction à l'expansion de l'Ouest, en tant que protection d'une zone stratégique d'importance pour la Russie dans la défense de son hégémonie régionale, ou directement la création

d'une zone tampon pour empêcher toute future incursion de l'OTAN dans l'une de ses plus importantes sphères d'influence traditionnelles (Maitra, 2014, p.128).

Or, tout en admettant que l'hypothèse de la recherche de la puissance relative soit plausible, les courants réalistes ne représentent en fait qu'une partie de la réponse. En effet, les explications réalistes de la politique étrangère russe sont trop dépendantes de l'accent mis sur les structures internationales de pouvoir, négligeant les importantes sources internes de la conduite de la politique étrangère de Moscou, telles que les débats et les croyances culturelles (Tsygankov, 2016, p.11). Même si les analyses des courants réalistes sont très compétentes dans l'identification de la direction et de l'impact d'une décision de politique étrangère prise par un décideur appartenant au courant réaliste, tel que Primakov et Poutine, il reste que le réalisme est incapable de prévoir des événements ou des comportements, dû à la nature *ex post facto* de leurs analyses. Cette nature leur confère donc le privilège d'interpréter les événements passés à leur manière et de se servir de l'élasticité de leurs théories. Une critique récurrente du réalisme est que leurs interprétations agissent comme explications du contexte général seulement, sans préciser le quand, comment ni pourquoi de décisions et de processus décisionnels précis. En fait, par leur simplification excessive, les approches réalistes sont incapables de déchiffrer la complexité du comportement étatique, et n'a jamais eu la prétention de pouvoir le faire (Pursiainen, 1999, p.142-143). Les approches réalistes n'ont pas non plus l'ambition d'expliquer les moyens privilégiés pour appliquer les décisions prises. Cela résulte en une faiblesse au niveau de leur perception des événements découlant d'origines plus locales ou culturellement lointaines.

Par exemple, au contraire des affirmations de certains auteurs réalistes, le *New Thinking* de Gorbatchev ne provenait pas réellement d'un calcul de défense ou de besoins économiques, mais de changements culturels nationaux entamés depuis les

années 1950 et 1960, ainsi que de la résurgence des liens culturels avec l'Ouest (English, 2002, p.79; Tsygankov, 2016, p.11). De plus, au contraire de ce que Maitra soutient (2014, p.128), les années libérales de la Russie ne sont pas qu'une exception à une tradition purement réaliste. Elle est la conséquence d'un courant de pensée trouvant ses racines historiques à l'intérieur de la Russie, utilisé par les dirigeants de l'époque postsoviétique pour remédier aux graves problèmes économiques se dressant devant eux. Ce manque de sensibilité des courants réalistes à ces facteurs internes reflète leur ambition d'expliquer le contexte large d'une décision plutôt que de s'y attaquer en analysant une décision précise, dû au fait que le réalisme est une théorie des relations internationales plutôt qu'une théorie de politique étrangère. C'est pourquoi il faut compléter, et non réfuter, les explications s'inscrivant dans les courants réalistes par une théorie de la politique étrangère plus sensible aux facteurs culturels.

En guise de complément aux analyses réalistes, il sera donc défendu dans ce mémoire que les décisions et compréhensions en matière de politique étrangère sont construites par l'environnement social particulier au contexte russe. C'est en effet une notion à la base des théories constructivistes, elles-mêmes à la base du concept de culture stratégique qui sera développé et utilisé dans le cadre de la présente recherche pour expliquer le comportement de l'État russe.

Dans le cas précis de l'analyse par la culture stratégique, l'hypothèse principale avancée sera que la Russie a agi conformément avec sa culture stratégique impérialiste, c'est-à-dire en défense de ses principes de protection des populations identitaires russes, en défense de ses positions stratégiques et de sa volonté de retour au statut de grande puissance mondiale. Cette hypothèse sera bien sûr confrontée à la culture stratégique étatique, une autre vision majeure possible du comportement russe, basé sur la volonté de privilégier les intérêts nationaux de la Russie en tant qu'État.

Structure du mémoire

Afin de vérifier l'hypothèse relative à la question de recherche, la structure du mémoire se divisera en trois parties. Le premier chapitre définit les notions de la théorie constructiviste et du concept de culture stratégique. La contextualisation et la délimitation théorique sera discutée. C'est aussi dans ce chapitre que sont présentés les détails concernant les considérations méthodologiques du mémoire, c'est-à-dire l'application de la méthode de traçage de processus.

Le deuxième chapitre porte sur les conceptions de la culture stratégique russe, des premières études sur la stratégie nucléaire de l'URSS en 1977 jusqu'aux études les plus récentes sur les doctrines militaires sous Vladimir Poutine. L'analyse est réalisée en utilisant les critères de troisième génération d'études sur la culture stratégique afin de dégager celle-ci de la littérature sur le sujet. Cette analyse historique permet ainsi de dégager les normes, les constructions de l'identité nationale et les rapports de l'État russe avec les autres, afin de vérifier comment ces éléments de la culture stratégique ont eu un effet sur la prise de décision de Poutine en 2014. Cette étape permet aussi de déterminer les origines et la nature du rapport d'altérité que vit la Russie avec les États-Unis, ainsi que les aspirations politiques de l'État russe au niveau de sa puissance internationale.

Le troisième chapitre applique les éléments dégagés dans le deuxième chapitre à l'intervention militaire russe en Crimée et à l'annexion de celle-ci. Le chapitre tente de dégager les aspects de la culture stratégique vus précédemment dans les discours officiels de politique étrangère, pour ensuite vérifier le lien entre ces éléments et la prise de décision de l'annexion de la Crimée. L'époque étudiée est la présidence Poutine après son discours de Munich en février 2007, dû à la reconnaissance de ce discours comme pierre angulaire des relations internationales de la Russie. Pour

terminer, la conclusion servira à énoncer les limites de l'approche employée et des façons alternatives de penser la question de recherche, ainsi qu'à poser un regard sur l'applicabilité de la culture stratégique et de sa conceptualisation dans d'autres contextes.

CHAPITRE 1

CONSTRUCTIVISME ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE

La notion de culture stratégique peut être explorée sous diverses origines théoriques. Par contre, la plupart des auteurs l'inscrivent généralement dans l'approche constructiviste des relations internationales (Lantis, 2006, p.8-10). Tandis qu'il peut être juste de décrire le constructivisme comme une approche de l'analyse sociale concernant le rôle de la conscience humaine dans la vie sociale (Finnemore et Sikkink, 2001, p.391), il est par contre erroné de ne parler que d'une seule théorie constructiviste.

Il existe en effet une distinction entre les deux plus grandes divisions du constructivisme, les branches conventionnelle et critique. Cependant, selon la classification de Glenn (2009), l'approche de la culture stratégique employée dans ce mémoire sera dérivée du constructivisme conventionnel uniquement. Alors que le constructivisme critique et le poststructuralisme proposent des théories intéressantes sur l'instrumentalisation de la culture à des fins stratégiques, l'objectif de retracer le processus décisionnel et de catégoriser les différentes cultures stratégiques présentes dans l'espace politique de la Russie est mieux atteignable par le constructivisme conventionnel. De plus, cette approche de la culture stratégique est beaucoup plus adaptée à la collaboration avec les recherches néoréalistes (Glenn, 2009, p.530).

Tout d'abord, le constructivisme est une approche concurrente aux approches traditionnelles, le réalisme et le libéralisme, mais aussi concurrente des approches matérialistes et individualistes¹. Le constructivisme se penche à la base sur la construction de l'identité et des intérêts, et prend une direction plus sociologique qu'économique pour approcher leur théorie systémique (Wendt, 1992, p.385). « La prémisse de départ est claire : la connaissance est socialement construite ; elle n'est ni naturelle ni objective » (Massie, 2013, p.67). Finnemore et Sikkink offrent trois éléments de base pour définir cette approche d'analyse sociale : (1) les interactions humaines sont fondées sur les facteurs idéels, et non pas seulement par les facteurs matériels; (2) les facteurs idéels les plus importants sont ceux largement partagés ou les croyances intersubjectives, qui ne sont pas réductibles aux individus; (3) ces croyances partagées construisent les intérêts et identités des acteurs visés (2001, p.392-393). Il s'agit donc d'un ensemble de théories visant à « dénaturiser » le monde social, et à découvrir et révéler empiriquement comment les institutions, pratiques et identités que les gens prennent comme données ou naturelles sont en fait le produit de construction sociale (Hopf, 1998, p.182). Les États ne sont pas donnés de façon structurelle ou exogène, mais bien construits par les interactions historiquement contingentes (Wendt, 1992, p.385). Les deux grands types de constructivisme s'accordent pour accepter le lien entre le pouvoir et le savoir, la restitution de l'agence en tant qu'individus humains, et l'importance de la réflexivité de l'individu et de la société, donc la capacité de se prendre soi-même comme objet, ce qui mène à une constitution mutuelle de l'agent et de la structure (Hopf, 1998, p.182).

¹ Par ailleurs, Carlsnaes avançait même que le principal rival théorique actuel au réalisme, qui représente la nouvelle « orthodoxie » scientifique dans le champ des relations internationales, est sans doute le constructivisme (1992, p.248).

1.1 Le constructivisme conventionnel

Dans sa revue des œuvres les plus iconiques sur les études de sécurité non traditionnelles, en excluant ses œuvres sur le poststructuralisme, Smith affirme que l'ouvrage collectif dirigé par Peter J. Katzenstein, *The Culture of National Security : Norms and Identity in World Politics* (1996), est l'un des plus importants écrits sur la branche conventionnelle du constructivisme (Smith, 2004, p.38). En effet, le livre de Katzenstein est devenu en quelque sorte l'écrit par référence lorsqu'il est question de constructivisme conventionnel. Katzenstein et ses collaborateurs mettent sur pied un cadre d'analyse alternatif pour les études de sécurité, qui regroupe des éléments négligés par les grandes théories qui privilégient les conditions matérielles ou les intérêts exogènes ; mais ce cadre ne se veut pas une théorie en soi (Jepperson, Wendt et Katzenstein, 1996, p.36). L'un des éléments qui distingue le constructivisme conventionnel du constructivisme critique est non seulement l'accent mis sur la constitution mutuelle de l'agent et de la structure, mais aussi sur le fait que l'environnement (donc la structure) ait un plus grand impact sur l'acteur que l'inverse : ainsi, l'environnement peut changer le comportement, les propriétés et l'existence des acteurs (Jepperson, Wendt et Katzenstein, 1996, p.41). Les intérêts de sécurité seraient donc définis par des acteurs qui répondent à des facteurs culturels (Katzenstein, 1996, p.2 ; Cho, 2009, p.77). Ceci souligne une tendance chez les constructivistes conventionnels à mettre l'accent davantage sur la causalité et la structure plutôt que sur la constitution et les agents, malgré leur acharnement sur le fait que les structures et les agents sont mutuellement constitués (Cho, 2009, p.82). En effet, les collaborateurs de Katzenstein semblent afficher des propensions structuralistes, avec leur préférence affichée pour l'étude de comment les structures des sens construits, incarnés dans les normes et les identités, affectent le comportement des États (Cho, 2009, p.82). Cho révèle d'ailleurs un schéma simplifié du constructivisme conventionnel : Cultures ou Normes → Identité collective → Intérêts et actions de politique étatique (2009, p.81-

82). Ce schéma met en lumière l'inclination des conventionnels envers la causalité et la structure plutôt que la co-constitution et l'importance de l'agent², et ce malgré l'accent qu'ils mettent sur la constitution mutuelle entre l'agent et la structure (Cho, 2009, p.82).

Wendt, qui représente aussi l'un des grands noms du constructivisme conventionnel, a contribué de façon importante au développement de la théorie dans le champ de l'analyse de la politique étrangère. Il est entre autres à l'origine des plus significatives conceptualisations constructivistes de base sur l'anarchie et le *self-help* dans le système international. En effet, à l'aide de son célèbre apophtegme « Anarchy is what States make of it », Wendt se distance des réalistes en affirmant que le *self-help* dans la structure anarchique du système n'est pas dû à un procédé exogène, vision qui encourage un angle matérialiste et un désintérêt pour les transformations institutionnelles des identités et des intérêts³ (1992, 394). Il n'y a plutôt selon lui aucune « logique » d'anarchie en dehors des pratiques qui créent et instancient une structure d'identités et d'intérêts par-dessus une autre; une structure n'a aucune existence ni pouvoir causal en dehors du processus (Wendt, 1992, p.394-395). Wendt pense donc la relation «anarchique» entre deux États en termes d'évaluation et de compréhension intersubjective entre les institutions, qui fait partie d'un schéma de codétermination entre les institutions et les processus (1992, p.406). La relation entre l'État A et l'État B commence par un stimulus requérant une action, et entraîne une définition distincte de ladite situation par les deux institutions, qui engendre alors une réaction de la part

² Wendt affirme même que le constructivisme peut être vu comme une sorte d'idéalisme structurel (1999, p.1)

³ Cependant, tout comme Waltz, Wendt s'intéresse davantage aux relations internationales qu'à l'étude de la politique étrangère ; il ne tente pas d'expliquer les identités et intérêts des États, ni leur formation, mais plutôt de dresser un portrait constructiviste du système international (Wendt, 1999, p.11; Cho, 2009, p.89).

de l'un des deux États, suscitant alors une interprétation de la part de l'autre État, suivi par une action de ce dernier⁴ (Wendt, 1992, p.406). Les actions de politique étrangère, au sens large, des deux États s'insèrent dans la compréhension intersubjective et dans les attentes constitutives et détenues par A et B (Wendt, 1992, p.406). Le projet de mémoire se focalisera sur l'action résultante des interprétations d'un État des comportements de l'autre, en d'autres mots sur l'intersubjectivité perçue selon les identités nationales.

1.1.1 Composantes de l'identité nationale

L'hypothèse principale de ce mémoire étant que les approches constructivistes et leurs visions de la culture stratégique forment l'une des pistes les plus prometteuses pour expliquer l'intervention russe en Crimée, l'essentiel est de comprendre les visions constructivistes de la culture stratégique, et de faire le pont entre les acquis sur ces types d'approches. Le cadre entourant le pont qui sera fait entre les thèmes des études constructivistes et de la culture stratégique repose sur une combinaison d'éléments conventionnels et critiques axés sur l'étude de l'identité et de la culture. En effet, reprenant quelques éléments basés sur la psychologie sociale, certains auteurs ont défini l'identité comme étant l'image de l'individualité et de la distinction et de l'individualité tenue et projetée par un acteur; on peut donc parler de besoin d'«individualité collective» des acteurs étatiques (Jepperson, Wendt et Katzenstein, 1996, p.59). Alors que Hopf voit l'identité comme le désir humain de comprendre le monde social (2002, p.4), ou que certains même ne définissent même pas à proprement parler l'identité, considérant celle-ci comme comportant un sens déterminé implicitement⁵, ici l'identité étatique suivra plutôt la définition de Abdelal : une

⁴ Voir le diagramme de Wendt en Annexe A (1992, p.417).

⁵ Ashizawa cite en exemple Callahan, 2006 et Checkel 2001. (2008, 575).

catégorie sociale variant sur deux dimensions, soit le contenu (la signification de l'identité) et la contestation (le degré de concorde entre les membres d'un groupe sur le contenu) (Abdelal et al., 2006, p.696; Ashizawa, 2008, p.574). Ce mémoire se servira particulièrement de l'un des présupposés d'Abdelal sur le contenu de l'identité, soit celui que les objectifs sociaux sont les buts partagés par les membres d'un groupe (2006, 696 ; Massie, 2013, p.71-72).

Pour sa part, l'élément de contestation représente le degré d'accord au sein d'un groupe concernant le contenu de l'identité partagée (Abdelal et al., 2006, p. 696). Il est effectivement apparent dans cette liste des composantes de l'identité que cette définition soit inspirée du constructivisme classique, avec un élément de définition spécifique pour la différenciation avec l'Autre comme accentué dans le livre de Campbell (1998). Dans l'optique de présenter les études sur la culture stratégique par les études constructivistes, il est nécessaire de faire le lien entre les identités et les comportements des États, pouvant être présenté en trois parties⁶ (Massie, 2013, p.74). « D'abord, les identités étatiques engendrent des intérêts nationaux dans la mesure où [...] un acteur ne peut agir sans notions préalables de ce qu'il est et de ce qu'il représente » ; les valeurs constituées par les identités étatiques ne sont pas distinctes des intérêts étatiques, dans la mesure où ces deux concepts renvoient à un jugement de valeur fondé sur chaque « individualité collective » (Massie, 2013, p.74). Ensuite, ces jugements de valeur sont déduits à travers la croyance des dirigeants politiques que l'action qu'ils vont poser correspond à certaines identités (Massie, 2013, p.74). Ce

⁶ Il est nécessaire de remarquer que l'État est considéré ici, tout comme dans les travaux de Massie sur lesquels cette partie est basée, davantage comme le sujet de la sécurité, car ce sont les comportements de l'État qui sont analysés, ainsi que les raisonnements des acteurs étatiques, qui prennent ensuite des décisions au nom de l'État. L'État est donc sujet et objet, ce qui semble mieux correspondre à une vision constructiviste conventionnelle, d'autant plus qu'il faut tenir compte du rôle des normes sur les identités mis de l'avant par Massie (2013).

processus de raisonnement amène finalement à l'évaluation de la cohérence entre les jugements de valeur projetés et les décisions politiques prises ; il devient alors possible, et essentiel, de distinguer la justification rhétorique des motivations derrière le comportement stratégique de l'État (Massie, 2013, p.75). Une analyse séquentielle et historique du processus, par la méthode du *process tracing*, devient alors parfaitement pertinente et applicable aux approches constructivistes traitant avec les normes, valeurs et intérêts (Massie, 2013, p.75). Ce pont analytique entre les identités et les comportements stratégiques de l'État, basé sur la correspondance et la cohérence entre les jugements de valeur et les décisions étatiques au sujet de la sécurité internationale, représente une introduction à la définition de base de la culture stratégique (Massie, 2013, p.76).

L'objectif du mémoire n'est pas de tracer une généalogie de la culture stratégique russe, mais bien d'observer une culture existante et de l'appliquer sur un cas de politique étrangère spécifique. Le mémoire considérera donc l'État russe et ses décisions à la manière constructiviste conventionnelle. Il apportera une interprétation explicative de la prise de la Crimée, en s'appuyant sur le principe que l'identité soit relativement stable et basé sur des antécédents historiques, et aussi sur la présomption que l'influence de l'environnement sur un acteur soit plus importante que celui de l'acteur sur l'environnement, et spécialement dans le cas de la Russie, sans nécessairement s'ouvrir au déterminisme géographique ou d'autre nature (Jones, 1990, p.37). Les études de culture stratégiques s'inscrivent d'ailleurs grandement dans cette branche de la théorie constructiviste. Comme le disent Bloomfield et Nossal, on peut caractériser de culture stratégique une période où les normes et les comportements au sein d'un État sont relativement stables, ce qui peut être observé dans les habitudes d'idées, d'attitudes et de normes dans les décisions stratégiques, ainsi que dans les modèles de comportement (2007, p.288). La division du mémoire se fera non seulement en fonction de la culture stratégique russe, mais le deuxième chapitre en particulier

divisera cette culture selon les événements qui ont bouleversé le plus profondément la culture russe moderne depuis l'apparition des études de la culture stratégique en 1977.

1.2 Culture stratégique : Exploration théorique

En se basant sur les éléments explorés de l'identité et du constructivisme conventionnel, il est maintenant pertinent d'approfondir sur l'approche qui sera utilisée pour le cas de l'annexion de la Crimée, c'est-à-dire la façon de percevoir la stratégie russe à l'aide de la culture stratégique, qui ultimement permettra d'apporter des éléments plus ciblés et différents des explications matérielles et systémiques des événements. Au fil des années et des débats, la conceptualisation de la culture stratégique a connu de nombreux changements. En effet, malgré l'abondance de littérature produite sur le sujet, les débats demeurent féroces sur ce que la culture stratégique représente, ce qu'elle fait et comment elle doit être étudiée (Lock, 2010, p.685).

Tout comme le constructivisme, les études de la culture stratégique se divisent également en plusieurs branches. De nombreux auteurs caractérisent ces subdivisions en termes de générations (Johnston, 1995b, p.36; Gray, 1999). Par contre, l'approche de Glenn semble plus appropriée que l'approche temporelle dans ce cas en raison de l'accent mis sur la dimension coopérative importante au sein du concept de culture stratégique entre les recherches issues des courants constructivistes et néoréalistes (2009, p.530).

1.2.1 Vers une conceptualisation de la culture stratégique

En réalité, la culture stratégique demeure un concept très difficile à appliquer effectivement; en plus de trente ans de développement sur l'étude du concept, aucune définition standard ni approche méthodologique commune ne fut élaborée (Greathouse, 2010, p.58). Le consensus sur les divisions conceptuelles de la culture stratégique est normalement axé sur les débats historiques. Johnston a identifié trois vagues, ou générations, dans la recherche sur la culture stratégique : la première étant relative aux analyses culturelles des relations entre les États-Unis et l'Union soviétique dans les années 1970, la deuxième associée avec les écrits sur l'instrumentalisation de la culture dans les années 1980, et la troisième afférente à une discussion plus hétérogène sur les analyses culturelles des sphères organisationnelles et sociétales (Johnston, 1995b, p.36; Glenn, 2009, p.530).

Les débats théoriques entre Gray et Johnston, respectivement les têtes de file des deuxièmes et troisièmes générations de recherche, constituent probablement le pilier le plus marquant de l'étude du concept. Afin de mettre en perspective ce débat, certains auteurs tentent donc de revenir aux bases du concept de culture stratégique pour mieux le définir. Dans l'objectif de l'élaboration d'une définition de la culture stratégique, il est tout de même possible de dégager deux arguments communs dans la littérature des trois générations : premièrement, dues aux différences culturelles dans les communautés de sécurité, différentes communautés feront différents choix stratégiques face au même environnement sécuritaire; ensuite, il est possible de voir certaines communautés développer des préférences stratégiques cohérentes et persistantes au fil du temps (Lock, 2010, p.689).

Pour sa part, Bloomfield (2012) tente entre autres d'apporter une nouvelle conceptualisation du terme. Si chaque État comporte une culture stratégique unique,

les découvertes générées par des études de cas devraient donc refléter une culture stratégique particulière, plutôt que de se vouloir le plus universellement explicatives possible; cette situation entraîne une hausse du nombre de recherches culturelles-stratégiques d'États spécifiques et vient compliquer la tâche de rendre compréhensible la conceptualisation de la culture stratégique (Bloomfield, 2012, p.2). C'est pourquoi Bloomfield et Nossal apportent une définition relativement simple de la culture stratégique : « the habits of ideas, attitudes, and norms toward strategic issues, and patterns of strategic behaviour, which are relatively stable over time » (2007, p.288). Cette définition a l'avantage d'être très simple, donc applicable à un grand nombre de cas, mais elle demeure insuffisante pour l'application à une entité sociale ou un État en particulier. C'est pourquoi sur le plan des débats entre les approches positivistes et interprétatives, Bloomfield et Nossal croient qu'au moment où une compréhension interprétative du sujet est atteinte, il est désirable de tenter d'élaborer des résultats explicatifs et même des prédictions (2007, p.288). Leur explication du comportement stratégique prend donc en compte les facteurs idéationnels tout comme les facteurs matériels.

La racine du problème demeure tout de même la dissection du terme culture stratégique. Alors que, comme mentionné par Gray, il est possible de voir la stratégie au-delà du contexte militaire, et comme un lien rationnel entre les fins et les moyens (Gray dans Metz, 2008, p.ix; Greathouse, 2010, p.60; Haglund, 2011, p.498), il n'est pas aussi aisé de se prêter au même exercice pour le cas de la culture. Et si les principaux tenants des études culturelles sont divisés entre eux, il devient alors encore plus difficile d'illustrer la relation de la culture avec la stratégie. Encore une fois, le spectre du débat générationnel Gray-Johnston revient hanter les discussions théoriques : Johnston croit que la culture doit être utilisée en tant que variable d'influence du comportement stratégique, soit indépendante ou intervenante; Gray en revanche affirme que d'essayer de réduire la culture en tant que variable indépendante

fait perdre au terme beaucoup de sa valeur, car la culture influence autant le résultat de la prise de décision que son mécanisme, et elle existe dans l'entièreté de l'environnement décisionnel (Greathouse, 2010, p.61). Lantis conclut aussi pour sa part que d'utiliser la culture uniquement en tant que variable indépendante est problématique et pourrait mener à créer une tautologie (2002, p.105; Greathouse, 2010, p.61). Lantis et Greathouse s'accordent alors pour adopter une approche plus interprétative de la culture stratégique. Greathouse regroupe plusieurs définitions afin de parvenir à élaborer sa propre vision du concept : « norms, ideas and patterns of behavior which are based on long lasting and pervasive strategic preferences about the role of military force which shape the institutional options available for achieving security and defense goals » (Greathouse and Miner, 2008, p.7-8 dans Greathouse, 2010, p.63). Cette définition reprend la base des études de première génération, mais ajoute des considérations telles que l'idée que la culture stratégique est mouvante à travers le temps. Cet élément définitionnel rejoint donc bien l'argumentation de Gray sur la culture en tant que contexte, influençant à la fois les variables indépendantes et dépendantes des études sécuritaires.

Haglund pousse sa réflexion un cran plus loin, en affirmant que la culture stratégique apporte non seulement un aspect contextuel, mais aussi cognitif : même s'il est possible de douter de la fiabilité de cet aspect en tant que variable indépendante, il est indéniable que son inclusion peut permettre de nombreux avancements scientifiques en spécifiant ou déterminant certains éléments dans la compréhension explicative de la stratégie (2011, p.510).

Certains éléments méthodologiques de Johnston peuvent être explorés dans ce sens en se penchant sur l'effet de la culture stratégique sur la variable dépendante, donc l'impact sur les décideurs. Pour déterminer l'impact du concept sur la prise de décision, le chercheur doit conceptualiser la relation entre les deux variables et sélectionner des

cas qui limitent l'intervention de variables culturellement exogènes⁷ (Greathouse, 2010, p.65). Par contre, la culture stratégique ne serait jamais réellement une variable indépendante directe; elle agira en tant que variable intervenante ou apportera une influence sur l'environnement de la prise de décision (Greathouse, 2010, p.66). L'idée derrière cette affirmation est que chaque acteur dispose d'un choix unique d'options possibles en tenant compte des forces en place au sein du système; la culture stratégique limite donc certains types d'options disponibles pour les décideurs (Greathouse, 2010, p.66).

La culture stratégique dans le cas de la Russie doit donc être comprise dans le sens d'une variable intervenante. Afin de comprendre les événements de 2014, l'analyse doit être composée d'une base constructiviste, mais couplée avec des explications matérielles et personnelles. Voilà comment les travaux de Glenn (2009) se démarquent par rapport aux autres: ils viennent compléter les tentatives de définitions de la culture stratégique avec des éléments centraux du constructivisme conventionnel, tout en offrant un cadre pour une perspective de collaboration avec les recherches néoréalistes. Étant donné le lien étroit entre le pouvoir politique en Russie et la tradition réaliste (Snyder, 1977, p.28), il est approprié d'aborder la théorisation de la culture stratégique en ce sens.

⁷ Selon Johnston, il existe six façons de relier la relation entre la culture stratégique et les autres variables : (1) un impact direct de la culture stratégique, (2) la culture stratégique fournit un nombre limité d'options et constitue une variable intervenante, (3) en tant qu'ensemble de préférences constantes ordonnées qui existent à travers le temps, (4) en tant qu'influence sur le processus politique, (5) en tant que justification des politiques et alternatives émergeant des débats et (6) en tant que modèle dynamique influençant les décideurs dans l'avenir (Johnston, 1995, p.53-54; Greathouse, 2010, p.65-66).

1.2.2 Conception constructiviste conventionnelle de la culture stratégique

Pour Glenn, il existe quatre conceptions de la culture stratégique : épiphénoménale, constructiviste conventionnelle, poststructuraliste et interprétative (Glenn, 2009, p.530). Chacune de ces approches poursuit un objectif de recherche distinct. La conception épiphénoménale tente d'expliquer par la culture stratégique la déviation d'un comportement étatique du modèle prédit par les approches néoréalistes : la culture stratégique n'intervient donc que de manière très secondaire dans la politique étrangère et la stratégie étatique (Glenn, 2009, p.530-532). La conception poststructuraliste de la culture stratégique explique chaque événement comme une concaténation de mécanismes causaux uniques, tout en rejetant la recherche de généralisation du comportement social (Glenn, 2009, p.530). Elle s'intéresse principalement aux discours dominants et aux pratiques sociales qui ont constitué la subjectivité au sein d'un groupe. La collaboration avec les approches néoréalistes est donc limitée aux études de cas singulières (Glenn, 2009, p.530). La conception interprétative de la culture stratégique a pour objectif de profondément submerger le chercheur dans un groupe culturel afin qu'il en comprenne le point de vue sur le monde; la culture est perçue comme un tissage complexe et multiniveau d'idées s'enchevauchant et s'entrecoupant à la fois (Glenn, 2009, p.530;539). Tout comme dans le cas de la conception poststructuraliste, la collaboration avec les approches néoréalistes est peu réalisable, ou limitée à un cas unique.

La conception constructiviste conventionnelle tente pour sa part d'établir des généralisations contingentes sur le comportement étatique, en utilisant les normes et la culture en tant que facteur explicatif alternatif; cette conception a l'avantage d'être compatible avec plusieurs éléments de l'approche néoréaliste, sans toutefois que ces éléments prédominent sur les explications culturelles (Glenn, 2009, p.530). De plus, tout comme la conception épiphénoménale, elle a le potentiel d'être couplée à des

méthodes de recherche néoréalistes. Dans l'objectif d'inclure des éléments tels que les normes et la culture, ainsi que de compléter les analyses néoréalistes, l'analyse de la culture stratégique russe sera basée sur cette conception constructiviste conventionnelle de Glenn.

Ce qui distingue la conception constructiviste conventionnelle de la conception épiphénoménale est l'idée que l'environnement culturel affecte non seulement les incitatifs menant à certains comportements étatiques, mais aussi la personnalité caractéristique de l'État, en d'autres mots son identité (Jepperson, Wendt et Katzenstein, 1996, p.33; Glenn, 2009, p.533). Un élément central de cette vision de la culture dans le champ des études de sécurité est le fait que les idées ne soient pas qu'une simple feuille de route; elles opèrent à tous les niveaux en façonnant les acteurs et leurs actions en politique internationale (Farrell, 2002, p.50). À partir de ces idées et croyances propres au sujet, les chercheurs constructivistes tentent alors d'identifier des modèles de comportement (Glenn, 2009, p.534). La réalité internationale est alors construite à l'aide de facteurs à la fois idéationnels et matériels (Glenn, 2009, p.534).

Les constructivistes conventionnels examinent alors la culture stratégique en combinant les théories causales et la validation empirique afin de créer une explication d'un certain modèle de comportement (Glenn, 2009, p.534). Par le fait même, ces analyses prennent en compte que les identités constituent les intérêts et actions (Price et Reus-Smit, 1998, p.267). Contrairement à la conception épiphénoménale de la culture stratégique, grandement influencée par la théorie du choix rationnel et soutenant que les normes et les structures sociales vont au maximum contraindre les choix et les comportements selon une logique de conséquence, la conception constructiviste voit les normes comme élément essentiel aidant à créer la base matérielle qui influencera sa définition des intérêts nationaux; l'agent et la structure sont mutuellement constitués (Checkel, 1998, p.327-328; Glenn, 2009, p.535).

C'est pourquoi, lorsqu'un État emploie ou menace d'employer la force, plutôt que de poursuivre une stratégie diplomatique ou économique, cela dépend des préférences stratégiques construites au sein de la structure et des agents constituant cet État (Glenn, 2009, p.535). De plus, c'est pourquoi les objectifs poursuivis selon ces préférences ne correspondent pas toujours le choix rationnel de maximisation du pouvoir ou de la sécurité qui aurait été dicté par l'environnement international (Glenn, 2009, p.535). Donc, autant il demeure important d'être conscient de l'environnement sécuritaire et des facteurs matériels de la Russie dans le cas étudié, autant les facteurs idéels sont cruciaux à dégager afin de bien comprendre comment l'option d'annexion fut choisie comme comportement à adopter.

Toutes ces raisons justifient pourquoi l'hypothèse sur la culture stratégique russe en tant qu'élément explicatif de l'annexion de la Crimée doit être nuancée. Bien sûr, la géostratégie a joué un rôle énorme dans la décision de Poutine. Mais il ne faut pas omettre l'aspect de la défense du statut de grande puissance de la Russie contre l'ambition de l'Europe et de l'OTAN, ou même l'apport de la cognition du président sur les décisions de politique étrangère, spécialement en contexte de régime autoritaire, voire autocratique en Russie (Dawisha, 2014, p.8; Shevstova, 2015, p.177-179; Kuzio, 2016; Motyl, 2016).

En effet, Poutine jouit d'une position très favorable au sein du régime russe. Non seulement les médias sont l'objet de censures, mais l'opinion publique est aussi grandement en sa faveur : depuis les révolutions en Ukraine, la fierté nationale et la confiance accordée aux politiques de Poutine, qui étaient déjà très élevées, ont grimpé en flèche et ont atteint des sommets inégalés depuis presque 10 ans par l'opinion publique russe (Pew Research Center, 2015, p.12;29). Cela signifie donc que les décisions ne sont pas principalement prises en fonction de la popularité électorale ni en fonction de l'opposition interne, ce qui laisse au président une grande latitude dans sa

prise de décision, ainsi qu'une opportunité d'instrumentalisation de la culture stratégique en place. La personnalité ainsi que le style de Poutine, et des dirigeants étatiques en général, ont donc sans doute eu un énorme rôle à jouer dans la direction de sa politique étrangère (Preston, 2001), ainsi que dans l'annexion de la Crimée (Eltchaninoff, 2015). Cependant, l'accent sera davantage mis sur le constructivisme afin d'expliquer pourquoi, quand et comment la décision de l'annexion de la Crimée fut prise.

Encore une fois, l'apport culturel dans l'annexion de la Crimée remonte à bien avant l'accession au pouvoir de Vladimir Poutine. Or, tout comme souligné dans la deuxième génération d'études de culture stratégique, l'instrumentalisation pouvant être faite par le président de certains concepts normatifs reliés à la culture historique russe est un aspect très important à ne pas négliger.

Un autre aspect notable est celui que la culture stratégique à l'intérieur d'un pays n'est pratiquement jamais unifiée. En fait, il existe dans virtuellement tous les États plusieurs cultures concurrentes, qui peuvent s'apparenter à des sous-cultures (Bloomfield, 2012, p.15). Par contre, dénommer plusieurs cultures stratégiques concurrentes en tant que sous-cultures implique qu'il existe une forme de culture représentant les valeurs et idées de toutes ces sous-cultures. Ce n'est pas le cas en Russie, et c'est pourquoi ce mémoire traitera principalement de cultures concurrentes plutôt que sous-cultures. De plus, il est important de souligner qu'une culture stratégique n'est pas non plus complètement statique, mais plutôt évolutive. Un changement peut se produire dans la culture stratégique d'un pays notamment après un grand choc (Bloomfield, 2012, p.12). Le meilleur exemple est celui du Japon et de l'Allemagne, dont la défaite après la Deuxième Guerre mondiale a modifié profondément la culture stratégique, passant d'expansionniste et unilatérale à multilatérale et même pacifiste (Berger, 1998; Legro, 2000, p.422; 428; Bloomfield, 2012, p.12). Par contre, même si de tels chocs peuvent

drastiquement modifier une culture stratégique, la continuité et de maigres changements incrémentaux demeurent probablement la position «par défaut», car les pratiques culturelles et valeurs tendent à être de nature persistante; de plus, présumer que la culture est en flux constant contreviendrait au but de la recherche d'analyser des cultures stratégiques existantes en Russie (Bloomfield, 2012, p.12).

Un regard sur les détails culturels ainsi que les échanges qui ont poussé Poutine à agir précisément de la façon dont il l'a fait est donc nécessaire afin de dégager quelle culture stratégique était dominante durant les événements de 2014. Cette pensée introduit inévitablement la question de la méthodologie qui sera employée dans le cadre de la présente étude, plus précisément le traçage de processus. La prochaine section se focalisera donc sur la définition et les considérations relatives à l'application de cette méthode.

1.2.3 Considérations méthodologiques

La question est maintenant de définir les aspects méthodologiques de l'acquisition et du classement de l'information sur la culture stratégique russe dans le cadre des événements de la Crimée. Ce mémoire ayant pour objectif d'expliquer la décision d'annexion, la méthode du traçage de processus sera utilisée à travers l'examen des indicateurs historiques, pour observer ce qui a conduit Poutine à opérer l'annexion de la Crimée.

La méthode de traçage de processus est devenue une approche reconnue en science sociale. Il s'agit en fait d'une étude d'un seul cas, où la cible est la compréhension des changements et trajectoires au sein de celui-ci, à travers une explication historique. George et Bennett définissent cette méthode comme l'utilisation de l'histoire, de

documents d'archives, de transcriptions d'entrevues et de plusieurs autres sources afin de déterminer si le processus causal avancé par une théorie correspond à la séquentialité des événements et aux valeurs des variables intervenantes présentes dans un cas (2005, p.6). Ils ajoutent aussi que le traçage de processus tente d'identifier le processus causal, donc la chaîne et le mécanisme causal, entre des variables indépendantes et le résultat de la variable dépendante (George and Bennett, 2005, p.206; Bennett et Checkel, 2015, p.6).

La conception de la causalité dans la méthode du traçage de processus se démarque cependant par une particularité : l'«objectif n'est pas d'établir que x est la cause de y , mais d'examiner comment la variable indépendante x (la cause) produit des effets sur la variable dépendante y (l'effet)» (Coman et al., 2016, p.162). Il s'agit en fait d'une méthode adaptée à l'application de théories dans un monde marqué par plusieurs effets d'interaction, où il est difficile de déterminer l'effet en termes de deux ou trois variables indépendantes (George et Bennett, 2005, p.206). Dans cette optique, le traçage de processus entretient un lien avec les approches constructivistes, qui nécessitent toutes ultimement une étude de cas ainsi qu'une analyse historique. Il s'agit aussi d'un excellent outil d'évaluation et de développement de théories, car cette méthode génère de nombreuses observations à l'intérieur du même cas, mais aussi parce que ces observations doivent être reliées d'une manière particulière afin de constituer une explication du cas (George et Bennett, 2005, p.207).

Le cœur de la méthode du traçage de processus est ancré dans la description. Une bonne application de la méthode est déterminée par la manière dont les faits historiques sont représentés tels qu'ils sont, c'est-à-dire un portrait statique de la situation au moment décrit. De plus, la relation entre ces portraits doit être décrite le plus complètement possible, ainsi que l'interaction entre la somme de toutes les variables menant au phénomène expliqué.

Cette méthode fut évidemment discutée, modifiée et revisitée par plusieurs experts, mais il est possible de trouver certains points communs à travers les interprétations sur la manière d'appliquer celle-ci. Hall (2008) propose une liste des étapes à accomplir afin de compléter correctement une analyse par la méthode de traçage de processus. Premièrement, il faut passer par l'étape de la formation de théorie, qui consiste en la formulation d'un ensemble de théories qui identifient les principales variables causales qui conduisent à un type spécifique de résultat à expliquer (Hall, 2008, p.309). Le cas échéant, et comme discuté plus haut, la théorie utilisée sera le constructivisme conventionnel, afin de compléter les approches réalistes, mais plusieurs visions de la culture stratégique russe tirées de la littérature seront opposées.

Les variables soulevées par ces théories doivent ensuite être utilisées afin de dessiner des prédictions quant aux types de résultats qui apparaîtront si une théorie s'avère dominante (Hall, 2008, p.310). Ces prédictions amènent ensuite à l'élaboration d'une hypothèse. Dans le cas de ce mémoire, l'hypothèse est qu'une culture stratégique pouvant être qualifiée de défensive est à la base de l'annexion de la Crimée par la Russie ; cette hypothèse est en réalité un amalgame de variables intervenantes dans la décision russe, tirées des visions diverses de la culture stratégique russe.

La troisième étape consiste en l'observation du cas choisi, c'est-à-dire l'annexion de la Crimée. L'objectif est de soutirer le plus d'information possible de chaque observation de portrait statique réalisée. Dans la mesure du possible, il faut soutirer le plus d'information possible sur le processus décisionnel qui a eu lieu au Kremlin au préalable de la décision finale. Évidemment, chaque cas peut être observé de multiples façons, et il s'agit justement de l'une des forces de la méthode du traçage de processus : les multiples observations pouvant être faites de chaque cas amènent à une multiplication de l'application des théories. Les observations pertinentes tirées de ces applications de théories incluent les événements sur lesquels on peut s'attendre si une

théorie est valide, la séquence de ces événements, les actions spécifiques prises par divers types d'acteurs, les déclarations publiques et privées de ces acteurs sur la raison pour laquelle ils ont pris ces actions, ainsi que d'autres observations visant à déterminer si la chaîne causale que chaque théorie anticipe est présente dans les cas (Hall, 2008, p.310-311). Il ne s'agit pas que d'une simple recherche de variables intervenantes, mais bien une vérification de la correspondance des paroles et gestes des acteurs avec l'image du monde suggérée par les théories. Cette partie requiert un grand nombre d'observations, et cela justifie la caractéristique de la méthode voulant que l'étude ne se fasse que sur un petit nombre de cas. Les observations en question seront faites à travers la lecture de documents officiels, de discours présidentiels antérieurs et postérieurs au cas étudié et de littérature d'experts sur le sujet.

Finalement, le chercheur doit tirer les conclusions : les observations tirées des cas sont comparées aux prédictions des théories pour parvenir à un jugement sur les mérites relatifs de chaque théorie, ayant comme base la congruence entre les prédictions de chacune des théories et les observations accomplies (Hall, 2008, p.311). La conclusion de ce mémoire sera donc non seulement comparée aux conclusions ayant été avancées par les courants réalistes, mais aussi aux différentes conclusions apportées par les autres conceptions de la culture stratégique russe. De ce fait, le traçage de processus peut non seulement désigner la théorie la mieux adaptée au cas étudié, mais aussi permet de dégager des variables qui n'avaient pas été prédites comme importantes par les théories choisies, mais qui, au final, peuvent s'avérer cruciales dans l'explication du cas (George et Bennett, 2005, p.220). De plus, tout comme dans le scénario actuel, le traçage de processus sur un seul cas permet d'éviter les erreurs de mesure dans les éléments qualitatifs, faille avec laquelle les méthodes comparatives sont constamment aux prises (George et Bennett, 2005, p.220). En utilisant la méthode du traçage de processus, les chercheurs tirent donc pleinement parti de la richesse en détails qu'offre l'étude d'un petit nombre de cas, en plus de profiter de bases plus solides que les

méthodes comparatives conventionnelles pour effectuer une inférence causale (Hall, 2008, p.315).

1.3 Questions centrales sur la culture stratégique russe

Cette discussion méthodologique emmène finalement au cœur de la culture stratégique de la Russie. Dans les premiers balbutiements des études sur la culture stratégique en 1977, Snyder argumentait que les Soviétiques entretenaient des pensées différentes par rapport à la notion de guerre nucléaire limitée, et qu'il était nécessaire de discerner comment leur attitude différait de celle des Américains en observant leur pensée stratégique unique à leur expérience : la raison pour laquelle les deux puissances n'ont pas la même pensée stratégique, ainsi que la raison pour laquelle il est difficile pour eux de s'immiscer dans la pensée de l'Autre, est qu'ils ont fait face durant leur histoire à des dilemmes différents (1977, p.22-23).

L'annexion de la Crimée ne fait pas exception à cette règle. L'Ouest semble tout aussi divisé quant à l'origine de la récente crise ukrainienne ainsi qu'aux intentions réelles actuelles de Moscou que durant l'époque la guerre froide. C'est pourquoi il faut retracer dans ce mémoire la pensée stratégique russe à partir des mêmes origines que celles avancées par Snyder et ses successeurs, tout en s'assurant de bien intégrer les éléments récents ainsi que les dilemmes stratégiques subséquents aux premières études sur la culture stratégique nucléaire soviétique afin de compléter l'analyse.

Alors que le mémoire emploiera la culture stratégique sous l'angle constructiviste conventionnel avancé par Glenn (2009), l'opérationnalisation et la classification des différentes cultures russes seront menées selon la méthode de Johnston (1995a). Ce dernier avance que l'élément fondamental au cœur de la culture stratégique réside dans

la réponse à trois larges questions étroitement liées entre elles : «the role of war in human affairs, the nature of the adversary, and the efficacy of military force and applied violence» (1995a, p.61). Ces trois questions complètent bien la conception constructiviste de Glenn, de par leur attention aux facteurs identitaires et de subjectivité dans la perception de la menace, en plus de l'attention portée aux moyens matériels et aux facteurs stratégiques. La détermination et l'opérationnalisation de la culture stratégique russe passent donc par les réponses aux trois questions de Johnston dans la littérature sur la Russie.

La variable du rôle de la guerre dans les affaires humaines définit si, dans une culture stratégique précise, la guerre constitue une situation aberrante ou inévitable (Johnston, 1995a, p.37). Plus précisément, il est impératif de dégager comment le concept de la guerre est culturellement traité dans le système de symboles inhérent à la conduite de la politique étrangère en Russie et en Union soviétique. L'objectif ici est de définir comment les dirigeants russes perçoivent non seulement l'utilité de l'emploi de la force, mais aussi le monde en général. Ce type d'analyse cherche par exemple à savoir si la conjoncture mondiale est dangereuse ou pacifique, et selon la réponse, s'il est désirable de se développer des relations externes ou non avec certains États.

La deuxième question de Johnston concerne la nature de l'adversaire et menace qu'il représente. Cette variable à propos de la structure de l'environnement stratégique consiste en la nature du rapport d'altérité et de la menace qui est perçue dans l'environnement stratégique (Johnston, 1995a, p.37). Cette question se penche non seulement sur le rapport d'altérité compte tenu de la rivalité avec les États-Unis, mais aussi de l'identité eurasiatique de la Russie (Laruelle, 1999)⁸. La question englobe de même le caractère de la menace, c'est-à-dire si celle-ci s'agit d'une situation à somme

⁸ Laruelle va même jusqu'à dire que « l'Eurasie est synonyme de Russie » au point de vue culturel et géographique (1999, p.196).

nulle (un gagnant et un perdant) ou à somme positive (les deux partis tirent un avantage).

L'élément final de la structure de l'environnement stratégique, l'efficacité de l'usage de la force, tente de déterminer la capacité de la Russie à contrôler les résultats des interventions menées et d'éliminer les menaces, ainsi que les conditions sous lesquelles l'usage de la force devient nécessaire (Johnston, 1995a, p.37). Il s'agit donc de savoir si la guerre est inévitable ou à utiliser seulement en dernier recours, en plus de déterminer comment la guerre doit être menée en termes de stratégie offensive ou défensive et de capacité des moyens militaires (Johnston, 1995a, p.62-64). On peut considérer cette question comme étant la contrepartie basée sur les facteurs matériels de la première question sur le rôle de la guerre.

1.3.1 Cultures stratégiques et manifestations postsoviétiques

Le présent chapitre a décrit la conception constructiviste conventionnelle de concepts issus de cette école de pensée, tels l'identité, la relation agent-structure, la culture et les normes. Ensuite, le chapitre a fait un bref survol des différentes définitions modernes de la culture stratégique, en se concentrant particulièrement sur les travaux de Glenn (2009), sur la manière constructiviste conventionnelle de percevoir la culture stratégique, ainsi que sur les opportunités de collaboration avec les études néoréalistes. Ensuite, il a été effectué un survol de la méthodologie employée pour le reste de ce mémoire, c'est-à-dire la méthode de traçage de processus. Pour finir, le chapitre a exploré l'opérationnalisation de Johnston (1995a) qui sera employée afin de définir chacune des cultures stratégiques russes dans le prochain chapitre. Celui-ci devra identifier les comportements et idées propres à chacune des trois cultures stratégiques qui peuvent être observées dans l'époque postsoviétique.

En effet, malgré le fait que la politique étrangère russe ait toujours été conduite en réponse à différents contextes, elle est aussi la démonstration d'un haut niveau de continuité dans son modèle de comportement et de pensée, dû au caractère similaire des menaces à sa sécurité. D'entrée de jeu, le prochain chapitre devra alors souligner les éléments de continuité présents dans l'identité russe, et de ce fait dans la conduite de sa politique étrangère.

Étant donné que la culture stratégique est un principe occidental, il n'existe que très peu de littérature primaire traitant de celle-ci directement. En accord avec la méthodologie, les représentations seront donc tirées en grande partie des nombreuses études sur la culture stratégique russe depuis 1977, mais avec une attention particulière à celles traitant de la période post-guerre froide, contenant des éléments de réponse explicites aux trois questions de Johnston constituant la structure de l'environnement stratégique russe, mais aussi sur certains documents officiels postsoviétiques. Ces derniers documents, en plus d'apporter un regard sur le début de la présidence de Poutine, pourront aussi apporter des points de comparaison lors de l'analyse des doctrines après le discours de Munich de 2007, période qui sera discutée dans le troisième chapitre.

Suivant la méthode de Johnston, le prochain chapitre commencera par une analyse des trois questions déterminantes de la culture stratégique, pour ensuite tenter d'établir la grande stratégie de la Russie pour chacune des cultures stratégiques existantes (1995a, p.112-113). Il sera vu par contre qu'il existe trois différents types d'écoles de pensée dominantes sur les questions de politique étrangère dans l'histoire russe, tout en limitant le cadre temporel à l'époque postsoviétique, et particulièrement à la période de présidence de Vladimir Poutine et de l'annexion de la Crimée.

Sur le plan de l'opérationnalisation, les grandes stratégies seront extrapolées par logique d'induction à partir des observations sur les cultures stratégiques dominantes. Chacune des cultures stratégiques sera développée à travers la revue de littérature, puis divisée entre les réponses aux trois questions de Johnston. Il sera donc impératif de répondre aux paramètres de chaque question pour chacune des cultures stratégiques observées.

CHAPITRE 2

DISCERNEMENT DES CULTURES STRATÉGIQUES PROPREMENT RUSSE

À travers la littérature traitant des cultures stratégiques en Russie, il s'est dégagé trois écoles de pensées distinctes sur la politique étrangère. Chacune d'entre elles cherchant à présenter les choix internationaux de la Russie d'une manière compatible avec les images établies du pays et du monde extérieur. Bennett (1999) parlait des écoles de pensée libérale, pragmatique et nationaliste. Par contre, la dénomination choisie dans ce mémoire est inspirée des travaux de Tygankov : l'occidentalisme, le statisme et le néo-impérialisme (Kazymov, 2012, p.60; Tsygankov, 2016, p.4).

Ces écoles de pensée représentent en fait différentes conceptions de l'identité nationale russe, qui adoptent des approches diverses sur le comportement international et la lecture des normes sociétales de la Russie. Elles forment trois traditions ayant des idées distinctes de la perception du soi et de l'Autre; les représentants associés à chaque conception ont cherché durant des siècles à présenter les choix internationaux de la Russie de manière cohérente avec leurs images historiquement établies du pays et du monde extérieur (Tsygankov et Tsygankov, 2010, p.2). Les dirigeants russes postsoviétiques peuvent aussi être distribués selon le spectre de cette classification, tenant compte du fait qu'ils suivent parfois un amalgame de ces différentes identités.

Les cultures politiques russes ont toujours apporté une contribution majeure dans la formation des cultures stratégiques, et spécialement dans la militarisation de celles-ci

(Ermarth, 2006, p.6). Ultimement, il est alors possible de traduire ces écoles de pensées en cultures stratégiques distinctes, défendant chacune des normes, des moyens et des objectifs différents face à l'Autre, représenté dans l'ère moderne par l'Europe et les États-Unis. Chacune de ces cultures stratégiques a dominé à au moins un moment durant l'histoire de la Russie, pour ensuite entrer dans une période de transition vers une autre. Il est intéressant de souligner que la période postsoviétique a vu les trois écoles de pensée dominer la conduite de la politique étrangère à un moment ou un autre, ce qui illustre qu'il y a un niveau de changement peu commun dans la culture du pays depuis la fin du siècle.

La classification des identités nationales est tirée des travaux de Tsygankov, et la nomenclature des trois cultures stratégiques étudiées dans ce mémoire est grandement inspirée par ses écrits. Cependant, le terme néo-impérialisme employé dans les travaux de Tsygankov ne semble pas bien englober le caractère révisionniste présent dans les présidences de l'époque postsoviétique. Au contraire, Tsygankov (2016) semble lui-même avoir connu des difficultés à identifier des exemples de leaders néo-impérialistes de la politique étrangère après l'époque de la révolution bolchévique. C'est pourquoi, dans l'esprit de conserver l'essence de la classification de Tsygankov, mais en incorporant aussi les éléments plus modernes de l'identité russe, ce mémoire traitera cette culture stratégique sous le terme « néo-impérialisme ».

Dans ce chapitre, il sera alors vu comment chaque culture stratégique répond aux trois questions d'opérationnalisation de Johnston dans le contexte historique de la Russie (Voir Tableau 2.1).

Tableau 2.1 Comparatif des cultures stratégiques russes et de leurs rapports avec l'Occident⁹

Tableau 1.1 Tableau comparatif des cultures stratégiques russes et de leurs rapports avec l'Occident

	<i>Cultures stratégiques russes</i>		
	<i>Occidentalisme</i>	<i>Statisme</i>	<i>Néo-impérialisme</i>
Identité étatique	La Russie est un pays occidental	La Russie est à la fois un pays occidental et un pays oriental	La Russie est un pays eurasiatique, opposé aux puissances occidentales
Statut international	Grande puissance parmi d'autres	Grande puissance ayant perdu temporairement son éclat	L'une des deux superpuissances mondiales
Conception de la population russe	Centré sur les Russes en Russie	Centré sur les Russes par langage	Englobe la population générale de l'ex Union soviétique
Source principale d'hostilité	États ou groupes non-démocratiques	Conflits dans la périphérie de la Russie	Différences de cultures et de valeurs entre la Russie et l'Occident
Conception des conflits	Causés par des facteurs économiques et politiques, mais ne sont pas à somme nulle	Causés par une variété de facteurs, dont la culture, et peuvent être à somme nulle	Les conflits sont culturels et à somme nulle
Perspective d'usage de la force	Aucun usage de la force, sauf pour le maintien de la paix	Usage de la force en dernier recours dans l'objectif de maintien ou d'imposition de la paix	Usage de la force nécessaire pour l'imposition de la paix
Usage unilatéral ou multilatéral de la force	Multilatéral	Multilatéral si possible, unilatéral s'il le faut	Unilatéral
Priorités géographiques de politique étrangère entre l'Ouest et le voisinage immédiat	Relations avec l'Ouest sont prioritaires	Équilibre entre l'Ouest et le voisinage immédiat	Voisinage immédiat; les relations avec l'Ouest n'ont qu'un faible degré de priorité
Perception des anciennes républiques soviétiques	Non menaçantes	Certaines républiques sont menaçantes dû à des conflits militaires et ethniques internes	Menaçantes dû à l'influence de puissances géopolitiques étrangères
Perception de l'Occident	L'Occident est amical, intérêt russe dans la coopération	L'Occident est neutre, ou implicitement hostile ; la Russie et l'Occident peuvent coopérer sur certains enjeux	L'Occident est ouvertement hostile, et est une culture étrangère

⁹ La conception de ce tableau fut inspirée d'une combinaison des travaux de Tsygankov (1997, p.254;257 ; 2016) et Bennett (1999, p.306).

2.1 Occidentalisme

La première culture stratégique présente dans les débats de politique étrangère de la Russie est nommée «Wetsernism» par Tsygankov, expression pouvant être traduite en français par occidentalisme. Cette école de pensée se distingue par sa perception de la Russie comme une nation reliée de manière intrinsèque avec l'Occident, en mettant l'accent sur les similarités avec les nations occidentales, voyant celles-ci comme les civilisations les plus viables et avancées au monde (Tsygankov et Tsygankov, 2010, p.2).

Cette culture est ancrée profondément dans l'histoire de la Russie. Les premiers occidentalistes ont cherché à présenter la Russie comme un membre digne de la famille des monarchies européennes; c'est dans cette optique qu'Alexandre I a fondé la Sainte-Alliance avec le Royaume de Prusse et l'Empire d'Autriche, dans le but d'éliminer les activités révolutionnaires sur le continent (Tsygankov et Tsygankov, 2010, p.2). Son neveu Alexandre II continua dans cette lignée spirituelle en s'identifiant aux idéaux de libertés constitutionnelles et d'égalité politique de l'Ouest (Tsygankov et Tsygankov, 2010, p.2). Les menchéviks russes au début du XXe siècle adoptaient aussi une position occidentaliste, appelant au rapprochement russe avec l'Europe (Neumann, 1996, p.93).

Les premières années de l'époque postsoviétique furent probablement l'exemple d'occidentalisme le plus proéminent dans le discours des dirigeants russes, malgré sa brièveté due à l'expansion de l'OTAN. Devant l'abondance de moments historiques occidentalistes, le plus récent échantillon observable de cette culture stratégique se trouve à être la présidence Eltsine durant les premières années de la décennie 1990, qui regroupe tous les critères d'une direction de politique étrangère occidentaliste.

2.1.1 Rôle de la guerre dans les affaires humaines

L'un des éléments les plus proéminents de la culture stratégique occidentaliste est son affinité avec les valeurs du libéralisme occidental. Par exemple, les dirigeants au Kremlin de la période immédiatement après la guerre froide se sont fortement associés avec les valeurs de démocratie, de droits humains et de marché libre (Trysgankov et Tsygankov, 2010, p.2). Il est donc possible d'extrapoler les valeurs libérales des occidentalistes, spécialement de la présidence Eltsine, au rôle de la guerre dans les affaires humaines dans cette culture stratégique.

L'adoption de valeurs libérales en Russie postsoviétique referme considérablement le fossé culturel entre l'Est et l'Ouest. En effet, dans la mesure où il y a rapprochement avec l'Autre défini durant l'époque soviétique, la confrontation est alors généralement perçue comme évitable avec l'Europe et les États-Unis. Les années 1990 semblent propices à un rapprochement entre les deux pôles dû à l'euphorie post-guerre froide, capturée dans l'œuvre de Fukuyama «The End of History», selon laquelle la fin du communisme signifiait la phase finale dans le développement des idéologies, et l'universalisation de la démocratie libérale occidentale en tant que forme finale de gouvernement humain (Fukuyama, 1989, p.4; Nation, 2012, p.200).

Dans cet esprit d'euphorie mondiale croissante, et de perception réduite de la rivalité entre les deux plus grands pôles militaires du monde, la guerre entre les États devenait évitable, presque futile. La guerre ne servait qu'outil de dernier recours en cas de déstabilisation des principes de la démocratie (Tsygankov, 2016, p.65). De plus, la limitation de l'usage de la guerre à des causes économiques ou politiques soigneusement sélectionnées amenait la perception que les conflits n'étaient pas à somme nulle (Bennett, 1999, p.306).

On peut trouver des exemples de l'adoucissement sur le rôle de la guerre dans les documents officiels du gouvernement russe. Avant même le démantèlement de l'URSS, la Russie avait dévoilé certaines politiques qui laissaient entendre une volonté de chute de la tension avec l'Ouest. Sur le plan nucléaire par exemple, Gorbatchev avait annoncé publiquement en janvier 1986 un «Programme for a Nuclear Free World», considéré comme prémisses au Sommet de Reykjavík; le Concept de Sécurité Nationale de 1991¹⁰ était d'ailleurs originalement destiné à être une actualisation du programme de Gorbatchev (Heikka, 2000, p.53). La doctrine militaire de 1993 fait d'ailleurs état de l'euphorie post-guerre froide :

At the contemporary stage of development of the international situation -- when confrontation generated by ideological antagonism is being overcome, partnership and all-around cooperation are expanding, confidence in the military sphere is strengthening, and nuclear and conventional armaments are being reduced -- political-diplomatic, international legal, economic, and other nonmilitary methods and collective actions by the world community regarding threats to peace, violations of peace, and acts of aggression assume paramount importance in preventing wars and armed conflicts. (Russie, 1993, p.2).

Même s'il est évident que des facteurs économiques aient pu intervenir dans l'élaboration d'un tel discours, il faut tout de même souligner la rupture avec les anciennes doctrines militaires de l'époque de la guerre froide, dû à l'accent mis sur les forces militaires conventionnelles et la priorisation de la diplomatie. Ce qui est décrit dans ce passage de la doctrine militaire de 1993 est une vision adoucie du monde par la Russie, où la coopération et les méthodes non militaires sont privilégiées afin de résoudre les antagonismes idéologiques, et ce globalement. Il est alors possible de dénoter une perception plutôt pacifique des relations avec les autres.

¹⁰ Le Concept de sécurité nationale de 1991 fut refusé en 1992 par le Soviet suprême de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR), pour finalement être approuvé officiellement après modifications en 1993.

Évidemment, le type de discours occidentaliste entendu durant les premières années de la décennie 1990 ne serait pas possible sans que les dirigeants de l'époque aient eu la pensée que de telles politiques étaient réalisables et profitables. Il est possible de dénoter des personnalités très influentes durant l'époque postsoviétique, qui se distinguent par leur approche de l'occidentalisme. Mikhail Gorbatchev, dernier dirigeant de l'Union soviétique, préconisait une culture que Tsygankov surnomme sociale-démocrate ; alors qu'il était décrit comme tenant d'idées socialistes et d'une vision utopique du monde, ses politiques comme le *glasnost* (ouverture) et la *perestroïka* (restructuration) ont poussé l'URSS vers son propre démantèlement (2016, p.60). Le virage occidentaliste de l'Union soviétique était également facilité en raison de la situation économique difficile de l'époque.

2.1.2 Nature de l'adversaire et menace qu'il représente

Sur le plan de la politique étrangère de la fin des années 1980, Gorbatchev avait une définition particulière de l'intérêt national russe. La Russie étant une partie indépendante de la société internationale se dessinant à cette époque, elle a donc ses propres intérêts nationaux (Tsygankov, 2016, p.65). Cette vision de l'intérêt national vient confirmer le rapprochement avec l'Occident par leurs intérêts communs. Mais encore plus important, elle vient modifier la perception de la plus grande menace à la sécurité de la Russie, marquant un point de rupture avec la rivalité classique avec les États-Unis. Dans la définition sociale-démocrate de Gorbatchev, la principale menace à la sécurité nationale de la Russie provient de la violation des droits humains fondamentaux et de l'irrespect du pluralisme culturel (Tsygankov, 2016, p.65).

Cette dynamique dans l'identité russe est vitale dans la compréhension de la pensée du successeur de Gorbatchev. Mais alors que ce dernier semblait toujours pencher

idéologiquement pour un système socialiste, ses successeurs adoptaient une position plus libérale dans le spectre de l'occidentalisme. En effet, le président Boris Eltsine, mais davantage encore son ministre des affaires étrangères Andrei Kozyrev, était persuadé qu'émergerait de la coopération avec l'Ouest la solution aux problèmes économiques de la Russie. Dans la lignée idéologique de Kozyrev, la Russie fait partie de l'Occident, et l'intégration avec cette dernière est nécessaire au plan économique comme politique; la menace sécuritaire principale de l'ère postsoviétique provient des États non démocratiques (Tsygankov, 2016, p.65). Ces États nuisaient à l'ouverture de la Russie vers le monde occidental, ou le « partenariat naturel avec l'Ouest » retrouvé dans l'idéologie libérale de Kozyrev (Tsygankov, 2016, p.62). Dans les mots de ce dernier, la Russie se devait de « joindre les rangs et les institutions du monde civilisé » (Lévesque et Breault, 2016, p.434).

De manière plus tangible dans la redéfinition de l'adversaire, la période en poste de Kozyrev en tant que ministre des Affaires étrangères fut sans doute l'épisode où les changements apportés par la culture stratégique occidentaliste furent les plus apparentes. La concurrence militaire et économique de la guerre froide fut remplacée par une série d'accords de coopération avec les puissances occidentales, y compris des traités de désarmement, qui ont apporté en retour une aide économique et humanitaire à la Russie (Curtis, 1998, p.lxxxvii).

En ces temps où la menace nucléaire semblait grandement réduite après le traité START II de 1993, la principale menace provenait désormais de l'importante régression économique en Russie ainsi que, encore une fois, de l'instabilité provenant des pays non démocratiques, particulièrement certains anciens membres de l'Union soviétique (Tsygankov, 2016, p.61).

L'idée de la «thérapie de choc» de Eltsine et de Kozyrev était que la sécurité de l'État reposait sur la transition rapide et non réversible du système politique et économique vers un style occidental (Tsygankov, 2016, p.62-63). De ce fait, l'intégration avec l'ouest au niveau économique et sécuritaire serait facilitée, ce qui permettrait à la Russie d'augmenter sa sécurité en éliminant les problèmes de précarité économique et de relations dangereuses avec les ex-républiques soviétiques, en priorisant les relations avec l'Occident (Tsygankov, 2016, p.63). Dû à la perception exprimée dans la doctrine militaire de 1993 qu'aucun État n'est l'ennemi de la Russie sous Eltsine et Kozyrev (Russie, 1993, p.2), l'entretien d'une importante force armée devenait beaucoup moins nécessaire.

2.1.3 Efficacité de l'usage de la force

En lien avec cette idée de ne présenter aucun État comme ennemi de la Russie, il est stipulé dans la doctrine militaire de 1993 que l'État russe s'engageait à ne pas utiliser ses forces armées à moins d'attaques directes envers son territoire, ses citoyens ou ses alliés (Russie, 1993, p.2). Une telle posture défensive n'est évidemment pas nouvelle, aux vues du caractère défensif de la guerre froide, mais cette volonté d'apparaître si complaisant à l'égard de l'ouest dans la politique de défense marque tout de même une rupture avec le comportement soviétique. Il est d'ailleurs à noter que la promesse de conformité aux règles internationales concernant l'usage de la force militaire et nucléaire fut un point récurrent dans les mandats ultérieurs de Poutine, qui utilisait souvent la conformité aux règles du droit international comme point de critique envers les États-Unis et l'Occident (Roberts, 2017, p.52).

Ce qu'il est intéressant de dénoter durant la période de dominance de la culture stratégique occidentaliste est le fait que les forces armées russes à partir de 1989

n'emploient que très peu la force directe, et entre 1991 et 1994 elles n'opèrent pratiquement que sur les anciens territoires soviétiques. Cela illustre que peu de temps avant la chute officielle de l'Union soviétique, il y eut un changement dans la conception de l'efficacité de l'usage de la force (Bennett, 1999, p.296). En effet, après le retrait des troupes russes d'Afghanistan par Gorbatchev en 1989, le désir de non-interventionnisme chez les dirigeants russes a atteint son apogée :

In that remarkable year, Soviet disillusionment with the efficacy of using force led not only to the withdrawal of its forces from Afghanistan, but also to its unprecedented forbearance in central Europe as pro-Soviet governments fell throughout the region (Bennett, 1999, p.296).

En effet, Gorbatchev était très hésitant à employer la force pour maintenir l'ordre dans les anciennes républiques soviétiques. Sous les feux de la critique par les conservateurs promouvant l'usage de la force pour prévenir les mouvements de sécession des républiques soviétiques, il devint cependant plus interventionniste durant l'année suivante, utilisant de fortes tactiques d'intimidation envers les mouvements d'indépendance des républiques baltes en 1990 et 1991 (Bennett, 1999, p.296). Gorbatchev demeurait alors dans l'esprit occidentaliste d'évitement de l'affrontement direct avec les républiques, donc de l'usage très léger de la force pour atteindre ses objectifs politiques. Les dirigeants de l'Union soviétique se sont abstenus d'utiliser la force lors de sa propre dissolution en décembre 1991 (Bennett, 1999, p.296).

Cette philosophie sur l'usage de la force perdura dans les premières années d'Eltsine et Kozyrev, mais fut appliquée de manière différente. Alors que leurs actions peuvent toujours être classifiées dans le domaine de l'occidentalisme, les interventions ne se font que dans les anciennes républiques soviétiques, mais cette fois de manière directe (Bennett, 1999, p.296). En effet, entre 1992 et 1994, la Russie a déployé un nombre grandissant de troupes en Moldavie, Géorgie et au Tadjikistan, avant de culminer par l'intervention en Tchétchénie à la fin de 1994 (Bennett, 1999, p.296). Par contre, avant

la première guerre de Tchétchénie, Kozyrev et Eltsine faisaient partie de l'école de pensée libérale, qui s'opposait fortement à l'usage unilatéral de la force dans les anciennes républiques soviétiques (Bennett, 1999, p.297). En effet, leurs interventions en Moldavie, Géorgie et au Tadjikistan n'étaient pas unilatérales, aidant les gouvernements alliés à acquérir ou à prévenir l'indépendance, selon le cas.

En outre, les dirigeants russes entre 1989 et 1994 ne croyaient absolument pas que l'usage de la force envers leurs ennemis de l'époque de la guerre froide était faisable ni désirable. Encore une fois, cela pouvait aussi dépendre du contexte économique extrêmement précaire à travers le pays. Par contre, aux vues de la perception du rôle de la guerre et de la définition de l'adversaire et de la menace, rien ne laisse indiquer que l'usage de la force aurait été envisagé envers l'Occident, étant plutôt concentré sur les conflits directement dans la sphère de l'ancienne Union soviétique.

2.2 Statisme

Si la culture stratégique occidentaliste parlait d'une alliance naturelle de la Russie avec ses partenaires européens, la culture stratégique statiste a une tout autre vision des trois questions de Johnston, basé sur la priorisation de la sphère domestique russe et l'atteinte du statut d'État fort au sein du système international. De plus, l'appui sur les structures de pouvoir, la force militaire et le pouvoir coercitif de l'État, ainsi que l'exclusion relative des civils du processus politique posent le statisme comme diamétralement opposé à l'occidentalisme (Kazymov, 2012, p.61).

2.2.1 Rôle de la guerre dans les affaires humaines

L'idée à la base du statisme est que la Russie est un État indépendant, qui se doit de défendre ses propres intérêts à l'intérieur de sa sphère d'influence (Tsygankov, 2016, p.65). Cette sphère d'influence est en grande partie comprise comme les anciens territoires soviétiques, parfois aussi décrite comme son voisinage rapproché.

Ce voisinage rapproché constitue l'une des plus grandes priorités de Moscou, étant donné que des bouleversements dans cette sphère entraînent les impacts les plus immédiats sur les intérêts de la Russie (Bennett, 1999, p.306-307). En revanche, le monde extérieur est compris comme multipolaire, et dans ce contexte les statistes privilégient la bonne entente avec les pays occidentaux (Bennett, 1999, p.306-307). En ce sens, le statisme peut ainsi être compris comme similaire aux écoles de pensées réalistes défensives occidentales (Bennett, 1999, p.307).

Il est important de souligner le lien entre la culture stratégique statiste et les comportements pragmatiques en politique étrangère. En effet, le statisme tout comme le pragmatisme découlent de l'idée que l'action pratique devrait prédominer sur l'action idéologique. Une action pratique aura toujours ultimement une plus grande utilité dans l'école de pensée pragmatique. C'est pourquoi les comportements adoptés en politique étrangère sont calculés selon un intérêt pratique. Alors que le nationalisme est presque inévitable dans l'observation de la politique russe, il est instrumentalisé de manière différente entre les trois cultures stratégiques.

Contrairement à la culture stratégique occidentaliste, qui se centrerait sur le meilleur intérêt des Russes en Russie, le statisme étend la définition des Russes comme étant la population russophone (Bennett, 1999, p.306). Les conflits peuvent donc être causés par la défense de la culture russe hors du territoire, et contrairement à ce qui est prôné

par l'école de pensée occidentaliste, la guerre peut être à somme nulle (Bennett, 1999, p.306). Malgré la vision des relations internationales comme étant à somme nulle, dépendamment du contexte les dirigeants statistes prônent de prime abord la négociation avec n'importe quel acteur (Bennett, 1999, p.308). De là provient la propension à promouvoir la multipolarité du système international chez les statistes, donc l'équilibrage au plan de la politique étrangère de la priorité des relations avec l'Ouest ou l'Eurasie (Bennett, 1999, p.306;323).

2.2.2 Nature de l'adversaire et menace qu'il représente

Avant tout, il est important de souligner le lien entre la montée de la culture stratégique statiste et le contexte politique du milieu des années 1990, car ce contexte permet de comprendre l'origine de la pensée de certains dirigeants tels que Primakov ou Poutine. La majeure raison de la montée du statisme est le plan d'élargissement de l'OTAN. En effet, l'OTAN planifiait un élargissement vers l'est dès 1993-1994 en visant une intégration de la Pologne, la Hongrie et la République tchèque (Lévesque et Breault, 2016, p.434). Les statistes voyaient dans ce projet une « volonté occidentale de fixer un *statu quo* géopolitique, alors éminemment défavorable à la Russie, pour empêcher la résurgence de celle-ci comme puissance importante en Europe » (Lévesque et Breault, 2016, p.434).

En effet, la culture stratégique statiste fait appel à la notion historique de Russie en tant que *Derzhava*, autrement dit une puissance; une *Derzhava* est capable de se défendre en s'appuyant sur sa propre force individuelle, et son but premier doit être la préservation de ce statut (Tsygankov, 2016, p.99). La nature du statisme en Russie tend à tenter de prévenir et de minimiser l'implication de l'Occident dans l'échiquier politique mondial (Kazymov, 2012, p.61), mais tout spécialement dans son voisinage

rapproché. L'un des facteurs centraux menant à la montée au pouvoir du statisme est la perception d'une menace à la sécurité provenant de l'extérieur. Les statistes ont toujours cherché à préserver et augmenter le statut mondial de l'État russe, ainsi que son habilité à entretenir l'ordre social, politique et international (Kasymov, 2012, p.61). L'Ouest est perçu à travers l'histoire comme une menace à la puissance de l'État russe, car leurs intérêts sont songés en fonction d'affaiblir ceux de la Russie; le statisme est donc accompagné d'un sentiment nationaliste (Kazymov, 2012, p.61), mais celui-ci demeure plutôt modéré en comparaison avec le nationalisme présent dans la culture stratégique néo-impérialiste. Primakov, l'une des figures politiques les plus importantes du statisme durant la décennie 1990, était décrit comme un nationaliste modéré (Lévesque et Breault, 2016, p.435), et Poutine a perpétué cette vision d'une certaine manière durant ses premières années.

Les expansions autant de l'OTAN que de l'Union européenne dans les anciennes républiques soviétiques ont contribué à la montée du statisme en Russie, en raison de leur caractère agressif envers les intérêts de Moscou (Kazymov, 2012, p.61). L'objectif à grande échelle d'hommes politiques importants tel que Primakov et de Poutine était donc de résister par le modèle d'équilibrage des puissances à la domination américaine afin de ne pas voir la Russie sombrer dans un rôle de subalterne dans ses relations avec les Américains ni de voir ceux-ci diriger l'agenda sécuritaire mondial et mettre en danger les intérêts russes (Ambrosio, 2005, p.2; Smith, 2013, p.49). Ce furent en fait les statistes tels que Primakov qui ont fait la promotion durant les années 1990 d'un système multipolaire afin de confronter indirectement Washington, et Primakov lui-même qui fut l'artisan du partenariat stratégique entre la Russie et la Chine, officialisé en avril 1997 (Lévesque et Breault, 2016, p.435).

Le statisme est alors en général le plus proche de la vision réaliste défensive des relations internationales (Bennett, 1999, p.307). Ceci est observable particulièrement

sur les plans de la perception de la menace et de l'ordre international, et aussi dans les types de relations interétatiques qui émergent d'une logique d'équilibre des puissances. Cela explique en partie pourquoi des personnages comme Poutine ou Primakov ont souvent fait preuve de comportements découlant d'une vision réaliste des autres États, et pourquoi les tenants du réalisme comme Mearsheimer (2014) et Maitra (2014) expliquent les comportements du Kremlin uniquement par le réalisme¹¹ : les dirigeants sont influencés par deux cultures stratégiques privilégiant fortement cette vision, le statisme et le néo-impérialisme.

Du point de vue du changement dans la perception identitaire, le revirement idéologique survenu durant l'époque du gouvernement Eltsine et Kozyrev dans la pensée politique russe aurait été impossible sans l'accumulation de nouveaux enjeux de sécurité, à la fois intérieurs et extérieurs. La première guerre de Tchétchénie fut d'ailleurs un élément très important la redéfinition des intérêts identitaires de la Russie dans son voisinage. Dans ce contexte, la guerre et l'emploi de la force ne semblaient plus des options si aberrantes.

Au plan national, la principale menace à la sécurité émanait du conflit avec la Tchétchénie, amorcé sous la présidence Eltsine avec son intervention militaire en 1994 (Tsygankov, 2016, p.97). Cette intervention s'avéra plus longue et sanglante que prévu. La fédération russe étant sur le bord de l'éclatement à cause de la situation économique précaire qui continuait à se dégrader, et cette opération visait à résister au mouvement nationaliste en Tchétchénie. Le renforcement de l'autonomie des anciennes républiques soviétiques n'était pas perçu comme bénéfique pour les intérêts de la Russie. Dû au manque d'appui populaire, l'emploi de la force militaire s'avéra

¹¹ Le réalisme est tout aussi compatible avec la culture stratégique statiste qu'avec la culture stratégique néo-impérialiste, dépendamment du degré sur le spectre du réalisme offensif-défensif. Le lien avec cette dernière culture stratégique sera exploré dans la prochaine partie du chapitre.

incapable de résoudre le conflit, tandis que le chaos et le terrorisme s'étendaient en Tchétchénie et à l'extérieur (Tsygankov, 2016, p.98).

Au plan international, les menaces émanaient des instabilités et des conflits ethniques en Moldavie, en Asie centrale et au Caucase (Tsygankov, 2016, p.98). Mais de manière plus générale, les années postsoviétiques furent marquées par manque de reconnaissance par l'ouest de la Russie en tant que membre égal du monde occidental, traitant plutôt Moscou comme une menace potentielle; l'expansion de l'OTAN malgré l'opposition de la Russie a grandement contribué au retour de la pensée statiste au pays (Tsygankov, 2016, p.98).

Par contre, les États-Unis et les États européens représentent toujours la menace extérieure principale à l'environnement sécuritaire russe, donc l'adversaire principal à contrebalancer dans la culture stratégique statiste. Cependant, la distinction de la culture statiste vis-à-vis de la culture stratégique néo-impérialiste se retrouve dans la conception des rapports avec l'Autre, en d'autres termes avec l'Occident. En effet, l'école de pensée statiste ne prône pas la neutralisation totale de la menace, mais bien une mitigation de l'influence de celle-ci.

La stratégie de politique étrangère de Primakov, bien que davantage définie comme un nationaliste modéré adoptant des politiques moins pragmatiques, mais tout aussi prudentes que celles employées par Poutine dans ses premières années¹², illustre bien cette idée. (Lévesque et Breault, 2016, p.435). Tsygankov nomme la politique étrangère de Primakov « Great Power Balancing », ou équilibrage des grandes puissances (2016, p.103). À l'entrée en fonction de Primakov, la situation matérielle et économique de la Russie ne s'était pas améliorée; elle s'était même plutôt détériorée.

¹² Voir Annexe B.

L'équilibrage des grandes puissances était donc son moyen de relever le statut international de la Russie malgré le désavantage apparent en capacités matérielles comparativement aux États occidentaux.

La stratégie annoncée par Primakov s'appuyait sur deux points centraux : d'abord conserver l'ONU en tant qu'agence détenant le pouvoir de définir et de faire respecter les règles du droit international, et développer des liens étroits avec les États influents à l'extérieur de l'hémisphère occidental, par exemple la Chine et l'Inde, ainsi que les anciennes républiques soviétiques (Tsygankov, 2016, p.106,116-118). La préoccupation principale de Primakov derrière ces politiques était sans aucun doute l'expansion de l'OTAN vers l'Est ; déjà dans le texte du Concept de sécurité nationale de 1997, on dénote dans le premier paragraphe : « The prospect of NATO's eastward expansion is unacceptable for Russia, since it represents a threat to its national security » (Russie, 1997). Cette menace est accentuée par le danger de la division du continent européen, dans un contexte où, même après que l'Union soviétique soit dissoute, il y a toujours en Europe la présence de groupes de frappe mobiles ainsi que d'armes nucléaires occidentales, sans compter que l'efficacité des mécanismes multilatéraux de maintien de la paix est perçue comme excessivement faible par Moscou (Russie, 1997). Il est cependant intéressant d'observer que le Concept de sécurité nationale de 1997 ne réfère à l'OTAN explicitement qu'à deux reprises¹³. Les principales menaces à la sécurité pour Moscou émergent encore une fois de la situation économique précaire, engendrant non seulement une baisse de la qualité de vie de la population, mais aussi un déficit dans le budget accordé à la défense du pays, donc un retard dans son adaptation à la nouvelle situation géopolitique d'après-guerre froide (Russie, 1997).

¹³ Les deux fois où l'OTAN est mentionnée la décrivent comme une menace majeure au pouvoir régional de la Russie, et donc en définitive à la stabilité du continent européen (Russie, 1997).

Les difficultés d'adaptation des institutions militaires russes ne représentent par contre qu'un élément circonstanciel de la retenue générale de la culture stratégique statiste. Sur le plan de l'efficacité de l'usage de la force, les tenants du statisme s'en tiennent généralement à des mesures ayant pour objectif d'améliorer la sécurité et le pouvoir relatif de l'État. Ces mesures peuvent être de nature offensives comme diplomatiques. C'est pourquoi les politiques des premiers mandats de Poutine sont souvent décrites non seulement comme conservatrices, mais aussi comme grandement pragmatiques (Dugin, 2013; Galeotti et Bowen, 2014, p.17; Roberts, 2017, p.33;40).

2.2.3 Efficacité de l'usage de la force

L'usage de la force pour la culture stratégique statiste est un dernier recours, et elle est appliquée principalement dans la poursuite d'opérations de maintien et d'imposition de la paix (Bennett, 1999, p.306). La force ne doit être utilisée que lorsque les instruments politiques et économiques échouent (Bennett, 1999, p.307). Cette mentalité par rapport à l'usage de la force fut reflétée dans la plupart des opérations armées russes de la décennie 1990.

La culture stratégique statiste se distingue aussi au niveau de l'usage de la force par son recours au multilatéralisme. Les statistes sont disposés à employer la force unilatéralement, mais ils préfèrent largement le faire multilatéralement à travers les organisations internationales, afin d'assurer la légitimité de leurs actions et de partager le fardeau du maintien de la paix (Bennett, 1999, p.306-307). La Russie n'a pas intérêt à se mettre dans une mauvaise posture, légale ou économique, due à une intervention militaire. Dans cette optique, il est encore une fois possible d'observer le caractère pragmatique de la culture stratégique statiste.

Les principes statistes d'usage de la force en dernier recours et le multilatéralisme en contexte multipolaire se sont reflétés chez Poutine. Poursuivant les politiques statistes et nationalistes modérées de Primakov, il adoptait une approche beaucoup plus contenue, pouvant être définie comme une collaboration pragmatique avec l'Ouest. Il est entendu par ce terme que la Russie fût alors davantage dirigée en fonction de ce qui était pratique et logique, au lieu de reposer sur des facteurs sentimentaux, nationalistes ou philosophiques. En effet, sa première présidence (2000-2004) fut marquée par un pragmatisme, un réalisme et une réflexion géostratégique marquée, ainsi que guidée primordialement par les intérêts nationaux de la Russie (Morozova, 2009, p.684; Galeotti et Bowen, 2014, p.17; Roberts, 2017, p.33;40).

En ce sens, le comportement de Poutine pouvait être défini comme statiste, tenant un discours basé sur la géopolitique et les intérêts plutôt que sur l'idéologie. Plus intéressant encore est le fait que Poutine ne se fermait pas aux occasions de collaboration avec l'Occident lorsque celles-ci étaient dans le meilleur intérêt de Moscou.

Poutine fut par exemple l'un des premiers dirigeants à offrir ses condoléances aux États-Unis après le 11 septembre¹⁴, pour ensuite exprimer sa volonté de partager les renseignements russes sur Al Qaeda avec Washington (Galeotti et Bowen, 2014, p.16; Roberts, 2017, p.40). Même après ses deux premiers mandats présidentiels, durant la présidence Medvedev (2008-2012), où Poutine exerçait encore beaucoup de pouvoir à Moscou en tant que premier ministre, il a donné son consentement pour le projet américain de «reset» dans les relations Russo-Américaines après les événements de Géorgie (Roberts, 2017, p.40). Poutine a de plus récemment fait preuve de coopération

¹⁴ La Russie fut aussi aux prises durant la décennie précédente avec le terrorisme, d'origine tchéchène notamment, ce qui renforçait le sentiment de compassion exprimé par Moscou envers de tels actes.

dans les processus de règlement pour les dossiers de l'Arctique et de la réduction des armes nucléaires (Roberts, 2017, p.44).

Cependant, l'articulation de la politique étrangère de Poutine semble avoir connu quelques transformations entre sa présidence de 2000 et l'annexion de la Crimée en 2014. En effet, le discours idéologique, nationaliste et même exceptionnaliste, supplante facilement le discours de rapprochements avec l'ouest dans la politique étrangère du président. Les difficultés depuis la chute de l'URSS à contenir l'expansion de l'OTAN dans les ex-territoires soviétiques, l'intervention au Kosovo et l'appui américain de la révolution orange en Ukraine ont mené Poutine à durcir son discours et les éléments qui le composent. Selon Motyl, le président russe réfléchit depuis ces événements en termes de «neo-imperial ideology»; il faut non seulement rendre sa grandeur à la Russie, mais aussi faire bénéficier tous les russophones de la protection dont bénéficient les citoyens russes (Motyl, 2015, p.77-78; Roberts, 2017, p.44). Cette description du style évolué de Poutine souligne le durcissement qui s'est produit au fil de ses présidences. Malgré le fait que l'objectif final de renforcer la puissance russe demeure la même, les moyens employés reflètent une rupture idéologique, ainsi qu'une dérive graduelle vers le nationalisme plus affermi.

2.3 Néo-impérialisme

Dans le spectre des trois cultures stratégiques présentes en Russie, le néo-impérialisme est probablement celle qui est la plus teintée par l'idéologie et le nationalisme, tout en étant probablement la plus profondément ancrée dans l'histoire du pays. La culture stratégique néo-impérialiste a comme principe central de ne pas accorder la confiance aux pays occidentaux, et ainsi de repousser les politiques d'impérialisme mondial agressif de ceux-ci.

2.3.1 Rôle de la guerre dans les affaires humaines

Historiquement, la nécessité d'adopter un caractère offensif face à la situation géopolitique particulière de la Russie l'a poussé vers l'expansionnisme. L'Empire russe a connu d'importantes expansions durant son histoire, particulièrement lors de la conquête de la Sibérie entre 1533 et 1689, où le territoire russe a pratiquement triplé en superficie¹⁵ et a continué de s'étendre durant le XIXe siècle (Black, 1996, p.35). La culture stratégique néo-impérialiste est donc expansionniste, ou offensive, autant au niveau de son territoire qu'au sens de son pouvoir d'attraction (Jones, 1990, p.4; Johnston, 1995a, p.1; Soundhaus, 2006, p.28; Payne et Foster, 2017, p.5).

Le rôle de la guerre chez les néo-impérialistes est alors vraisemblablement plus saillant que chez les autres cultures stratégiques. En effet, le néo-impérialisme est souvent lié au courant nationaliste, qui perçoit la guerre de manière différente aux pragmatistes de la culture stratégique statistique. Les nationalistes russes rendent claire leur disposition à utiliser la force, et à l'utiliser de manière unilatérale plutôt que de se faire limiter par les contraintes du multilatéralisme (Bennett, 1999, p.309).

Il est possible de remarquer une réémergence de cette facette de la guerre chez les dirigeants depuis Staline, qui ont une préférence générale pour l'autosuffisance stratégique. Cela se traduit aussi par un manque de confiance envers les stratégies coopératives, en grande partie dû aux traumatismes de la Deuxième Guerre mondiale. Ces deux facteurs illustrent bien la tradition réaliste présente chez les dirigeants soviétiques et russes, et leur tendance à percevoir le monde comme anarchique et indigne de confiance (Snyder, 1977, p.28).

¹⁵ Voir Annexe C.

Le retour de la culture stratégique néo-impérialiste fut aussi d'ailleurs accompagné de l'imprégnation de la longue tradition réaliste dans la vision russe de l'équilibre des puissances au niveau international, ainsi qu'à des idées de retour à la grandeur de l'époque soviétique (McFaul, 1999, p.394,401; Lynch, 2001, p.23; Wieclawski, 2011, p.170; Maitra, 2014, p.117). Autant la culture stratégique statiste se rapprochait du réalisme défensif, autant la culture stratégique néo-impérialiste est davantage associée au réalisme affirmé (Bennett, 1999, p.309).

Cette association entraîne une définition différente de l'interprétation de l'issue de la guerre. En effet, les tenants de la culture stratégique néo-impérialiste adoptent une approche à somme nulle dans virtuellement toutes leurs relations extérieures (Tsygankov, 1997, p.260; Bennett, 1999, p.309; Eitelhuber, 2009, p.24).

Il est crucial d'observer que la culture stratégique néo-impérialiste est à la fois eurasiatique et imprégnée de l'approche géopolitique classique. Elle n'équivaut à aucun des deux concepts singulièrement, mais bien à une amalgamation au niveau de la politique étrangère, spécialement depuis la chute de l'Union soviétique. En effet, la résolution de problème dans la pratique de la politique étrangère postsoviétique semble opérer selon cet amalgame, en dépouillant l'eurasianisme de son «contenu» conceptuel et en révélant le «noyau opérationnel» géopolitique traditionnel de l'eurasianisme (Morozova, 2009, p.671). Une si grande considération du principe géopolitique de la somme nulle déborde¹⁶ sur la définition de l'eurasianisme : elle écarte la rhétorique de bienveillance de l'eurasianisme et souligne à la place la conduite affirmée de la politique étrangère, proposée par l'approche géopolitique, faisant alors équivaloir les deux termes (Morozova, 2009, p.671).

¹⁶ Traduction libre de «spills over».

2.3.2 Nature de l'adversaire et menace qu'il représente

L'adversaire principal au sens large pour les néo-impérialistes est tout acteur représentant un danger pour les droits et libertés des Russes ethniques à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du territoire, ainsi que représentant une menace à la prédominance de la Russie sur les anciens territoires soviétiques (Bennett, 1999, p.309). En effet, les néo-impérialistes maintiennent qu'il est inconcevable de négocier avec quiconque ayant violé la souveraineté de la Russie ou les droits politiques et culturels fondamentaux des Russes ethniques (Bennett, 1999, p.209). Ceci souligne la différence majeure avec la culture stratégique statiste, qui se trouve dans la définition de l'identité russe. En effet, la définition est élargie, ne représentant plus seulement ceux qui parlent la langue russe, mais bien tous ceux se considérant comme Russes par ethnicité (Bennett, 1999, p.307;309). En d'autres termes, cette nouvelle définition signifie que la Russie se fait le devoir de protéger toute population se définissant comme russe en territoires postsoviétiques, même si cette population ne parle pas la langue. Dans le contexte du spectre de l'élargissement de l'OTAN, la principale menace pour les Russes provient alors de l'Occident. Cette menace ne se manifeste pas que d'un point de vue géopolitique; les cultures russes et occidentales sont considérées si différentes et incompatibles chez les néo-impérialistes que des conflits émanent de cette incompatibilité idéologique (Tsygankov, 1997, p.257).

Ce facteur idéologique entraîne aussi une méfiance envers les États postsoviétiques. En effet, les États ayant obtenu leur indépendance après le démantèlement de l'Union soviétique sont désormais menaçants dû au risque qu'ils tombent sous l'influence étrangère¹⁷ (Tsygankov, 1997, p.257). La Chine, la Turquie et l'Iran sont perçus dans

¹⁷ Les néo-impérialistes se méfient même de la Chine, dû à la proximité de son territoire et à la croissance de son économie, de sa population et de son arsenal nucléaire (Tsygankov, 1997, p.260).

cette culture stratégique comme des cultures étrangères cherchant à étendre leur influence mondiale, mais la menace que ces pays représentent n'égale pas celle des États-Unis et de ses alliés occidentaux.

C'est dans cette optique que ressort le côté eurasiatique et unilatéral de la culture stratégique néo-impérialiste. Les tenants de cette culture stratégique perçoivent chaque État s'opposant à son ascension en tant que superpuissance comme hostile. Cela limite les relations externes de la Russie, l'exemple de la guerre froide reste pertinent ici, aux États qui démontrent une volonté d'appui au communisme et à la Russie en tant que puissance.

L'attachement entre la Russie et les Russes ethniques amène une dynamique différente sur le volet de la politique étrangère. En effet, il semble toujours y avoir une attitude sous-jacente dans la politique étrangère de vision des autres États ou acteurs en tant qu'ennemis, sujets, alliés transitoires ou dupes pouvant s'avérer utiles par la manipulation (Ermarth, 2006, p.6). La relation avec les autres est donc toujours inégale dans la culture stratégique traditionnelle ou néo-impérialiste.

L'objectif principal étant de contrebalancer l'influence de l'Occident dans sa sphère traditionnelle d'influence, les néo-impérialistes se préoccupent moins en cas d'usage de la force de la riposte de l'Ouest que de l'effet domino qui pourrait résulter de son incapacité à mener une politique active et affirmée dans son voisinage immédiat (Bennett, 1999, p.309). La culture stratégique néo-impérialiste prévoit donc une politique étrangère, comme mentionné plus haut, basée sur les éléments géopolitiques de l'eurasianisme. Du point de vue géopolitique, la Russie se considère la seule puissance eurasiatique à pouvoir assurer la stabilité dans l'espace commun postsoviétique (Morozova, 2009, p.670).

L'unilatéralité dans les actions de politique étrangère de la Russie, combinée à sa grande puissance militaire, peut expliquer pourquoi elle cherche à étendre sa sphère d'influence et à conserver son statut de grande puissance. Cela ramène le point du nationalisme au sein de la Russie. Il fut déjà mentionné par plusieurs experts que Moscou aspirait à devenir la « Troisième Rome » durant l'époque tsariste (Galeotti et Bowen, 2014, p.17; Rywkin, 2014, p.197; Roberts, 2017, p.46). Or, alors qu'il est difficile de dire que cette idée s'est transposée tel quelle jusqu'à la présente époque¹⁸, l'idée que l'identité russe transcende les frontières est un point de rupture central de la comparaison avec les autres cultures stratégiques russes.

En d'autres mots, la Russie doit rester sur ses gardes dans ses rapports d'altérité avec l'Ouest, car leur culture de masse représente l'un des plus grands dangers pour la sécurité et le devoir du peuple russe (Kortunov, 1996, p.190). Prise au mot, la principale distinction entre la culture stratégique néo-impérialiste et statiste se trouve dans la grande stratégie résultante : un durcissement du discours envers les autres significatifs de la Russie signifie une politique étrangère révisionniste, plutôt que basée sur le maintien du *statu quo*. Suivant cette logique, beaucoup affirment que la seule alternative à une sphère d'influence russe dans tout l'espace postsoviétique est la confrontation militaire (Makarychev, 2015, p. 105).

Les politiques russes issues de l'eurasisme sont donc un garant majeur de la sécurité dans l'espace eurasiatique, et ce même si l'eurasisme moderne est très différent de l'eurasisme soviétique, au sens où il vise davantage des objectifs réalisables plutôt que la totale propagation morale et idéologique (Morozova, 2009, p.670). Mais cette

¹⁸ Certains penseurs en Russie continuent encore à ce jour d'écrire au sujet du devoir de la Russie d'évangélisation de sa culture, ainsi que sur la nécessité de la création d'une interculture basée sur la culture russe, historiquement dotée d'une valeur morale supérieure et ayant le potentiel d'assimiler, d'unir et de tisser les cultures étrangères autour d'elle (Kortunov, 1996, p.183-187).

observation abonde toujours dans le même sens que la discussion sur la conservation de l'espace géopolitique au sein de la culture stratégique néo-impérialiste, ainsi que sur l'importance de la Russie en tant que grande puissance dans la région.

2.3.3 Efficacité de l'usage de la force

La militarisation de l'État russe a engendré depuis trois siècles une préférence pour «the big war paradigm», c'est-à-dire la guerre conventionnelle à grande échelle (Cassidy, 2003, p.9; Soundhaus, 2006, p.33). En fait, du côté pratique, certains facteurs culturels qui ont influencé historiquement la culture russe au sens large ont eu un impact sur le style militaire de l'Empire tsariste et des Soviétiques : les difficultés de communications à travers le territoire immense ont promu des politiques de déploiements avancés, ainsi qu'à des traditions d'opérations mobiles et offensives (Jones, 1990, p.45). La géographie russe, la pauvreté économique et la perception de la menace sont d'ailleurs des raisons qui ont favorisé l'instauration de régimes très centralisés et souvent autocratiques, en plus d'expliquer le fardeau énorme que le budget de la défense impose sur la structure socio-économique de la nation (Jones, 1990, p.45).

En reprenant l'idée de la militarisation de l'État, un aspect important de la culture stratégique traditionnelle russe reste son attachement aux forces et aux moyens militaires conventionnels (Cassidy, 2003, p.50). La définition que Johnston apporte lui-même de la culture stratégique russe est présentée dès la première phrase de son livre: «The Soviet military exhibited a preference for the preemptive, offensive use of force that was deeply rooted in Russian history of external insecurity and internal autocracy» (1995a, p.1). La préférence russe pour le paradigme de la Grande Guerre et pour l'usage offensif de la force se manifeste dans le comportement soviétique durant la guerre

d'Afghanistan et la Première Guerre de Tchétchénie, deux conflits de nature asymétriques : « Of the Soviet military, one also observed an odd coupling of offensive military strategy with defensive political doctrine. The Soviets' military strategy sought to gain the upper hand by initiating attack » (Cassidy, 2003, p.10). La décision d'envahir l'Afghanistan en 1979 peut alors en grande partie être expliquée par la tradition russe de traquer et neutraliser la menace perçue¹⁹ en étendant son contrôle sur elle (Soundhaus, 2006, p.33).

Une caractéristique distinctive de la stratégie russe selon Snyder²⁰ est encore une fois l'accent sur l'unilatéralité de la limitation des dégâts en cas d'échec de la dissuasion avec les États-Unis : «the preponderance of Soviet thought on this question has shown a preference for the unilateral approach to damage limitation by means of unrestrained counterforce strikes and, where technically feasible, passive and active defenses» (1977, p.38). Ce qu'il est nécessaire de souligner dans cette citation est non seulement l'unilatéralité de la réponse soviétique, qui se retrouve également dans le cas de la Crimée, mais aussi les nombreuses sources de sécurité privilégiées par les dirigeants russes, c'est-à-dire la contre-offensive non contenue en plus de moyens défensifs multiples.

Dans la lignée de l'unilatéralité de l'usage de la force chez les Russes, plusieurs analystes ont de plus souligné qu'une différence intéressante entre la culture américaine et la culture russe est ressortie après 1945 dans la perception russe des menaces à la sécurité, sous la forme du standard qu'ils ont des concepts d'«unacceptable damage to the homeland» et d'«unthinkable destruction» : les Américains n'ont en effet jamais

¹⁹ Dans le cas de la guerre d'Afghanistan, il s'agissait de la menace de l'Islamiste fondamentaliste pour l'espace soviétique en Asie centrale (Soundhaus, 2006, p.33).

²⁰ Snyder exprimait cette idée dans le contexte d'une guerre nucléaire, mais cette différence s'applique tout aussi bien dans l'ensemble des sphères militaires.

combattu dans une guerre dévastatrice sur leur territoire continental (Snyder, 1977, p.28). L'expérience éprouvante russe, compte tenu des combats et dommages sur son propre sol, peut être un facteur qui a facilité pour eux l'usage unilatéral de la force en tant que stratégie envisageable pour la limitation des dégâts sur leur territoire (Snyder, 1977, p.28). De manière plus concrète, les Russes ont beaucoup de mal à imaginer qu'un potentiel agresseur utilisera seulement des méthodes guerrières conventionnelles et ciblera seulement des objectifs militaires ; leur passé leur a enseigné que l'ennemi n'hésiterait pas à employer des moyens ciblant la population tel que les bombardements aériens ou même l'usage de la bombe atomique (Snyder, 1977, p.28). La Russie doit alors se prémunir d'elle-même de moyens de rendre invulnérable son pouvoir de dissuasion nucléaire, mais aussi ses grandes villes et ses centres vitaux en créant un système de défense fiable (Snyder, 1977, p.28).

C'est pourquoi l'option militaire est alors davantage envisageable dans la culture stratégique néo-impérialiste, en comparaison avec les autres cultures stratégiques en Russie. Par contre, la force militaire ne serait toujours pas un outil de premier recours, ce qui est d'autant plus vrai en vue de la conjoncture politique actuelle. Selon Charap, les politiques de coercition sont aujourd'hui l'option de politique étrangère favorisée en premier lieu, avant d'envisager les actions militaires si les mesures de coercition économiques, diplomatiques et les menaces de la Russie n'apportent pas les résultats escomptés (2016, p.11). Dans le cadre actuel, particulièrement avec l'utilisation de méthodes de guerre hybride, ce sont les échecs de Moscou dans ses tentatives de coercition qui sont les plus grands indicateurs d'un potentiel usage unilatéral de la force (Charap, 2016, p.11).

En termes d'exemple moderne de cette culture stratégique néo-impérialiste, il est très attrayant d'observer le changement survenu chez Poutine. Après ses deux premiers mandats pouvant être qualifiés de pragmatiques et statistes, l'évolution qui peut être

perçue durant le troisième mandat de Poutine par rapport aux deux premiers témoigne de deux éléments. Premièrement, il s'indigne avec beaucoup plus d'affirmation contre l'Ouest et ses pratiques de politique étrangère. Dans son discours de Munich de 2007, Poutine exprime son dédain envers l'unilatéralité dont les États-Unis font preuve à travers de leur usage extrêmement abusif de la force en relations internationales, autant au niveau de l'emploi de sa force militaire à travers le monde que son droit autoattribué de déjouer les lois internationales (Poutine, 2007; Roberts, 2017, p.38). Cet événement a d'ailleurs souligné un important virage géopolitique dans la direction de la politique étrangère russe. Deuxièmement, et plus important dans le cadre de l'étude du néo-impérialisme, il semble avoir injecté de plus en plus d'objectifs identitaires dans ses politiques étrangères, ce qui fait ressortir le côté revanchiste des politiques étrangères de Moscou. Déjà durant sa campagne électorale de 2012, Poutine promouvait une vision de la Russie en tant que puissance distincte culturellement, déterminée à défendre ses propres valeurs devant celles de l'Ouest et des autres civilisations (Tsygankov, 2016, p.237). Dans son discours annuel devant l'Assemblée fédérale de 2012, il souligne les nouvelles menaces démographiques et morales qui doivent être surmontées afin de préserver et reproduire la nation; la Russie doit demeurer un pays influent et souverain, « We must be and remain Russia » (Poutine, 2012b; Tsygankov, 2016, p.237). Ces types de formulations mettant l'accent sur la survie de l'État russe, l'affrontement des valeurs de l'Occident et la nécessité de conserver une identité nationale forte en défiant l'unipolarité de l'ère postsoviétique sont tous des éléments reflétant effectivement la culture stratégique néo-impérialiste.

Ces éléments transparaissent dans le discours récent de Poutine. Morozova résume bien la situation en soulignant que l'époque à partir de la troisième présidence de Poutine est marquée par un retour simultané des discours géopolitiques et eurasiatiques (2009, p.668). La dernière section de ce chapitre se penchera donc sur le changement vers la culture stratégique néo-impérialiste perçu dans le discours de Munich de 2007. Cet

événement sera défini dans ce mémoire comme le point tournant du durcissement du discours de Vladimir Poutine. Il est question d'observer la manière dont le discours de Munich reflète le changement dans la culture stratégique russe, pour ensuite mieux apercevoir les signes néo-impérialistes dans les actions et paroles de Poutine sur l'Ukraine.

2.4 Discours de Munich et réaffirmation du statut de grande puissance

Dans l'approche de sa politique étrangère, la Russie de 2000 n'est certainement pas la même que la Russie de 2014. Les manifestations de revanchisme et de révisionnisme qui ont culminé en Géorgie en 2008 et en Ukraine en 2014 sont les indications les plus marquantes de la réaffirmation de la Russie, et sont des symptômes de la culture stratégique néo-impérialiste. Par contre, alors que l'annexion de la Crimée peut à juste titre être attribuée au revanchisme (Lévesque, 2014, p.36-37), il est capital de se pencher sur les origines de celui-ci. Le terme «revanchisme» est en effet généralement très politiquement chargé, et désigne plus souvent un état d'esprit au plus fort d'un événement spécifique qu'une stratégie bien implantée à long terme.

Le 10 février 2007, Poutine prononçait en Allemagne un discours mémorable insinuant la réaffirmation de la Russie en tant que principal obstacle aux États-Unis dans leur tentative de contrôle unilatéral de la géopolitique mondiale. Ce discours a été un point tournant dans la compréhension de l'approche de la politique étrangère de la Russie pour les experts étrangers, mais aussi dans l'affirmation de Vladimir Poutine envers l'Ouest. La prudence politique était mise de côté, et le monde a été témoin durant un instant de ce que le président du parti Russie unie, Boris Gryzlov, a surnommé par après le «plan Poutine» (Gaddy et Kuchins, 2008, p.117). Dans ses propres mots, Poutine s'est servi du format de cette conférence en tant que tribune pour exprimer ses

opinions sans restriction, formules de politesse ou termes diplomatiques vides de sens (2007, p.1).

2.4.1 Unipolarité, démocratie et usage unilatéral du droit international

Le discours avait pour thème l'état de l'unipolarité et de la démocratie à travers le monde sous l'emprise des États-Unis. Le discours se voulait ultimement un avertissement contre le *statu quo* mis en place par l'unipolarité des États-Unis après la guerre froide : «just like any war, the Cold War left us with live ammunition, figuratively speaking. I am referring to ideological stereotypes, double standards and other typical aspects of Cold War bloc thinking» (Poutine, 2007; Sakwa, 2008, p.260).

Selon Poutine, l'unipolarité en elle-même, peu importe le détenteur du pouvoir, est vouée à l'échec. Un monde où il n'y a qu'un centre d'autorité, de force et de prise de décision mène inévitablement à une situation pernicieuse, où les préjudices sont étendus non seulement à tous ceux sous le règne du souverain, mais aussi au souverain lui-même qui finira par se détruire de l'intérieur (Poutine, 2007).

Il souligne ensuite l'ironie accompagnant le fait que les États-Unis soient le détenteur du pouvoir souverain. Parmi tous les États modernes, les États-Unis se veulent les plus fervents défenseurs de la démocratie. D'un autre côté, ils sont aussi ceux qui transgressent ce principe le plus abondamment. Poutine insiste sur le fait que la démocratie se définit en tant que pouvoir de la majorité à la lumière des intérêts et des opinions de la minorité, donc tout le contraire d'un monde unipolaire (Poutine, 2007). L'ironie est même poussée au point où les Américains se donnent le droit de réprimander ceux qui ne dirigent pas en fonction du système démocratique : «Incidentally, Russia – we – are constantly being taught about democracy. But for some

reason those who teach us do not want to learn themselves» (Poutine, 2007). La démocratie ne doit pas être une excuse pour les actions unilatérales et illégales. En fait, ce type d'actions mène toujours inévitablement à l'aggravation des tragédies humaines et à la création de nouveaux centres de tension (Poutine, 2007). L'utilisation de la force doit se faire dans le cadre des principes de base des lois internationales. Les Américains ont trop souvent outrepassé leurs frontières et méprisé le droit international, et Poutine maintient que ce droit autoattribué amène un sentiment d'insécurité chronique (Poutine, 2007; Roberts, 2017, p.52). Ces actes égocentriques ne bénéficient à personne, même pas aux États-Unis eux-mêmes qui dépensent énormément de ressources humaines et matérielles pour mener des campagnes infructueuses.

Poutine soutient ensuite que l'absence de la sécurité assurée par les lois internationales encourage inévitablement un bon nombre d'États à acquérir des armes de destructions massives en tant que seul moyen de dissuasion de l'ingérence américaine (Poutine, 2007). La seule solution demeure la diplomatie multilatérale, nourrie par des principes d'ouverture, de transparence et de prédictibilité dans les politiques gouvernementales, et l'usage de la force devrait demeurer un dernier recours encadré par des mesures législatives fortes, précisément la Charte des Nations Unies (Poutine, 2007).

De cet angle, Poutine semble réfléchir dans la logique de la promotion de la multipolarité, favorisée par la culture stratégique statiste. En ce sens, il perpétue les politiques de Primakov entamées 10 ans plus tôt, s'inspirant de la politique étrangère géopolitique de ce dernier. Par contre, c'est dans le discours revanchiste que se trouvent les signes d'un pivot vers le néo-impérialisme de Poutine dans son discours de Munich.

2.4.2 Engagements brisés de l'Occident

Ce qui est le plus insultant pour Moscou est l'irrespect des ententes et des engagements de la part de l'Ouest. L'exemple le plus proéminent est celui de l'expansion de l'OTAN : après l'unification de l'Allemagne, il fut insinué à maintes reprises devant les Russes qu'une telle expansion n'aurait plus lieu, mais les expansions subséquentes, particulièrement celle de 2004 dans les États baltes, situés directement sur la frontière de la Russie, ont lourdement endommagé la confiance que Moscou avait en la parole de l'Alliance (Poutine, 2014b; Wolff, 2015, p.1103). L'Ouest semble souvent vouloir substituer l'autorité de l'ONU par celle de l'OTAN et de l'UE (Poutine, 2007). L'ONU étant garante du droit international promu par le président russe, elle est donc la seule détentrice légitime du pouvoir de décision sur les conflits armés.

Dans l'état actuel des choses, malgré la promesse de non-expansion de l'OTAN vers le territoire russe, l'Ouest semble toujours avancer vers l'Est à la recherche de sécurité. Poutine soulève le fait qu'il n'y a aucune menace militaire pour les Occidentaux en Europe de l'Est, et se questionne sur les véritables raisons de cette poussée : «we have the right to ask: against whom is this expansion intended?» (Poutine, 2007). En son opinion, il ne s'agit pas d'une instance de modernisation, mais bien d'une campagne dirigée dans le but de contenir et même de provoquer la Russie, ce qui au final isole celle-ci et réduit la confiance mutuelle entre les deux blocs (Poutine, 2007). De plus, cela réduit aussi la confiance de la Russie envers les organisations internationales comme l'ONU, perçues comme trop faibles pour imposer aux États-Unis un comportement en accordance avec les règles du droit international. En fait, Poutine s'est indigné de la fréquence à laquelle les dirigeants occidentaux tentent de substituer l'ONU par l'OTAN et l'UE, spécialement dans l'usage de la force (Poutine, 2007). Cela sape la légitimité de l'ONU en tant qu'instance neutre, et fait valoir au monde

entier que l'Occident est en droit de s'accorder sa propre légitimité dû à son statut supérieur.

Ces arguments de méfiance occidentale persistante d'après-guerre froide, combinés à ceux du refus des États-Unis de se conformer aux règles du droit international et aux organisations qui les régissent, ainsi que la perte de confiance envers ces organisations fait monter le désir d'unilatéralité de Moscou. Opérer sur la politique étrangère par des méthodes unilatérales afin de contrer l'unilatéralité américaine peut sembler contradictoire, mais cela forme la base du revanchisme dont a fait preuve Poutine dans sa politique étrangère après ce discours. L'intervention militaire en Géorgie en est un bon exemple. Le revanchisme et la volonté d'ascension au statut de superpuissance ne sont pas les justifications immédiates de l'annexion de la Crimée, mais bien quelques éléments essentiels de la culture stratégique en pratique, c'est-à-dire la culture néo-impérialiste. Le prochain chapitre sera donc consacré aux différentes variables qui ont joué activement dans les événements de février et mars 2014.

2.5 Conclusion

Le présent chapitre a fait état du spectre des différentes cultures stratégiques existantes dans l'univers politique russe. Il a opérationnalisé les trois différentes cultures stratégiques selon les trois questions de Johnston, tout en reliant les cultures avec quelques exemples historiques concrets. Il a aussi été vu qu'il y a eu une certaine transformation idéologique à travers les présidences de Vladimir Poutine, observée vers la fin de sa deuxième présidence, plus précisément lors de son discours marquant de 2007 à la conférence de Munich sur les politiques de sécurité. En effet, alors qu'il demeure dans un discours principalement statistique, il est intéressant d'observer la teinte

de revanchisme qui se dessine dans ce discours, et qui laisse présager un retour à la culture stratégique néo-impérialiste.

Le prochain chapitre étudiera le virage néo-impérialiste de Poutine sur le plan de sa politique étrangère²¹. Il analysera l'impact de cette culture stratégique sur les justifications de l'annexion soulevées par Moscou, c'est-à-dire les arguments stratégiques et culturels. Il sera alors question d'expliquer comment les facteurs idéologiques liés au néo-impérialisme, ainsi que les éléments circonstanciels, ont mené Poutine et la Russie à considérer l'annexion de la Crimée comme une priorité nationale.

La dernière partie du chapitre portera brièvement sur l'effet du virage néo-impérialiste dans les moyens pratiques qui ont été employés en Crimée. L'objectif sera alors de retracer comment les trois cultures stratégiques présentées au court du précédent chapitre ont mené Poutine à l'annexion de la Crimée. Ainsi, le lien entre la stratégie employée et les objectifs finaux bénéficiera de ces explications. Tout comme indiqué dans le premier chapitre, la culture stratégique agit dans le processus décisionnel en tant que déterminant des priorités des intérêts nationaux, ainsi que limiteur d'options disponibles dans l'atteinte de ces priorités (Johnston, 1995, p.53-54; Greathouse, 2010, p.65-66), en plus de compléter les explications matérielles. Mais tout d'abord, il faut établir comment l'annexion de la Crimée a marqué un virage important dans l'étude de la culture stratégique et de la politique étrangère russe moderne.

²¹ Il est à noter qu'à partir de ce moment, les termes «politique étrangère de Poutine» et «politique étrangère de la Russie» seront utilisés de manière interchangeable. Cela est dû aux énormes pouvoirs exécutifs inhérent au poste de président en Russie, qui concentre les pouvoirs de décisions (spécialement sur les questions de politique étrangère) entre les mains du président et de ses proches conseillers (Roberts, 2017, p.31).

CHAPITRE 3

VIRAGE NÉO-IMPÉRIALISTE DE VLADIMIR POUTINE ET ANNEXION DE LA CRIMÉE

Vladimir Poutine a fourni deux justifications majeures à la suite de l'annexion de 2014. La plus proéminente était la protection de la population russophone sur le territoire, ainsi que de la liberté politique de ceux-ci (Poutine, 2014a). Poutine voulait protéger les Russes contre la propagation des manifestations de l'ouest du pays contre Ianoukovitch. La deuxième raison ressortie est celle du contrôle stratégique de la mer Noire, ainsi que la nécessité d'empêcher un pays en pleine révolte et proche de l'Occident de s'emparer de la péninsule (Poutine, 2014a), et ainsi de la flotte russe qui y est amarrée en permanence depuis 1783. Par contre, comme mentionné dans le premier chapitre, la culture stratégique néo-impérialiste peut apporter des variables intervenantes ayant agi moins directement, mais étant tout aussi importantes, c'est-à-dire le revanchisme et la volonté du retour au statut de grande puissance. Ces éléments se manifestent d'ailleurs dans le déroulement de l'opération russe menant au référendum criméen. L'emploi d'unités de forces spéciales russes sans insignes, surnommés les «petits hommes verts», déjà stationnés à la base navale de Sébastopol, a démontré une efficacité au niveau de la coordination et de l'exécution qui en a surpris plus d'un chez les analystes occidentaux (Balasevicius, 2017, p.17). Mais l'emploi de ceux-ci peut refléter une volonté de distanciation de la Russie du paradigme de la guerre conventionnelle, pour se diriger vers le paradigme de la guerre hybride, centré sur le contrôle multidimensionnel de la situation et sur la coercition.

C'est alors sur deux thèmes majeurs que ce chapitre se centrera. La première section énoncera les justifications réalistes de l'annexion de la Crimée, c'est-à-dire la protection de la population et des assises stratégiques sur la mer Noire. Le reflet de l'approche géopolitique dans le cas de la Crimée sera de plus étudié sous l'angle des méthodes opérationnelles employées durant les quelques jours avant l'annexion. Puis, il sera évalué comment la culture stratégique néo-impérialiste est venue intervenir au niveau constructiviste, par l'étude des liens construits historiquement entre la Russie, l'Ukraine et la Crimée. La culture stratégique néo-impérialiste aidera alors à évaluer pourquoi et comment Poutine a décidé, en apparence, d'aller à l'inverse de ses valeurs de respect du droit international et de l'intangibilité des frontières, ainsi que de la primauté de l'intérêt national. La notion de culture stratégique viendra alors tisser tous ces éléments ensemble afin de mieux comprendre comment Vladimir Poutine en est venu à briser le principe de l'intangibilité des frontières.

3.1 Affirmation stratégique et internationale

Lors d'une émission annuelle à la télévision nationale, Poutine a attesté que l'annexion de la Crimée était en partie due à l'urgence d'empêcher l'OTAN de prendre davantage de contrôle sur le point central de la mer Noire (Poutine, 2014b). La menace des navires de l'OTAN s'amarrant à Sébastopol, la ville représentant la gloire navale russe dans les mots du président, soulève alors un bon point dans la prise de décision en ce qui concerne l'annexion de la Crimée (Poutine, 2014b). Malgré l'importance réduite de la base navale de Sébastopol, si on compare avec l'environnement sécuritaire du 18^e et 19^e siècle (Poutine, 2014b), il est très vraisemblable de penser qu'il s'agit de l'une des raisons principales de l'annexion. La situation excessivement tendue en Ukraine durant les mois précédents le mois de février 2014 a forcé la main aux dirigeants russes, qui ont dû prendre une décision prompte. En effet, contrairement à ce qu'avançaient

certaines rapports au plus fort de la crise, cette décision n'en était pas une longuement préméditée : «l'annexion de la Crimée n'a été ni planifiée, ni décidée longtemps avant sa mise en œuvre [...]Elle a été déclenchée à la suite des événements qui se sont déroulés à Kiev en février et mars de cette année et pas avant.» (Lévesque, 2014, p.36-37). Il s'agissait d'une démarche réactive plutôt que calculée (Lévesque, 2014, p.37).

La présente partie traitera alors des enjeux opérationnels, stratégiques et internationaux de l'annexion de la Crimée. Ces facteurs serviront d'aperçu de ce que les explications réalistes apportent comme bases de justifications de l'intervention en Crimée. Il faudra alors souligner quels éléments parmi ceux-ci ont pu être influencés par la culture stratégique néo-impérialiste, qui comporte plusieurs éléments réalistes affirmés en elle-même.

3.1.1 Processus décisionnel de février 2014

En observant les informations disponibles sur les rencontres de Poutine avec ses conseillers au sujet de l'invasion de la Crimée, le caractère d'improvisation semble une constante. Le président fut pris au dépourvu devant l'ampleur toujours grandissante de la révolution en Ukraine, et a décidé de baser ses décisions sur des rencontres secrètes en petits groupes plutôt que sur de longues délibérations politiques à la Douma²².

Avec les tensions à Kiev atteignant un point de rupture en début février 2014, Vladislav Surkov, l'ancien directeur adjoint de l'administration présidentielle et maintenant proche conseiller de Poutine sur le Caucase, fut envoyé d'urgence en Crimée dans une mission aux détails secrets (Sakwa, 2016, p.103). Dmitry Trenin, directeur du Moscow

²² Ce qui n'est pas une instance rare étant donné la centralisation extrême du pouvoir en Russie.

Carnegie Center, rapportait que Moscou adoptait une approche très passive jusqu'au moment de la chute du gouvernement de Ianoukovitch, après sa fuite le 22 février (Myers, 2014, p.A2). Les Jeux olympiques de Sotchi étaient sans doute une préoccupation politique plus grande, spécialement pour Poutine. Ce serait donc à partir du moment où les négociations entamées par trois ministres des Affaires étrangères européens²³ incluant des représentants de l'Allemagne, la France et la Pologne, entre Kiev et Moscou ont échoué le 21 février que Poutine aurait pris la situation entre ses mains (Myers, 2014, p.A2).

La décision d'intervention en Crimée aurait été prise entre le mercredi 25 et le jeudi 26 février, peu après la fuite de Ianoukovitch, le vendredi 21 février, et la cérémonie de clôture des Jeux olympiques de Sotchi, le dimanche 23 février (Myers, 2014, p.A2). Le professeur à la *Moscow State Institute of International Relations*, Valery Solovei, écrivait le 3 mars que Poutine avait pris la décision d'invasion de la Crimée avec seulement cinq ou six hauts responsables de la sécurité (Sakwa, 2016, p.103). Le *New York Times* suggérait le 8 mars que parmi ces responsables se trouvaient Sergei Ivanov (chef adjoint de l'administration présidentielle), Alexander Bortnikov (directeur du FSB) et Nikolai Patrushev (secrétaire du Conseil de sécurité) (Myers, 2014, p.A2-A3; Sakwa, 2016, p.103). Ces hommes sont tous des vétérans du KGB, ayant servi l'organisation avec Poutine à Leningrad²⁴ durant les années 1970 et 1980 (Myers, 2014, p.A3).

Ces conseillers sont particulièrement reconnus pour leur conservatisme et leur certaine nostalgie de l'ère soviétique. Ce choix d'entourage peut donc souligner le retour du conservatisme de Poutine, en choisissant de s'entourer de gens adoptant des positions

²³ Laurent Fabius de la France, Radoslaw Sikorski de la Pologne et Frank-Walter Steinmeier de l'Allemagne (Avioutskaa, 2017, p.304)

²⁴ Maintenant Saint-Pétersbourg.

semblables aux siennes, afin que les décisions soient prises le plus rapidement possible en temps de crise sans être trop disputées. Cela souligne aussi les liens forts entre les membres de l'ancien KGB et la prédominance persistante des *siloviki*²⁵ dans la culture stratégique russe (Skak, 2016, p. 325). Ces *siloviki* sont transporteurs de la culture stratégique du temps de la guerre froide, c'est-à-dire favorisant un comportement offensif et des politiques d'intimidation²⁶ (Skak, 2016, p.327). Le processus de décision à Moscou concernant l'intervention russe en Crimée est alors un excellent exemple de la culture stratégique néo-impérialiste, particulièrement au niveau du conservatisme de Poutine. Il s'agissait d'une décision unilatérale, par un président entouré de conseillers pouvant être qualifiés de nationalistes.

Il est à noter que les discussions privées entre le président et ses conseillers auraient vraisemblablement traité des enjeux sécuritaires dans la péninsule criméenne (Sakwa, 2016, p.102-103). Entre autres, la préoccupation était de riposter contre le renversement illégal du gouvernement Ianoukovitch et de contrer l'expansion vers l'est des révolutionnaires ukrainiens. Les manifestations parallèles devant le Parlement de la Crimée des Russes et des Tatars en Crimée qui ont généré des bagarres ont aussi contribué à la perception de la menace dans la région par les officiels de Moscou (Avioustkii, 2017, p.307). Mais encore, cette décision fut prise en fonction d'utiliser l'avantage du nombre de personnel militaire en poste à la base navale de Sébastopol, afin de protéger cette base contre les potentielles revendications ukrainiennes et occidentales. Une fois de plus, cela souligne l'unilatéralité de la décision.

Le plus surprenant concernant la décision est l'option choisie moins de trois semaines plus tard d'une annexion. Poutine avait réellement d'autres choix de politiques extérieures face à la situation que le rattachement de la Crimée à la Russie. Par

²⁵ Acteurs politiques membres de forces de sécurité, de l'armée ou de l'ancien KGB.

²⁶ Traduction libre de *brinkmanship*.

exemple, la Crimée aurait pu demeurer dans un statut indéterminé, implanter une souveraineté partagée ou même se voir octroyer par la Russie un statut de partenaire privilégié. Cependant, Poutine a choisi l'option de l'annexion du territoire²⁷. Il est alors possible d'observer qu'il s'agit d'un comportement plus affirmé au niveau du rôle de la guerre et de l'efficacité de l'usage de la force, qui est attaché à la définition d'une culture stratégique néo-impérialiste.

3.1.2 Sébastopol et les petits hommes verts

La flotte de la mer Noire est l'un des plus importants points stratégiques du côté occidental de la zone d'influence russe. Selon Sakwa, la perte de la base navale de Sébastopol était la principale préoccupation de Poutine durant ses rencontres avec ses proches conseillers (2016, p.102-103). Ils craignaient de voir la Russie évincée de la péninsule après la révolution de février en Ukraine, même malgré l'accord sur le statut des forces signé avec cette dernière (Sakwa, 2016, p.102). Une mésentente sur le statut de Sébastopol aurait été désastreuse pour Moscou. Après tout, ces installations représentent bien plus qu'une base navale, abritant aussi un vaste réseau d'aérodromes, de stations radars et de chantiers de réparation de navires (Sakwa, 2016, p.102).

Dans la même lignée, l'expansion de l'Europe en Ukraine signifie du point de vue russe une inévitable et imminente entrée de l'Ukraine dans l'OTAN, action que l'Alliance avait promise durant le sommet de Bucarest en 2008, en plus de promettre l'accession de la Géorgie, mais qui avait été mise en arrière-plan par la suite (Sakwa. 2016, p.102). La révolution orange avait déjà annulé l'extension du bail jusqu'en 2042, les événements récents remettaient maintenant en question les droits exclusifs alloués

²⁷ En plus de l'intervention de guerre hybride dans le Donbass, ce qui consolide le point.

jusqu'en 2017, ce qui aurait potentiellement permis à des forces extérieures de se baser en cohabitation à Sébastopol, ce qui serait un choc géopolitique énorme pour la Russie (Sakwa, 2016, p.102). Les Russes avaient passé des années à tenter de trouver un emplacement alternatif en eaux chaudes sur la mer Noire²⁸. Certainement la plus grande peur de toutes, la Russie faisait face au risque de voir la sixième flotte américaine, basée à Naples, prendre contrôle de Sébastopol (Sakwa, 2016, p.102). Malgré le fait que l'OTAN et la Russie ne soient plus théoriquement en guerre, la possibilité de voir des navires, des systèmes de défense balistique et un grand nombre d'autres unités militaires de l'Alliance sur le territoire ukrainien était perçue par Moscou comme une grave perte stratégique et une grande menace directe (Sakwa, 2016, p.102).

Afin de protéger ces acquis stratégiques, une centaine d'hommes masqués portant des uniformes militaires russes sans insignes pénètrent le Parlement et le Conseil des ministres à Simferopol dans la nuit du 27 février, hissant des drapeaux russes; simultanément, plus d'une centaine d'autres hommes armés bloquent l'isthme de Perekop reliant la Crimée à l'Ukraine continentale (Avioutskii, 2017, p.307). Ces derniers étaient des membres des unités spéciales *Berkouts*, les mêmes qui constituaient les forces antiémeutes sur la Maïdan, revenus de Kiev après la chute du gouvernement Ianoukovitch (Avioutskii, 2017, p.307). Le commando à Simferopol, refusant de négocier avec le premier ministre de la Crimée Anatoli Moguilev, fait entrer le présidium dans le Parlement et, sous la menace d'armes, exige la nomination d'un nouveau premier ministre prorusse, Serhiy Axionov²⁹, ainsi que la tenue d'un référendum sur le rattachement à la Russie (Avioutskii, 2017, p.307).

²⁸ Incluant les infrastructures navales à Novorossiisk et l'obtention des droits exclusifs à Otchamtchira en République d'Abkhazie, deux lieux qui sont très inférieurs en termes stratégiques et d'échelle à la base de Sébastopol (Sakwa, 2016, p.102).

²⁹ Le parti d'Axionov ne détenait que deux sièges sur cent au Parlement (Avioutskii, 2017, p.307).

Au même moment, l'armée russe saisit l'aéroport de Simferopol et de Sébastopol dans un déploiement nocturne à grande échelle, sans rencontrer de résistance (Avioutskii, 2017, p.309). Le nombre d'hommes mobilisés par Moscou s'élevait entre 30 000 et 35 000³⁰, pratiquement tous déployés de la base navale de Sébastopol³¹ (Wilson, 2014, p.111; Avioutskii, 2017, p.309). Ces hommes, toujours habillés en vêtements au camouflage vert distinctif des forces armées russes, mais sans insignes, documents personnels ou téléphones cellulaires, ont ensuite sécurisé la péninsule en entier afin de maintenir l'ordre durant la transition de gouvernement et la tenue du référendum (Wilson, 2014, p.111). Ce sont les journalistes locaux qui leur donnèrent aux soldats le surnom de «petits hommes verts».

L'opération entière s'est déroulée sans violence. Certains observateurs étaient d'ailleurs surpris de l'aisance avec laquelle les forces russes ont réussi à s'introduire dans les infrastructures importantes criméennes. En effet, le ministre de l'Intérieur a simplement cédé le contrôle aux forces russes, et les gardes frontaliers de la Crimée n'ont offert aucune résistance (Wilson, 2014, p.111).

L'armée ukrainienne avait définitivement les capacités d'offrir une résistance dans la région, avec environ 20 000 hommes stationnés dans la péninsule, soit environ les deux tiers du nombre de soldats russes (Wilson, 2014, p.111). Les Russes ont mis jusqu'au 11 mars avant d'être en complète position défensive, avec un déploiement de 22 unités d'artillerie sur l'isthme de Perekop et de véhicules BM-21 Grad à Dzhankoy, après avoir traversé le détroit de Kerch reliant la Russie à la Crimée le jour précédent

³⁰ Poutine nie cependant toujours avoir enfreint à quelque moment que ce soit le cap maximal de 25 000 hommes en Crimée tel que stipulé par les accords de 1997 (Yekelchuk, 2015, p.130-131).

³¹ À l'exception, notamment, du bataillon tchéchène *Vostok*, de la 31^e brigade aéroportée basée à Oulianovsk et de la 22^e brigade de forces spéciales de la GRU, tous mobilisés à partir de la base navale de Sébastopol (Avioutskii, 2017, p.309).

(Wilson, 2014, p.111). Malgré l'avantage tactique, les forces ukrainiennes n'ont reçu aucun ordre d'assaut ou d'évacuation (Wilson, 2014, p.112). Les élites criméennes se rangeant du côté de la Russie, ainsi que l'absence de voix fortes pro-ukrainiennes dans la région sont probablement des raisons pour lesquelles ces ordres ne sont jamais arrivés (Yekelchuk, 2015, p.131). Il faut aussi tenir compte de la négligence du gouvernement ukrainien en termes de maintien de l'armée, ainsi du fait que la majorité des membres des forces ukrainiennes en Crimée étaient des conscrits et des officiers locaux, choisissant généralement de rester dans la péninsule sous l'ordre des Russes³² (Yekelchuk, 2015, p.131). Seulement quelques officiers subalternes et soldats réguliers ont offert de la résistance à l'invasion, mais furent rapidement dépassés en nombre et déportés vers l'Ukraine continentale (Yekelchuk, 2015, p.131). Les forces russes ont alors réussi avec aisance à saisir les installations militaires ukrainiennes ainsi que les navires amarrés à la base de Sébastopol³³, n'en retournant au final que quelques-uns (Yekelchuk, 2015, p.131).

Cette opération souligne alors deux éléments très importants sur la prise de décision par Poutine de l'annexion de la Crimée au niveau opérationnel. Premièrement, les moyens matériels étaient déjà disponibles, facilement accessibles et prêts à être utilisés sur le territoire en cas de situation extrême. Deuxièmement, les Criméens éprouvaient une forte disposition envers le retour de leur territoire au sein de la Russie, et ce même avant l'entrée des petits hommes verts. En ce sens, il est maintenant plus aisé de comprendre pourquoi Moscou a choisi l'invasion militaire comme solution plutôt qu'une autre solution basée sur la diplomatie ou la négociation, par exemple. La facilité et la possibilité de compléter une incursion rapidement et sans effusion de sang peuvent

³² Un commandant par intérim de la flotte ukrainienne à la base de Sébastopol ainsi que son successeur immédiat ont tous deux déserté vers la Russie à la fin février (Yekelchuk, 2015, p.131).

³³ Le navire amiral de la flotte ukrainienne, le Hetman Sahaidachny, était cependant en mer durant les événements, et s'est amarré à Odessa par la suite (Yekelchuk, 2015, p.131).

être des raisons justificatives de l'annexion de la Crimée. Par contre, l'intervention militaire ne fut pas seulement choisie pour sa faisabilité technique. Elle fut aussi sélectionnée dans un but stratégique à l'échelle internationale, ayant pour but de bouleverser l'ordre établi.

3.1.3 Défiance stratégique contre l'OTAN

Le processus d'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN se dessinait comme la manifestation ultime des promesses brisées que Poutine accentuait dans le discours de Munich. La désillusion de la Russie envers l'Ouest était donc à son comble. Il s'agissait pour Moscou de la concrétisation de l'inévitable moment où l'Occident cesserait de considérer la Russie comme son partenaire, tel que maintes fois exprimé depuis 1991, et la considérerait plutôt en tant qu'ennemi de toujours (Lukin, 2014, p.1; Sakwa, 2016, p.106-107). La Russie a souvent décrié le rôle que l'Europe et l'OTAN ont exercé dans la révolution du Maïdan.

L'unipolarité est une mauvaise chose pour la Russie. Cela représente probablement l'argument réaliste le plus représentatif de la culture stratégique néo-impérialiste. Par contre, il faut réitérer que les analystes réalistes balaièrent souvent le facteur de construction d'identité nationale, qui aide à expliquer pourquoi l'expansion de l'OTAN est une menace majeure en Russie, spécialement chez Poutine après 2007. Ce dernier a clairement indiqué dans son discours de mars 2014 que l'incursion de l'OTAN à Sébastopol représentait une menace non pas illusoire, mais bien réelle pour toute la région du sud de la Russie : « we are against having a military alliance making itself at home right in our backyard or in our historic territory » (Poutine, 2014a). C'est pourquoi il a décidé d'implanter avec la Crimée une sorte de ligne de faille

géopolitique, c'est-à-dire une démarcation de la Communauté des États indépendants (CEI) en tant que zone interdite à l'OTAN (Allison, 2017, p.1269; Roberts, 2017, p.41).

Au niveau narratif, le cas de la Crimée n'est pas la première occasion pour laquelle Poutine justifie une intervention militaire par l'incursion de l'OTAN dans sa zone d'influence. Occupant la position de premier ministre durant la présidence de Medvedev, il a jugé approprié en 2008, de lancer une attaque contre le régime pro-occidental en Géorgie de Mikheil Saakashvili³⁴ (Galeotti et Bowen, 2014, p.16; Roberts, 2017, p.40). Cette démonstration de force en Abkhazie et en Ossétie du Sud a démontré que Poutine n'hésiterait plus dans la défense de ses intérêts au-delà de ses frontières (Avioustskii, 2017, p.213). Cela a aussi démontré son niveau d'attachement aux principes d'inviolabilité des frontières. Discutant du conflit en Ossétie du Sud, il a offert un bon aperçu de son attachement à ce principe en s'exclamant : « When an aggressor comes into your territory, you need to punch him in the face » (Allison, 2017, p.1285). Et cette nouvelle manière de mener la politique étrangère a porté fruit pour la Russie en 2008. En 2011, le président Medvedev avait confirmé hors de tout doute que l'intervention en Géorgie avait bel et bien été pensée pour empêcher celle-ci de se tourner vers l'OTAN : « if we had faltered in 2008, geopolitical arrangements would be different now and a number of countries [...] would have probably been in NATO » (Allison, 2017, p.1269-1270). Alors que les efforts diplomatiques de la Russie afin d'éloigner l'Ouest de sa sphère d'influence n'ont jamais été entièrement fructueux, les efforts militaires ont au contraire très bien fonctionné, car l'OTAN s'est graduellement désintéressée de la Géorgie après la guerre russo-géorgienne (Roberts, 2017, p.42). Le message implicite envoyé par l'OTAN à partir de 2008 était qu'elle reculerait si la Russie employait la force. Qui plus est, l'intervention en Géorgie s'était produite sous l'administration américaine de George W. Bush, qui était reconnu pour ne pas avoir

³⁴ Saakashvili mène maintenant une vie politique en Ukraine, et fut un grand supporteur de la révolution du Maïdan.

peur d'utiliser son pouvoir militaire afin de résoudre des problèmes complexes ; Poutine faisait pour sa part face à Barack Obama, qui n'affichait aucune doctrine politique claire envers le conflit en Ukraine (Roberts, 2017, p.42), mais qui avait affirmé son soutien envers les manifestants du Maïdan. Si l'usage de la force avait déstabilisé les États-Unis en 2008 sous le président Bush, elle était presque certaine de créer la même réaction, voire l'amplifier, sous le président Obama. Ce fut une leçon majeure pour Poutine, qui a certainement contribué aux calculs de prise de décision concernant l'annexion de la Crimée par des moyens militaires, qui augmentaient les gains de la Russie de manière exponentielle par rapport à une solution diplomatique de négociation, par exemple, tout en maintenant pratiquement le même taux de risque de répercussions et de conséquences futures.

Cette réalité a de plus probablement poussé Poutine dans son évolution de président pragmatique à dirigeant idéologique. À mesure qu'il s'éloignait de son image de pragmatisme, il prenait aussi davantage d'initiatives dans le contrôle de sa politique étrangère. En effet, dans la prise de décision sur la Crimée, le ministre des Affaires étrangères Sergei Lavrov et le ministre de la Défense Sergey Shoygu n'ont pas joué de rôles très visibles ou affirmés (Galeotti et Bowen, 2014, p.17; Roberts, 2017, p.40). Par contre, son détachement du pragmatisme ne signifie pas qu'il mène une politique étrangère irréfléchie. Au contraire, Poutine opère prudemment dans ses interventions militaires afin de minimiser les répercussions tout en maximisant les gains (Galeotti et Bowen, 2014, p.16; Roberts, 2017, p.40). L'usage de la force était un moyen approprié pour faire valoir les intérêts de la Russie en Crimée, et elle était alignée avec le discours idéologique de Poutine contre l'unipolarité et l'unilatéralité des États-Unis. Ces deux conclusions partielles permettent d'accentuer le changement du président russe dans sa politique étrangère après 2007, passant du statisme caractérisé par un pragmatisme et une poursuite inconditionnelle des intérêts nationaux à une poursuite des intérêts nationaux et idéologiques, un revanchisme envers l'Ouest ainsi qu'une moins grande

réticence à employer la force, éléments propres à la culture stratégique néo-impérialiste.

3.2 Justifications culturelles de l'annexion de la Crimée

Les arguments de points stratégiques vitaux et de défense contre l'invasion occidentale militaire de régions traditionnellement russes sont très convaincants, mais ils n'expliquent qu'à moitié l'aisance avec laquelle la Russie a pu diriger ses opérations menant à l'annexion de la Crimée. En effet, la présence de 25 000 soldats russes ne peut expliquer en soi la volonté, quasi unanime selon le référendum, des Criméens à être annexés à la Russie. La Crimée, l'Ukraine et la Russie partagent en effet à divers niveaux des liens culturels, linguistiques et historiques, qui ont été cités par Poutine en guise de justification des actions de 2014. La culture stratégique complétant les théories réalistes, il est maintenant question d'analyser comment le néo-impérialisme a favorisé au-delà des facteurs matériels l'intervention russe. Les questions d'identités nationales seront donc discutées dans la prochaine partie, en plus des questions sur les liens politiques actuels entre la Russie et l'Ukraine.

3.2.1 Situation démographique et danger imminent

La première manifestation de la culture stratégique néo-impérialiste se retrouve dans la hiérarchisation des intérêts nationaux, ainsi que dans la volonté révisionniste de Poutine. Cela peut être observé dans ses justifications basées sur la population et la liberté politique. La Russie éprouve un immense attachement culturel envers son voisin : « les Ukrainiens et les Russes forment un même peuple et partagent une "histoire commune" [et] la "gloire" de la période soviétique » (Arjakovsky, 2014, p.97;

Avioutskaa, 2017, p.219). L'attachement à l'Ukraine nourrit chez Poutine la perception du sentiment d'ingratitude des Ukrainiens.

Le territoire ukrainien se démarque au plan démographique par son immense diversité culturelle. Mais elle se démarque aussi par sa très grande concentration de population russophone dans l'est du pays, ainsi qu'en Crimée. En effet, la Crimée est composée non seulement d'une population presque entièrement russophone³⁵, mais aussi très favorable à la Russie au point de vue identitaire³⁶ (CEFAN, 2014a; 2014b). Un lien identitaire exceptionnellement fort s'est tissé entre la Russie et l'Ukraine, remontant jusqu'à l'époque du Moyen-âge. Encore aujourd'hui, les Russes considèrent Kiev comme la toute première capitale de la Russie durant la période du Moyen-âge, et cette inclination se fait encore ressentir aujourd'hui ; 17% de la population ukrainienne est d'origine russe et la majeure partie Sud-est du pays, ainsi que la capitale, sont des zones majoritairement russophones (LeMonde.fr, 2014). La population de l'actuel territoire ukrainien est grossièrement divisée entre Est et Ouest par le fleuve Dniepr³⁷, comme il en est depuis environ le XVIIIe siècle, époque où la Russie a conquis la majeure partie de l'Ukraine occidentale (LeMonde.fr, 2014). Cette division se reflète dans la conception de l'identité chez les Ukrainiens, selon les indicateurs de position identitaire et de langage : généralement, les Ukrainiens sont concentrés à l'ouest et les Russes à l'est (CEFAN, 2014a; 2014b).

Malgré la grande diversité ethnique en Ukraine, la péninsule de Crimée est toujours densément peuplée principalement par trois ethnies : sur les 2,2 millions d'habitants, 1,5 million est d'origine russe, 350 000 sont d'origine ukrainienne et environ 300 000 sont des Tatars de Crimée (Poutine, 2014). La composition linguistique de la

³⁵ Voir Annexe D.

³⁶ Voir Annexe E.

³⁷ Fleuve traversant le territoire ukrainien du nord au sud, pour se jeter dans la Mer Noire.

population de la Crimée pointe en effet vers une dissemblance avec le reste de l'Ukraine. Selon les données de recensement de 2001, plus de 125 nationalités différentes cohabitent en Crimée, et le russe est de loin la langue de communication la plus répandue : entre 80 et 85% de la population est russophone (UCEPS, 2001, p.23), et 77% des Criméens considèrent le russe comme leur langue maternelle (State Statistics Committee of Ukraine, 2001; Armandon, 2006, p.53). Cette profonde différence dans le paysage linguistique avec le reste de l'Ukraine, et spécialement l'ouest du pays, distingue la Crimée du reste de l'Ukraine au niveau sociologique. La population de la péninsule tend à se définir en majorité comme Criméens, et non pas comme Ukrainiens ou Russes (Armandon, 2006, p.53). Cependant, la proximité linguistique avec cette dernière, ainsi que le statut politique distinct de la Crimée, signifie aussi qu'il existe des disparités politiques avec le reste du pays.

Cette disparité se reflète dans le visage politique en Crimée. Celle-ci fut fondée en tant que «République autonome» en 1921 par la Russie soviétique, puis réduite à titre de simple *Oblast*³⁸ en 1945 (Armandon, 2006, p.57). En 1954, la Crimée change encore une fois de statut en étant rattachée à la République socialiste soviétique d'Ukraine (Armandon, 2006, p.57) sous l'initiative personnelle de Khrouchtchev à l'occasion du tricentenaire du traité de Pereïaslav³⁹ (Lévesque, 2014, p.38). Il est important de conserver à l'esprit que les frontières entre les républiques soviétiques étant purement administratives, cette décision de transfert entre la RSFSR⁴⁰ et la RSS d'Ukraine passa alors plutôt inaperçue (Armandon, 2006, p.57). Cependant, c'est de ce transfert précis dont parle très péjorativement Poutine dans son discours sur la Crimée en 2014: «What stood behind [Khrushchev's] decision [...] is for historians to figure out. What matters

³⁸ District administratif.

³⁹ Traité s'étant résulté par une séparation de la Pologne et de l'Ukraine, et rattachant cette dernière à la Russie (Lévesque, 2014, p.38).

⁴⁰ République socialiste fédérative soviétique de Russie.

now is that this decision was made in clear violation of the constitutional norms that were in place even then. The decision was made behind the scenes» (2014a). Ce sentiment de «vol» de la Crimée n'est pas seulement isolé au cas de Poutine. Couplé au fait que la RSS d'Ukraine fut la région ayant le plus gagné en termes de transferts territoriaux de la RSFSR, tout en étant celle qui a démontré le moins d'intérêt à travailler à l'intérieur du cadre de la CEI a alimenté le désir de la Russie de voir la sécession de la Crimée, et ultimement son retour (Sakwa, 2016, p.101).

Le climat politique en Crimée depuis la fin de la guerre froide démontrait aussi une propension favorable au retour vers la Russie. Des tensions importantes étaient ressenties après l'indépendance de l'Ukraine de décembre 1991; la Crimée voulait une plus grande autonomie politique, voire une indépendance ou un rattachement à la Russie (Lebedynsky, 2014, p.170; Sakwa, 2016, p.101). Lors d'un référendum en janvier 1991, 93% de la population de la péninsule a voté en faveur de la création d'une République criméenne séparée (Lebedynsky, 2014, p.170; Wilson, 2014, p.104-105; Sakwa, 2016, p.101). En décembre de la même année, la Crimée a voté avec le reste de l'Ukraine en faveur de l'indépendance envers l'URSS, mais dans une proportion beaucoup plus réduite que le reste du territoire : un taux de participation de 60% et un vote «pour» à 54%, comparativement à la moyenne ukrainienne de 84% et 91-92% respectivement (Lebedynsky, 2014, p.170-171; Sakwa, 2016, p.101). Après une vague indépendantiste ayant secoué la péninsule durant les années 1990, le pouvoir politique ukrainien a réussi à échapper à la sécession de la Crimée, mais continuait à avoir du mal à maintenir un contrôle sur ce qui s'y passait (Lebedynsky, 2014, p.171). Cette situation fut en partie contenue par l'octroi du statut de République autonome à la Crimée en 1992, accordant un vaste nombre de pouvoirs décentralisés, mais la «guerre des cultures» s'est poursuivie pour atteindre son paroxysme lors de l'annonce de la planification d'un exercice militaire de l'OTAN dans la région en 2006 (Sakwa, 2016, p.101-102).

La prédominance russe se fait davantage ressentir en Crimée que dans n'importe quelle autre région ukrainienne. Cela peut s'expliquer en partie par le fait qu'étant subordonnée à la RSFSR entre 1921 et 1954, la campagne d'ukrainisation des années 1920 n'affecta pas la péninsule criméenne, résultant en une absence d'écoles, de journaux et d'autres institutions ukrainiennes sur le territoire (Wilson, 2014, p.104). Cela peut également expliquer le fait qu'encore aujourd'hui, la population de la Crimée, incluant celle d'origine ukrainienne, soit aussi largement russifiée (Wilson, 2014, p.104). D'une certaine manière, la République autonome de Crimée peut donc être vue comme un corps étranger au sein de l'Ukraine, une aberrance où la langue russe est toujours dominante, étant utilisée autant en enseignement que dans les domaines administratifs (Lebedynsky, 2014, p.175).

Le climat de révolution dans l'ouest de l'Ukraine ainsi que les manifestations sur la place du Maïdan à partir de la fin 2013 pour une intégration avec l'Union européenne ont engendré une vague de violence dans le pays. Pour la Russie et les partisans de Ianoukovitch, ce nouveau soulèvement populaire rappelait la révolution orange de 2004, où l'élection controversée de Viktor Ianoukovitch avait entraîné une mobilisation populaire de grande ampleur (Lévesque, 2014, p.37). Au dénouement de cette révolution, ce furent les deux visages emblématiques du mouvement populaire, Viktor Iouchtchenko et Ioulia Tymochenko, qui furent nommés respectivement Président et première ministre de l'État ukrainien, dans un renversement du deuxième tour d'élection (Lévesque, 2014, p.37-38). Poutine s'était d'ailleurs fortement indigné contre cet affront envers une élection qu'il jugeait parfaitement dans les règles. Par contre, les représailles de la Russie à la suite de la Révolution orange ne furent finalement que très limitées : la sanction la plus importante fut la cessation des prix préférentiels sur le gaz russe vendu à l'Ukraine (Lévesque, 2014, p.38). Tout de même, l'affront des Ukrainiens en 2004 contre le président Ianoukovitch, et la pression qu'ils ont été capables d'exercer afin de provoquer une sorte de troisième tour d'élections qui

n'était pas stipulé par la loi⁴¹ a laissé une marque profonde dans les relations entre la Russie et son ancienne république (Poutine, 2014a). Ces événements sont d'ailleurs vraisemblablement une des raisons qui ont poussé Poutine du pragmatisme au conservatisme dans ses relations avec l'Ukraine (Skak, 2016, p.336). De plus, que ce soit du côté des révolutionnaires « oranges » ou du côté de la Russie, la perception de la révolution du Maïdan comme étant le prolongement de 2004 était bien présente.

La préoccupation envers la sécurité et la liberté politique de la population russophone sur le territoire criméen ressortit comme l'un des facteurs principaux dans le discours de Poutine après l'annexion, afin de prévenir une nouvelle révolution orange : «those who stood behind the [Maïdan revolution] had a different agenda: they were preparing yet another government takeover; they wanted to seize power and would stop short of nothing. They resorted to terror, murder and riots. Nationalists, neo-Nazis, Russophobes and anti-Semites executed this coup» (Poutine, 2014a). La révolution du Maïdan amorça un conflit de perspectives entre la Russie et les protestataires ukrainiens. La professeure Anna Colin Lebedev remarque une grande incompréhension entre les partis de la révolution :

Les Ukrainiens considéraient qu'ils étaient en train de bâtir un pays nouveau; les Russes n'y ont vu qu'une émeute engendrant le chaos. Les Ukrainiens se sont tournés vers l'Occident; pour les Russes, cela revenait à tourner le dos à leur pays et à leur passé commun. Les Ukrainiens ont pleuré les combattants morts sur le Maïdan; les Russes les ont vus comme des bandits. Les Ukrainiens ont mis en place un gouvernement provisoire ouvert à l'ensemble des forces présentes sur le Maïdan; pour les Russes, cela revenait à laisser des néonazis prendre le pouvoir (Lebedev, 2014).

Ces observations illustrent bien la guerre de perspective qui s'ensuivit, spécialement par le biais des médias. Mieux encore, elles démontrent une véritable division Soi-

⁴¹ Ce que Poutine a qualifié d'«absurde moquerie envers la constitution» (2014a).

Autre dans la perception russe du mouvement. La division est Est-Ouest, et est causée par ceux qui ont tourné le dos à la grande puissance russe pour s'allier avec les États-Unis. Il s'agit d'une vision binaire des grandes puissances, ce qui sous-entend une adoption populaire du discours néo-impérialiste en Russie. De plus, cette division binaire a contribué à nourrir la volonté de Moscou de réaffirmer sa grandeur dans la sphère eurasiatique.

3.2.2 Influences eurasistes dans la relation avec l'Ukraine

Les liens politiques et culturels serrés entre la Crimée et la Russie, le sentiment de dédain envers les révolutions colorées, la protection de la population de Crimée contre un danger de propagation révolutionnaire dans la péninsule ainsi que le souvenir de l'outrage du renversement de l'élection de 2004 sont probablement quatre raisons pour lesquelles l'action militaire en Crimée est passée en tête de liste dans les options de Vladimir Poutine en mars 2014. Par contre, si la culture stratégique statiste et le pragmatisme influençant les premières présidences de Poutine prônaient une poursuite quasi inconditionnelle des intérêts nationaux, même si cela signifiait une collaboration avec l'Occident, il est possible de croire, à tout de moins du point de vue de l'Ouest, que l'annexion de la Crimée n'était pas dans le total intérêt national de la Russie. En effet, l'annexion brisait tout d'abord le principe d'intangibilité des frontières tant défendu et décrié par Poutine pour critiquer les États-Unis et leur hégémonie. Mais encore, il était prévisible dès la prise de décision que ces actions entraîneraient de lourdes sanctions économiques, ainsi qu'une dégradation des relations de la Russie avec l'Occident, ainsi que de son image de défenseure du droit international.

Alors qu'il est vrai que ces conséquences se sont produites dans une certaine mesure⁴², l'argument ici est que la culture stratégique néo-impérialiste illustre la modification de la hiérarchisation des intérêts nationaux. En effet, pour Poutine, les arguments de reprise d'un territoire injustement délimité soixante ans plus tôt et habité par une population semblable et favorable à la Russie l'emportaient sur les arguments de conséquences économiques et de réputation. C'est donc de ce changement dont le discours de Munich était la préface. Poutine, dans son attitude revanchiste, a modifié les préférences stratégiques du pays, s'alignant davantage sur une ligne réaliste offensive contre l'Occident, signalant un virage dans la culture stratégique qui l'a influencée. Le principe d'intangibilité des frontières fut substitué dans les discours de Poutine sur l'Ukraine par la restauration de la justice historique et le droit à l'autodétermination des peuples (Poutine, 2014a; Allison, 2017, p.1286). La Russie se présentait comme défenseure de ces droits, et contestait le double standard présent dans le processus d'autodétermination des peuples :

As it declared independence and decided to hold a referendum, the Supreme Council of Crimea referred to the United Nations Charter, which speaks of the right of nations to self-determination. Incidentally, I would like to remind you that when Ukraine seceded from the USSR it did exactly the same thing, almost word for word. Ukraine used this right, yet the residents of Crimea are denied it. Why is that? (Poutine, 2014a)

Ce genre de déclaration illustre très bien le caractère amer et revanchiste des discours de Vladimir Poutine sur la Crimée. Ce revanchisme était aussi en rapport direct avec l'Ukraine : lorsque la Russie a finalement reconnu l'indépendance de l'Ukraine, elle l'a accordé avec une condition implicite de fidélité géopolitique envers Moscou. Pour elle, l'unité entre les deux États est un garant de résistance à l'influence occidentale. Les Ukrainiens « oranges » et pro-occidentaux trahissent alors directement le lien

⁴² Les sanctions économiques entre autres ont véritablement commencé après le début de l'intervention dans le Donbas.

historique avec la Russie ainsi que l'unité eurasiatique que cette dernière tente de rebâtir. Encore une fois, l'Ukraine fut l'un des États postsoviétiques qui a accumulé le plus de gain après la guerre froide, mais est l'un des moins disposés à travailler avec la Russie, une contradiction qui fut soulevée chez cette dernière en 2014 (Sakwa, 2016, p.101). Selon la vision impérialiste, telle que celle de Kortunov, la Russie doit sortir de son état d'abaissement et d'humiliation et rassembler tous les territoires comprenant des minorités russophones afin de créer un empire eurasiatique pouvant contrer le modèle de civilisation occidentale (Arjakovsky, 2014, p.30; Avoutskii, 2017, p.217). Les frontières communes avec l'Ukraine, et dans une plus grande mesure avec la Crimée, sont donc perçues comme artificielles pour la Russie, ce qui est un argument récurrent des stratégies révisionnistes (Lepesant, 2014, p.4; Avioutskii, 2017, p.217). Le révisionnisme et l'intégration eurasiatique sont toutes deux des idées attribuées à la culture stratégique néo-impérialiste, selon la classification établie dans ce mémoire. Alors qu'il est très difficile de déterminer si ces points ont influencé la décision de Poutine et de ses proches conseillers en février 2014, il est tout de même possible d'observer que sa volonté révisionniste fut exprimée à maintes reprises, et qu'elle transparait dans l'annexion de la Crimée (Roberts, 2017, p.54).

La culture stratégique néo-impérialiste transparait dans le régime de Poutine à travers le prisme des actions et discours issus du courant impérialiste. Le discours impérialiste, ou eurasiste, a connu une expansion après la guerre froide hors du cadre traditionnel de l'extrême-droite, et fut repris dans une version plus modérée par les dirigeants russes, dont Vladimir Poutine (Laruelle, 2012; Snyder 2014; Avioutskii, 2017, p.218). Effectivement, Poutine a semblé s'inspirer du théoricien politique Aleksandr Dugin, qualifié parfois du principal idéologue impérialiste (Snyder, 2014). En fait, on retrouve dans la politique étrangère russe, quoique certainement de manière plus mesurée, les trois piliers de l'idéologie de Dugin: «the need to colonize Ukraine, the decadence of the European Union, and the desirability of an alternative Eurasian project from Lisbon

to Vladivostok» (Snyder, 2014). Poutine a non seulement intégré ces piliers dans sa politique étrangère, il les a aussi intégrés à son discours. Durant la cérémonie d'investiture de sa troisième présidence en 2012, il a soulevé la question sur le rôle eurasiatique que la Russie devait jouer: «We must all understand that the life of our future generations and our prospects as a country and nation depend on us today and on [...] our ability to become a leader and centre of gravity for the whole of Eurasia» (Poutine, 2012a). Il faut cependant réitérer que les efforts eurasiatiques de Poutine dans sa culture stratégique n'ont pas entièrement l'ambition d'étendre l'influence de la Russie dans les territoires étrangers, mais davantage de restituer son leadership dans les régions ethniquement russes, donc anciennement soviétiques, qui furent séparées de leur mère patrie (Galeotti et Bowen, 2014, p.17; Roberts, 2017, p.40). Poutine met donc l'accent sur les Russes par ethnicité, non pas seulement par langage, ce qui est un symbole de la culture stratégique néo-impérialiste. Il y a également un accent sur le retour à la grandeur de la Russie, ainsi qu'à son devoir de représenter une puissance eurasiatique.

De ce point de vue eurasiatique, l'Ukraine est alors perçue comme une partie du premier cercle d'influence de la Russie, dû à leurs facteurs historiques, culturels et géographiques communs; l'éloignement de l'Ukraine signifie un empiètement de la zone d'influence occidentale sur la zone russe, ce qui est inacceptable pour les dirigeants de Moscou (Zhurzhenko, 2010, p.178-180; Avioutskii, 2017, p. 219). L'empiètement de l'Europe et de l'Occident, selon Moscou, vise donc non seulement à changer les valeurs et la vie politique en Ukraine, mais aussi à tirer avantage de la situation géographique pour faire reculer la Russie. Cette préoccupation était, dans le cas de la Crimée, une occasion de solidifier l'identité nationale eurasiatique de la Russie (Goble, 2016, p.38). De plus, il semblait aussi s'agir d'une manœuvre afin d'approfondir la différence culturelle entre la Russie et l'Ouest, correspondant aussi à un principe de la culture néo-impérialiste.

3.3 Conclusion

Ce chapitre a donc démontré que le récit idéationnel de Poutine est assez inspiré d'une interprétation modérée du discours néo-impérialiste, et renforcé par les liens étroits que la Russie éprouve envers l'Ukraine. Le retour de l'idéologie eurasiste dans la formulation de la politique étrangère russe dans le cas de la Crimée illustre par contre très bien le changement de culture stratégique à travers les présidences de Poutine, ainsi que l'apport de la culture stratégique néo-impérialiste dans l'annexion de la Crimée. Couplé aux conclusions selon lesquelles l'usage unilatéral de la force fut l'élément privilégié par Poutine afin de défier l'expansion de l'OTAN et de l'UE, il est donc possible de voir que la culture stratégique néo-impérialiste a joué un certain rôle dans l'annexion de la Crimée. En effet, cette culture stratégique a laissé plusieurs traces dans divers secteurs de politique étrangère en Russie. Elle transparait dans les discours de Poutine avant 2014, dans ses actions durant la crise en Ukraine ainsi que dans ses justifications après les faits. La culture stratégique, quoique toujours considérée comme une variable intervenante, est donc un facteur important dans l'étude du comportement international de la Russie et de Vladimir Poutine. Encore une fois, ce mémoire ne propose d'aucune manière que les éléments culturels sont les seules explications de l'annexion de la Crimée. Cependant, dans le contexte de l'étude de la Russie, la culture stratégique s'avère spécialement utile lorsque jumelée à des explications réalistes. Elle représente un élément à être pris en compte lors de futures études de la Russie sur de futures actions de politique étrangère.

SYNTHÈSE ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

La question de recherche générale de ce mémoire était «Comment expliquer la décision de la Russie d'annexer la Crimée en 2014?» Ce qui a été démontré par la suite est que, prise comme variable intervenante et couplée aux explications réalistes, la culture stratégique a bel et bien eu un effet sur les événements de l'annexion de la Crimée. Sans les précisions sur les cultures russe, ukrainienne et criméenne, les explications réalistes sont incapables de saisir l'essence du revanchisme qui anime la présidence Poutine. Cette dernière n'est en effet pas basée uniquement sur des facteurs matériels ou d'équilibre de puissance. Il est absolument impossible de comprendre l'annexion de la Crimée, ou même n'importe quelle décision politique russe dans les anciennes républiques soviétiques, sans comprendre la relation que la Russie maintient avec celles-ci, ainsi que les récits internes qui l'animent. La recherche fut donc faite avec l'objectif de dégager les dynamiques nationales et internationales dans la région.

Il a été vu que trois cultures stratégiques s'imposent à Moscou : l'occidentalisme, le statisme et le néo-impérialisme. La fin de la guerre froide a créé une sorte de vide identitaire, ce qui en a fait une période sans précédent, où les trois cultures stratégiques se sont alternées au niveau des politiques étrangères en très peu de temps. Ce mémoire a avancé l'hypothèse que le dernier changement de culture s'est produit autour de 2007, ce qui a fondamentalement changé la façon de penser la politique étrangère chez Poutine.

Poutine s'est alors mis à évoluer vers le conservatisme, ce qui s'est traduit en une montée du discours nationaliste et eurasiste en Russie. Il s'est alors entouré de quelques

conseillers aux points de vue similaires, afin de prendre une décision personnelle sur l'avenir de la région. La Russie voulait rétablir sa sphère d'influence dans les anciennes républiques soviétiques, et réparer les concessions injustes qui avaient été faites après la guerre froide. La Crimée semblait un espace parfaitement adapté et disposé à revenir dans le giron russe, dû au partage de plusieurs liens historiques et culturels. Sa principale motivation étant de sortir de l'Ukraine en crise, l'occasion était parfaite pour Moscou de régler la situation créée soixante ans auparavant, lors de l'offrande de la Crimée à l'Ukraine en 1954. La restauration de la justice historique et le droit à l'autodétermination des peuples sont devenus les deux principes importants à défendre pour Poutine, et ont supplanté le principe de l'intangibilité des frontières, soulignant au passage le revanchisme du président envers les doubles standards et l'hégémonie américaine. De plus, ses discours sur l'Ukraine ont souligné une vision binaire des grandes puissances. Tous ces éléments font partie de la culture stratégique néo-impérialiste, et alors qu'il est ardu d'en estimer le degré, ce mémoire a illustré comment elle a pu intervenir dans les événements de 2014.

Malgré le fait qu'elles soient incomplètes, il ne faut pas balayer les explications réalistes. L'annexion de la Crimée était sans aucun doute reliée au repoussement de l'OTAN dans la mer Noire. Ces explications viennent préciser la nature de l'intervention, c'est-à-dire la sélection d'une action militaire plutôt que diplomatique. L'intervention de 2008 en Géorgie par le président Medvedev a signalé à la Russie que ce type d'action apportait un grand nombre de gains accompagnés de peu de risque de représailles. Poutine a donc saisi la Crimée, tout en s'assurant de jouer à l'intérieur des mêmes règles du droit international que les États-Unis. Cela reflétait bien le revanchisme pressenti dans la présidence de Poutine depuis 2012, ainsi que le dédain de l'unipolarité américaine ainsi que leur comportement au-dessus des lois internationales. Conjuguée à l'étude culturelle et situationnelle de l'Ukraine, ainsi qu'à l'étude de l'intervention unilatérale russe, cette recherche fait donc bien ressortir le rôle

de la culture stratégique néo-impérialiste dans l'annexion de la Crimée, et explique aussi pourquoi Poutine a jugé nécessaire de transgresser le principe d'intangibilité des frontières.

Conditions de falsifiabilité

Le devoir de ce mémoire était de présenter une certaine vision de l'annexion de la Crimée. Évidemment, il n'est nullement présumé que l'approche constructiviste de la culture stratégique ne soit la seule option viable. C'est pourquoi il est important d'élaborer sur les conditions qui pourraient réfuter l'argumentaire présenté.

Évidemment, en termes de falsifiabilité, il est possible que Poutine n'ait pas transféré d'une culture stratégique à une autre, mais bien que les événements d'Ukraine aient représenté une sorte de changement à l'intérieur du spectre de la culture stratégique statiste. Une culture stratégique comporte toujours divers degrés de contestation interne, et ne représente absolument pas en réalité une seule manière de penser. Selon Clunan, le statisme en Russie peut même se décliner en deux cultures, soit les centristes et les conservateurs; par exemple, au début des années 2000 et en réaction à l'intervention occidentale au Kosovo, les statistes centristes prônaient une perpétuation de la coopération avec l'OTAN, alors que les statistes conservateurs désiraient plutôt que la Russie se mette à faire compétition à l'Alliance (2009, p.164). Cela n'est pas sans rappeler la conception de sous-cultures de Bloomfield (2012, p.15).

Par contre, Clunan semble avoir un autre standard dans sa définition du courant statiste, spécifiquement dans sa vision de l'image de soi des statistes de compétition avec l'Ouest et de retour au statut de grande puissance (2009, p.164;209), qui se rapproche quelque peu de la définition de la culture stratégique néo-impérialiste décrite dans ce

mémoire. Plutôt que d'utiliser un langage de pragmatisme et de rationalité basé sur les capacités matérielles pour parler du statisme, elle décrit l'émergence d'une image de soi centrée sur des capacités sociales et la compétition: «As early as 1993, Russia's elites converged around a status-driven statist national self-image that generated diffuse national interests in social, rather than material, competition for global status, primarily with the United States» (Clunan, 2009, p.16). L'auteure fait aussi plusieurs rapprochements entre les statistes conservateurs et les «national restorationists», en les jumelant à maintes reprises dans ses phrases comme étant du même côté du combat contre les occidentalistes et statistes modérés (Clunan, 2009, p.157;162;164). Les «national restorationists» se définissent par leur nostalgie et leur volonté d'ascension de la Russie au statut de grande puissance, et prônent largement la confrontation avec l'Ouest, ce qui encore une fois n'est pas sans rappeler la culture stratégique néo-impérialiste. La nomenclature utilisée étant similaire entre ce mémoire et les travaux de Clunan et Tsygankov, les termes peuvent aussi être définis différemment selon la perspective.

Une autre possibilité aurait été que Poutine ait instrumentalisé la culture néo-impérialiste, mais sans nécessairement s'écarter de la culture stratégique statiste. Cela représente un pilier principal des études de deuxième génération de la culture stratégique. Il est pertinent de rappeler que la faiblesse soulignée par Gray de la troisième génération d'études concernait particulièrement l'omission de l'instrumentalisation, affirmant que les études de cette génération sont sérieusement dans l'erreur lorsqu'elles tentent de séparer la culture du comportement (1999, p.50, 69). Dans le contexte russe, il est possible que Poutine, tout en demeurant statiste, ait brandi les arguments de défiance de l'Ouest et les facteurs d'attachement culturel et eurasiste dans l'objectif de justifier ses actions à son électorat. Cette possibilité est très crédible et ne devrait pas être écartée, mais elle demeure très difficile à prouver. Cette option est d'autant plus difficile à démontrer considérant que l'auteur de ce mémoire

ne maîtrise pas la langue russe ni aucune langue locale de l'Europe de l'Est. Cela explique la critique légitime pouvant être faite du manque d'emploi par ce mémoire de littérature et de sources primaires.

Finalement, il est aussi possible d'envisager le cas extrême selon lequel aucun facteur culturel n'aurait eu d'impact sur la décision du Kremlin en Ukraine. En effet, il est possible que d'autres théories, telles que celles pouvant être amenées par des approches géopolitiques ou réalistes, puissent expliquer de meilleure manière les événements de 2014. Il est même possible que des facteurs électoraux, de pensée groupale, ou encore d'influence d'oligarques et de groupes de pression aient eu une plus grande influence que les facteurs de culture stratégique. Il aurait été très pertinent d'étudier la volonté des Criméens de se joindre à la Russie en étudiant les mouvements de masse, ou encore les discours des dirigeants de la péninsule. Par contre, ce mémoire semble avoir apporté suffisamment d'arguments pour, au minimum, faire reconnaître que la culture stratégique n'est pas un concept à écarter complètement, et que cette approche comporte certains mérites, même s'ils ne sont que complémentaires à d'autres approches majeures.

La Crimée comme banc d'essai des méthodes de guerre hybride

La recherche comporte malgré tout certaines limites. Bien que les limites soient généralement des secteurs de recherche non explorés qui pourraient modifier les résultats finaux, cette première limite vient en fait compléter d'une certaine manière la conclusion. En effet, la culture stratégique s'est manifestée d'une dernière façon dans le cas d'étude de la Crimée. Cependant, cette manifestation n'est pas apparue dans les justifications ou la prise de décision, mais bien dans la concrétisation de la guerre contre l'Ukraine. Du point de vue opérationnel, la manière de faire la

guerre a évolué pratiquement en tandem avec la culture stratégique. L'avènement des tactiques de guerre hybride a joué un grand rôle dans le plus récent conflit russo-ukrainien, ainsi que dans le précédent conflit russo-géorgien. La guerre hybride consiste en une série de phases visant à prendre le contrôle quasi total du territoire ennemi sans recourir immédiatement à une présence de soldats sur place. L'usage de moyens non militaires est de première importance. L'utilisation de la force ne serait donc que la pointe de l'iceberg, une des dernières phases d'une opération débutée par une guerre de l'information (Berzins, 2014, p.6).

En un sens, la guerre hybride pourrait servir de manière alternative d'étudier l'annexion de la Crimée, car elle ne consistait pas seulement en une intervention classique. Il peut être argumenté que la Russie tentait d'influencer la trajectoire politique de l'Ukraine depuis 2013, l'usage de la force en Crimée en 2014 étant le point culminant de l'opération (Van Bruusgaard, 2014, p.84). Dans un autre sens par contre, elle reflète la culture stratégique néo-impérialiste au sens où elle a pour objectif d'étendre la sphère d'influence, ainsi que de réduire l'influence occidentale, par des moyens n'étant pas illégaux, donc sans compromettre le rôle de défenseur des lois internationales de la Russie. Alors qu'elle ne rentre pas dans le cadre de ce mémoire, voulant plutôt illustrer la culture stratégique néo-impérialiste par les justifications de l'annexion, il existe tout de même une bonne littérature sur le rôle qu'a joué la guerre hybride dans l'annexion de la Crimée et dans la crise ukrainienne⁴³. Dans le même sens, il aurait été tout aussi intéressant de se pencher sur les moyens de coercition informationnels, économiques

⁴³ Pour en savoir plus sur le rôle de la guerre hybride en Ukraine en 2014, voir Ven Bruusgaard, K. (2014). Crimea and Russia's Strategic Overhaul. *Parameters* 44(3), 81-90. ou Thomas, T. (2015). Russia's Military Strategy and Ukraine: Indirect, Asymmetric - and Putin-Led. *The Journal of Slavic Military Studies* 28(3), 445-461.

et informatiques qui ont été utilisés par la Russie dès le départ de la révolution du Maïdan et auparavant.

Dynamiques internes dans la péninsule criméenne et à Moscou

La politique étrangère peut être divisée entre trois niveaux d'analyse : interne, national et international. Il est clair que le niveau le moins développé dans ce mémoire fut le niveau interne. Que ce soit en Russie ou en Crimée, il aurait été intéressant d'approfondir les dynamiques de population ainsi que personnelles des dirigeants. Une partie aurait pu par exemple se pencher sur les influences nationales sur le président russe. Cela aurait pu inclure par exemple l'impact des groupes d'intérêts internes, de l'opinion publique ou des partis politiques sur la décision d'annexion. Cette recherche ne s'est pas centrée sur ces facteurs étant donné le fort niveau de concentration du pouvoir exécutif aux mains du président. Cependant, les aspects narratifs de retour de la Russie en tant que grande puissance sont définitivement utilisés en tant qu'outils de politique intérieure. Il existe aussi un bon nombre de sources littéraires sur le rôle des membres des forces de sécurité à Moscou. Ceux-ci occupent beaucoup de hauts postes dans le gouvernement, ce qui instaure une culture politique unique⁴⁴. D'un autre côté, il aurait été intéressant de parler des multiples groupes ethniques présents en Crimée, particulièrement des Tatars dont l'histoire en relation avec la Russie constituait une raison pour laquelle plusieurs étaient réticents face à l'annexion. Il aurait pu aussi être question de la religion, facteur très important en Russie, car les institutions religieuses ont toujours relativement beaucoup de pouvoir, et important en Crimée dû au paysage multiethnique de la région. Ces éléments étaient bien au-delà de l'étendue du sujet à

⁴⁴ Pour en savoir davantage sur le rôle des *siloviki* dans la politique intérieure et extérieure de la Russie, voir Skak, M. (2016). Russian strategic culture: the role of today's chekisty. *Contemporary Politics* 22(3), 324-341.

l'étude, mais auraient tout de même été des éléments intéressants à approfondir afin de compléter les explications sur l'apport de la culture stratégique néo-impérialiste.

Perceptions mutuelles entre la Russie et l'Occident

Finalement, il aurait été intéressant de comprendre la codétermination de l'image mutuelle qui se crée entre la Russie et les pays occidentaux. Pour ce faire, il aurait été possible d'étendre le concept de la codétermination des institutions et processus de Wendt⁴⁵ (1992, p.417). Malheureusement, une étude de la perception mutuelle des institutions, par exemple, à Moscou et à Washington était bien au-delà de la portée scientifique de ce mémoire. Il aurait fallu étendre la recherche à plusieurs points clés et leur interprétation relative par l'Autre. Il aurait par contre été fascinant de comprendre l'asymétrie dans la perception du système international actuel. L'Occident considère la Russie comme forte, et représentant une menace sérieuse pour les intérêts nationaux occidentaux combinés. D'un autre côté, l'annexion de la Crimée a démontré dans un sens que la Russie sent que son pouvoir d'attraction est très limité, et démontre le sentiment d'être perpétuellement sur la défensive, avec l'OTAN rôdant dans sa sphère d'influence. Cette asymétrie de perception de la Russie forte et agressive dans un sens et affaiblie et défensive de l'autre peut même mener à repenser la polarité du système international. De cette perception, peut-être que la multipolarité qui se dessine avec la Russie en tête de file ne serait après tout qu'une multipolarité imaginée.

Les études sur la Russie postsoviétique comportent donc toujours un grand nombre d'horizons inexplorés. La culture stratégique étant un concept américain, elle était relativement peu documentée du côté occidental, pour ne pas mentionner pratiquement

⁴⁵ Voir Annexe A.

inexistant dans la littérature russe. Cependant, elle combine des éléments de plusieurs approches de façon à pouvoir non seulement étudier de manière approfondie des actions passées, mais de façon aussi à prédire à court et même moyen terme le comportement étatique d'une nation, si celui-ci ne subit pas un choc identitaire trop violent. C'est donc un champ théorique sous-exploité qui mériterait d'être repris dans de futures recherches sur le comportement de politique étrangère de la Russie.

ANNEXE A

LA CODETERMINATION DES INSTITUTIONS ET PROCESSUS

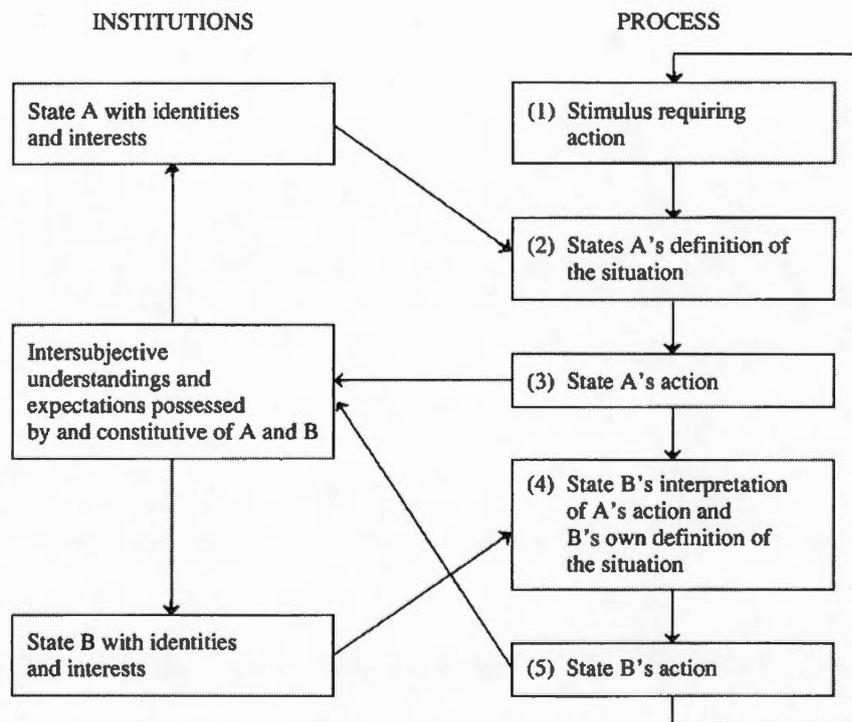
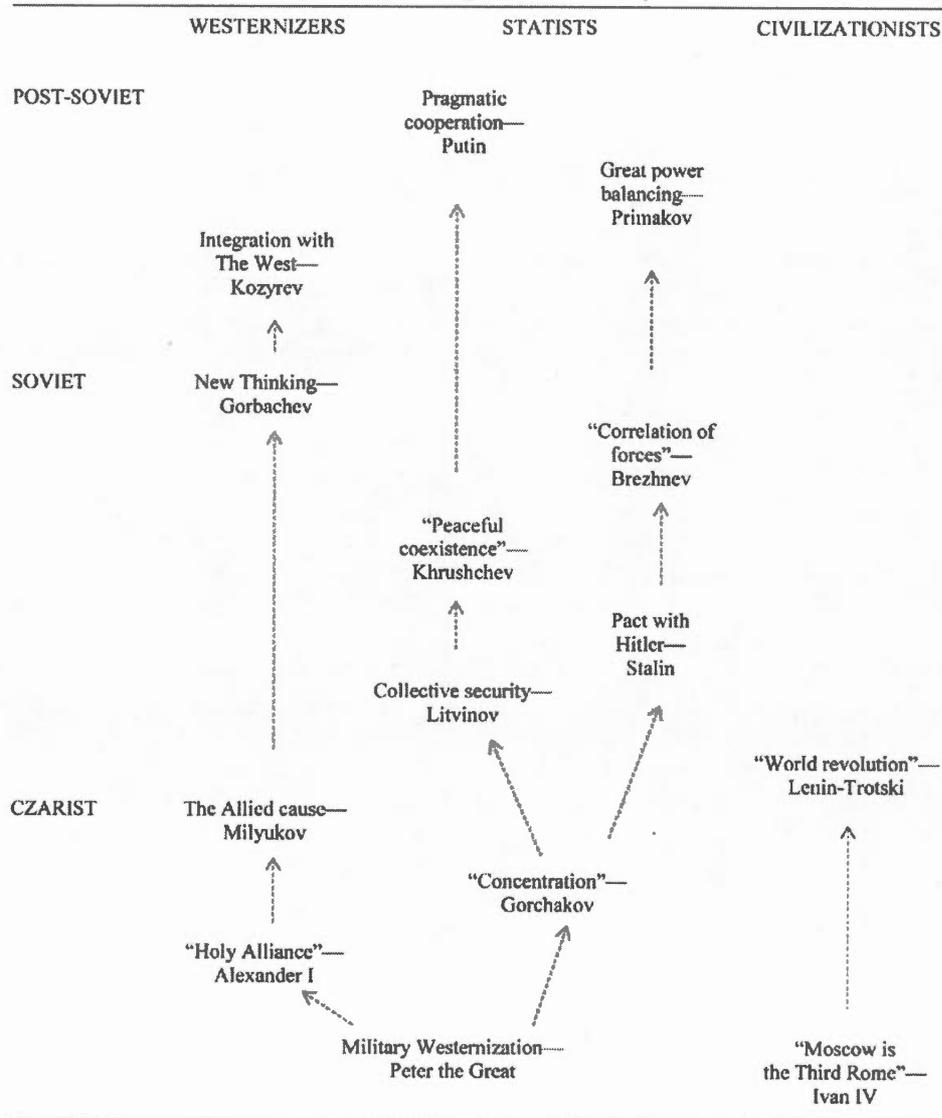


FIGURE 1. *The codetermination of institutions and process*

Source : Wendt, A. (1992). Anarchy is what States Make of it: The Social Construction of Power Politics. *International Organization* 46(2), p.417.

ANNEXE B
CHANGEMENT ET CONTINUITÉ DANS LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE
RUSSIE

Table 1.1. Russia's Foreign Policy: Change and Continuity



Source : Tsygankov, A.P. (2016). *Russia's foreign policy: change and continuity in national identity* (Quatrième édition). Lanham, MD: Rowman & Littlefield, p.9.

ANNEXE C
CONQUÊTE DE LA SIBÉRIE ENTRE 1533 ET 1689



Source : Black, J. (1996). *The Cambridge Illustrated Atlas of Warfare: Renaissance to Revolution, 1492-1792*. Cambridge: The Cambridge University Press, p.35.

ANNEXE D

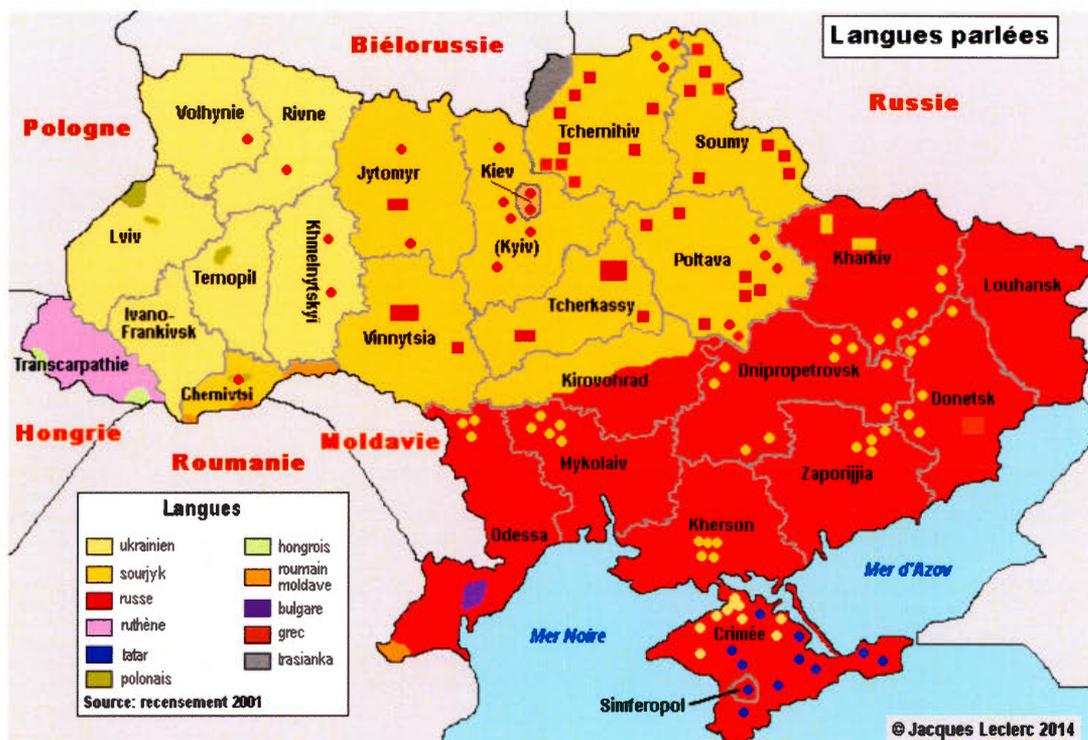
CARTE DES POSITIONS IDENTITAIRES EN UKRAINE PAR RÉGION EN 2014

L'Ukraine : un pays divisé

© Jacques Leclerc 2014

Source : Chaire pour le développement de la recherche sur la culture d'expression française en Amérique du Nord (CEFAN). (2014a). *Ukraine : Données historiques*. Récupéré le 17 février 2017 de <http://www.axl.cefan.ulaval.ca/europe/ukraine-2histoire.htm#8> La crise ukrainienne de 2014 .

ANNEXE E
 CARTE DES LANGUES PARLÉES SUR LE TERRITOIRE UKRAINIEN AU
 RECENSEMENT DE 2001



Source : Chaire pour le développement de la recherche sur la culture d'expression française en Amérique du Nord (CEFAN). (2014b). *Ukraine : Données démolinguistiques*. Récupéré le 17 février 2017 de <http://www.axl.cefan.ulaval.ca/europe/ukraine-1demo.htm>.

BIBLIOGRAPHIE

- Abdelal, R., Herrera, Y. M., Johnston, A. I., & McDermott, R. (2006). Identity as a Variable. *Perspectives on Politics* 4(4), 695-711.
- Allison, R. (2017). «Russian “deniable” intervention in Ukraine: How and why Russia broke the rules”. *International Affairs* 90(6), 1255–1297.
- Ambrosio, T. (2005). *Challenging America's Global Preeminence: Russia's Quest for Multipolarity*. Ashgate: Aldershot.
- Arjakovsky, A. (2014). *Russie/Ukraine : de la guerre à la paix ? Les Plans-sur-Bex (Suisse)*, Parole et Silence.
- Ashizawa, K. (2008). When Identity Matters: State Identity, Regional Institution-Building, and Japanese Foreign Policy. *International Studies Review* 10(3), 571-98.
- Avioutskaa, V. (2017). Analyse géopolitique d'une transition postcommuniste: le cas de l'Ukraine. (Dossier pour l'habilitation à diriger des recherches, préparé sous la direction de Mme le Professeur Béatrice Giblin et M. le Professeur Jean Robert Raviot) [Document non publié]. Université Paris 8 : Institut Français de Géopolitique.
- Balasevicius, T. (2017). À la recherche des petits hommes verts : comprendre l'emploi de la guerre hybride par la Russie. *Revue militaire canadienne* 17(3), 17-28.
- Bennett, A. (1999). *Condemned to Repetition ? The Rise, Fall, and Reprise of Soviet-Russian Military Interventionism, 1973-1996*. Cambridge: The MIT Press.
- Bennett, A. et Checkel, J.T. (dir.) (2015). *Process Tracing: From Metaphor to Analytic Tool*. Cambridge: Cambridge University Press.

- Berger, T. U. (1998). *Cultures of Antimilitarism: National Security in Germany and Japan*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Berzins, J. (2014). *Russia's New Generation Warfare in Ukraine: Implications for Latvian Defense Policy*. National Defence Academy of Latvia : Center for Security and Strategic Research [Policy Paper number 2]. Récupéré le 12 décembre 2017 de <http://www.naa.mil.lv/%7E/media/NAA/AZPC/Publikacijas/PP%2002-2014.ashx> .
- Black, J. (1996). *The Cambridge Illustrated Atlas of Warfare: Renaissance to Revolution, 1492-1792*. Cambridge: The Cambridge University Press.
- Bloomfield, A. (2012). Time to Move On: Reconceptualizing the Strategic Culture Debate. *Contemporary Security Policy* 33(3), 437-461.
- Bloomfield, A. et Nossal, K.R. (2007). Towards an Explicative Understanding of Strategic Culture: The Cases of Australia and Canada. *Contemporary Security Policy* 28(2), 286-307.
- Campbell, D. (1998). *Writing Security. United States Foreign Policy and the Politics of Identity*. Revised Edition. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Carlsnaes, W. (1992). The Agency-Structure Problem in Foreign Policy Analysis. *International Studies Quarterly* 36(3), 245-270.
- Cassidy, R.M. (2003). *Russia in Afghanistan and Chechnya: Military Strategic Culture and the Paradoxes of Asymmetric Conflict*. Carlisle, PA : Strategic Studies Institute.
- Chaire pour le développement de la recherche sur la culture d'expression française en Amérique du Nord (CEFAN). (2014a). *Ukraine : Données historiques*. Récupéré le 17 février 2017 de <http://www.axl.cefan.ulaval.ca/europe/ukraine-2histoire.htm#8> La crise ukrainienne de 2014 .
- Chaire pour le développement de la recherche sur la culture d'expression française en Amérique du Nord (CEFAN). (2014b). *Ukraine : Données démolinguistiques*. Récupéré le 17 février 2017 de <http://www.axl.cefan.ulaval.ca/europe/ukraine-1demo.htm>.

- Charap, S. (2016). Russia's Use of Military Force as a Foreign Policy Tool: Is There a Logic? Dans Hale, H.E. et Laruelle, M. (dir.) (2017). *Russia's Foreign Policy After Crimea: How to Understand and Address It* (p.9-14). Washington, DC: PONARS Eurasia. Récupéré le 5 janvier 2018 de <http://www.ponarseurasia.org/perspectives/russian-foreign-policy-after-crimea-ebook2017>
- Checkel, J.T. (2008). Constructivism and foreign policy. Chap. 4 dans S. Smith, A. Hadfield et T. Dunne, *Foreign Policy: Theories, Actors, Cases*, (p.71-82). Oxford: Oxford University Press.
- Cho, Y.C. (2009). Conventional and Critical Constructivist Approaches to National Security: An Analytical Survey. *The Korean Journal of International Relations* 49(3), 75-101.
- Clunan, A.L. (2009). *The Social Construction of Russia's Resurgence: Aspirations, Identity, and Security Interests*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Coman, R., Crespy, A., Louault, F., Morin, J-F, Pilet, J-B, van Haute, É. (2016). *Méthodes de la science politique : De la question de départ à l'analyse des données*. Louvain-la-Neuve, Belgique : De Boeck Supérieur.
- Curtis, G.E. (1998) Introduction. Dans Curtis, G.E. (dir.), *Russia: A Country Study* (p.lii-cvii). Washington, DC : Library of Congress, Federal Research Division.
- Dawisha, K. (2014). *Putin's Kleptocracy: Who Owns Russia?* New York: Simon & Schuster.
- Duhamel, L. et Tsygankov, P. (2009). La Russie est-elle une grande puissance? Dans Les professeurs de science politique de l'Université de Montréal (dir.), *La politique internationale en questions* (p.56-63). Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Eltchaninoff, M. (2015). *Dans la tête de Vladimir Poutine*. Arles, FR : Solin/Actes Sud.
- English, R. (2002). Power, Ideas, and New Evidence on the Cold War's End: A Reply to Brooks and Wohlforth. *International Security* 26(4), 70-92.

- Ermarth, F.W. (2006). Russia's Strategic Culture: Past, Present, And... In Transition? (DTRA01-03-D-0017). [Rapport]. Fort Belvoir, VA: Defense Threat Reduction Agency. Récupéré le 3 mai 2016 de <https://fas.org/irp/agency/dod/dtra/russia.pdf>.
- Farrell, Theo. (2002) Constructivist Security Studies: Portrait of a Research Program. *International Studies Review* 4(1), 49–72.
- Finnemore, M. et Sikkink, K. (2001). Taking Stock: The Constructivist Research Program in International Relations and Comparative Politics. *Annual Review of Political Science* 4, 391-416.
- Fukuyama, F. (1989). The End of History. *The National Interest* 16(Summer), 3-18.
- Gaddy, C.G. et Kuchins, A.C. (2008). Putin's Plan. *The Washington Quarterly* 31(2), 117-129.
- Galeotti, M. et Bowen, A.S. (2014). Putin's empire of the mind: How Russia's president morphed from realist to ideologue—and what he'll do next. *Foreign Policy* (Mai-Juin), 16-19.
- George, A.L. et Bennett, A. (2005). *Case Studies and Theory Development in the Social Sciences*. Cambridge, Massachusetts: MIT Press.
- Glenn, J. (2009). Realism versus Strategic Culture: Competition and Collaboration? *International Studies Review* 11(3), 523-551.
- Goble, P. (2016). Russian national identity and the Ukrainian crisis. *Communist and Post-Communist Studies* 49(1), 37-43.
- Gray, C.S. (1999). Strategic Culture as Context: The First Generation of Theory Strikes Back. *Review of International Studies* 25(1), 49-69.
- Greathouse, C.B. (2010). Examining the Role and Methodology of Strategic Culture. *Risk, Hazards & Crisis in Public Policy* 1(1), 57-85.
- Haglund, D.G. (2011). Let's Call the Whole Thing Off? Security Culture as Strategic Culture. *Contemporary Security Policy* 32(3), 494-516.

- Hall, P. (2008). Systematic Process Analysis: When and How to Use It. *European political science* 7(3), 304-317.
- Heikka, H. (2000). *The Evolution of Russian Grand Strategy: Implications for Europe's North*. Birmingham: University of Birmingham, POLSIS.
- Hopf, T. (1998). The Promise of Constructivism in International Relations Theory. *International Security* 23(1), 171-200.
- Hopf, T. (2002). *Social Construction of International Politics: Identities and Foreign Policies, Moscow, 1995 and 1999*. Ithaca et Londres: Cornell University Press.
- Igumnova, L. (2011). Russia's Strategic Culture Between American and European Worldviews. *The Journal of Slavic Military Studies* 24 (2), 253-273.
- Jepperson, R.L., Wendt, A. et Katzenstein, P.J. (1996). Norms, Identity, and Culture in National Security. Chap. 2 dans Katzenstein, P.J. (dir.), *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics* (p.33-76). New York: Columbia University Press.
- Johnston, A.I. (1995a). Cultural Realism: Strategic Culture and Grand Strategy in Chinese History. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Johnston, A.I. (1995b). Thinking about Strategic Culture. *International Security* 19(4), 34-64.
- Jones, D.R. (1990). Soviet Strategic Culture. Chap. 3 dans Jacobsen, C.G. (dir.), *Strategic Power USA/USSR* (p.35-49). Basingstoke, Angleterre: The Macmillan Press Ltd.
- Kasymov, S. (2012). Statism in Russia: The implications for US–Russian relations. *Journal of Eurasian Studies* 3(1), 58-68.
- Katzenstein, P.J. (1996). Introduction: Alternative Perspectives on National Security. Chap. 1 dans Katzenstein, P.J. (dir.), *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics* (p.1-32). New York: Columbia University Press.
- Kortunov, S. (1996). The Fate of Russia. *Comparative Strategy* 15(2), 183-191.

- Kuzio, T. (2016). Nationalism and authoritarianism in Russia: Introduction to the special issue. *Communist and Post-Communist Studies* 49(1), 1-11.
- Lantis, J.S. (2002). Strategic Culture and National Security Policy. *International Studies* 4(3), 87-113.
- Lantis, J.S. (2006). *Strategic Culture: From Clausewitz to Constructivism* (DTRA01-03-D-0017). [Rapport]. Fort Belvoir, VA: Defense Threat Reduction Agency. Récupéré le 3 mai 2016 de <https://fas.org/irp/agency/dod/dtra/stratcult-claus.pdf> .
- Laruelle, M. (1999). *L'idéologie eurasiste russe ou comment penser l'empire*. Paris : L'Harmattan.
- Laruelle, M. (2012). *Russian Eurasianism, an Ideology of Empire*. Baltimore : Johns Hopkins University.
- Lebedev, A.C. (2014, 29 mars). Les Russes veulent-ils la guerre ? [Billet de blogue]. Récupéré de <https://blogs.mediapart.fr/anna-colin-lebedev/blog/290314/les-russes-veulent-ils-la-guerre> .
- Lebedynsky, I. (2014). *La Crimée, des Taures aux Tatars*. Paris, L'Harmattan.
- Legro, J. (2000). The Transformation of Policy Ideas. *American Journal of Political Science* 44(3), 419–32.
- LeMonde.fr. (2014, 27 février). *Ukraine : comprendre les origines de la crise en cinq minutes*. [Vidéo]. Récupéré le 21 janvier 2017 de http://www.lemonde.fr/europe/video/2014/02/27/pourquoi-l-ukraine-est-elle-tiraillee-entre-europe-et-russie_4375125_3214.html
- Lepesant, G. (2014). La Politique européenne de voisinage à l'épreuve de la crise ukrainienne. *Fondation Robert Schuman / Question d'Europe* 327. Récupéré le 29 mars 2018 de <https://www.robert-schuman.eu/fr/doc/questions-d-europe/qe-327-fr.pdf>
- Lévesque, J. (2014). Annexion de la Crimée par la Russie : Quelle est la stratégie du Kremlin en Ukraine ? *Les Grands Dossiers de Diplomatie* 21 (Juin – Juillet), 36-40.

- Lévesques, J. et Breault, Y. (2016). La multipolarité et sa tournure « revanchiste » dans la politique internationale de la Russie : ses causes, son cheminement et les options du Canada. *Études internationales* 46(4), 431-450.
- Light, M. (2003). In search of an identity: Russian foreign policy and the end of ideology. *Journal of Communist Studies and Transition Politics* 19(3), 42-59.
- Lock, E. (2010). Refining strategic culture: return of the second generation. *Review of International Studies* 36(3), 685-708.
- Lukin, A. (2014). Chauvinism or Chaos? A Vicious Choice for Russia. *Russia in Global Affairs*. Récupéré le 2 avril 2018 de <http://eng.globalaffairs.ru/number/Chauvinism-or-Chaos-16709> .
- Lynch, A.C. (2001). The Realism of Russia's Foreign Policy. *Europe-Asia Studies* 53(1), 7-31.
- Maitra, S. (2014). Realism in Russian Foreign Policy: The Crimean Case. *Centre for Land Warfare Studies (CLAWS) Journal* (Été 2014), 116-128.
- Makarychev, A. (2015). Reassembling Lands or Reconnecting People? Geopolitics and Biopower in Russia's Neighborhood Policy. Dans Hale, H.E. et Laruelle, M. (dir.) (2017). *Russia's Foreign Policy After Crimea: How to Understand and Address It* (p.105-110). Washington, DC: PONARS Eurasia. Récupéré le 5 janvier 2018 de <http://www.ponarseurasia.org/perspectives/russian-foreign-policy-after-crimea-ebook2017>
- Massie, J. (2013). Francosphère : L'importance de la France dans la culture stratégique du Canada. Montréal : Presses de l'Université du Québec.
- McFaul, M. (1999). Russia's Many Foreign Policies. *Demokratizatsiya: The Journal of Post-Soviet Democratization* 7(3), 393-412.
- Mearsheimer, John J. (2014). « Why the Ukraine Crisis Is the West's Fault ». *Foreign Affairs* 93(5), 77-89.
- Metz, S. (2008). *Iraq & the Evolution of American Strategy*. Washington, D.C.: Potomac Books Inc.

- Monaghan, A. (2008). 'An enemy at the gates' or 'from victory to victory'? Russian foreign policy. *International Affairs* 84(4), 717-733.
- Morozova, N. (2009). Geopolitics, Eurasianism and Russian Foreign Policy Under Putin. *Geopolitics* 14(4), 667-686.
- Motyl, A.J. (2015). The Surrealism of Realism: Misreading the War in Ukraine. *World Affairs* 177(5), 75-84.
- Motyl, A.J. (2016). Putin's Russia as a fascist political system. *Communist and Post-Communist Studies* 49(1), 25-36.
- Myers, S.L. (2014, 8 mars). Move Into Ukraine Said to Be Born in Shadows. *The New York Times* (Late edition), pp. A1-A3.
- Nardelli, A., Rankin, J. et Arnett, G. (2015, 23 juillet). Vladimir Putin's approval rating at record levels. *The Guardian*. Récupéré le 3 août 2017 de <https://www.theguardian.com/world/datablog/2015/jul/23/vladimir-putins-approval-rating-at-record-levels> .
- Nation, R.C. (2012). Regional Studies in a Global Age. Chap. 14 dans U.S. Bartholomees Jr., J.B. (dir.), *Army War College Guide to National Security Issues: Volume II: National Security Policy And Strategy* (5e édition) (p.191-213). Carlisle Barracks, PA: Army War College.
- Neumann, I.B. (1996). *Russia and the Idea of Europe: A Study in Identity and International Relations*. London: Routledge.
- Payne, K.B. et Foster, J.S. (2017). Russian strategy: Expansion, crisis and conflict. *Comparative Strategy* 36(1), 1-89.
- Poutine, V. (2007, 10 février). *Speech and the Following Discussion at the Munich Conference on Security Policy*. [Discours] Munich, samedi 10 février 2007. Consulté le 24 septembre 2017 de : <http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/24034> .
- Poutine, V. (2012a, 7 mai). *Vladimir Putin inaugurated as President of Russia*. [Discours] Moscou, lundi 7 mai 2012. Consulté le 10 avril 2018 de : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/page/369> .

- Poutine, V. (2012b, 12 décembre). *Address to the Federal Assembly*. [Discours] Moscou, mercredi 12 décembre 2012. Consulté le 11 février 2018 de : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/17118> .
- Poutine, V. (2014a, 18 mars). *Address by President of the Russian Federation*. [Discours] Moscou, mardi 18 mars 2014. Consulté le 20 décembre 2015 de : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/20603> .
- Poutine, V. (2014b, 17 avril). *Direct Line with Vladimir Putin*. [Entrevue télévisée] Moscou, jeudi 17 avril 2014. Consulté le 1^{er} mars 2018 de : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/20796> .
- Preston, T. (2001). *The President and his Inner Circle: Leadership Style and the Advisory Process in Foreign Affairs*. New York : Columbia University Press.
- Pursiainen, C. (1999). *The Impact of International Security Regimes on Russia's Behavior: The Case of OSCE and Chechnya*. Chap. 3 dans Hopf, T. (dir.), *Understanding of Russian Foreign Policy* (p.109-169). University Park, PA: Pennsylvania State University Press.
- Radio-Canada, AFP et CBC. (2017, 2 février). *La reprise des combats en Ukraine a déjà fait 23 morts*. Radio-Canada Nouvelles. Récupéré le 9 février 2017 de <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1014564/ukraine-reprise-combats-conflit-violence-morts-crise-humanitaire-russie> .
- Roberts, K. (2017). *Understanding Putin: The politics of identity and geopolitics in Russian foreign policy discourse*. *International Journal* 72(1), 28-55.
- Russie. Conseil de sécurité de la Fédération de Russie. (1993, 2 novembre). *The Basic Provisions of the Military Doctrine of the Russian Federation*. [Document en ligne]. Document adopté le 2 novembre 1993 par décret numéro 1833 du président de la Fédération de Russie. Récupéré le 10 octobre 2017 de <https://fas.org/nuke/guide/russia/doctrine/russia-mil-doc.html> .
- Russie. Président de la Fédération de Russie (1997, 17 décembre). *The Concept of National Security of the Russian Federation*. [Document en ligne] Document adopté le 17 décembre 1997 par décret numéro 1300 du président de la Fédération de Russie. Récupéré le 11 novembre 2017 de <http://www.armscontrol.ru/start/rus/docs/snconold.htm> .

- Rywkin, M. (2014). Russia: Mythology in the Service of Realpolitik. *American Foreign Policy Interests* 36(3), 195–200.
- Sakwa, R. (2008). 'New Cold War' or Twenty Years' Crisis? Russia and International Politics. *International Affairs* 84(2), 241-267.
- Sakwa, R. (2016). *Frontline Ukraine: Crisis in the Borderlands* (Deuxième édition). Londres, I.B. Tauris & Co. Ltd.
- Scazzieri, L. (2017). Europe, Russia and the Ukraine crisis: the dynamics of coercion. *Journal of Strategic Studies* 40(3), 392-416.
- Shevstova, L. (2015). Russia's Political System: Imperialism and Decay. *Journal of Democracy* 26(1), 171-182.
- Skak, M. (2016). Russian strategic culture: the role of today's *chekisty*. *Contemporary Politics* 22(3), 324-341.
- Smith, M.A. (2013). Russia and multipolarity since the end of the Cold War. *East European Politics* 29(1), 36-51.
- Smith, S. (2004). The Contested Concept of Security. Chap. 2 dans Ken Booth (dir.), *Critical Security Studies and World Politics*. Boulder: Lynne Rienner.
- Snyder, J.L. (1977). The Soviet Strategic Culture: Implications for Limited Nuclear Operations (R-2154-AF: A Project AIR FORCE report prepared for the United States Air Force). [Rapport]. Santa Monica, CA: RAND.
- Snyder, T. (2014). *Putin's Project*. Frankfurter Allgemeine Politik. Récupéré le 15 avril 2018 de <http://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/timothy-snyder-about-europe-and-ukraine-putin-s-project-12898389.html?printPagedArticle=true#void> .
- State Statistics Committee of Ukraine. (2001). *Linguistic composition of population Autonomous Republic of Crimea. according to All-Ukrainian population census data*. [Tableau sommaire]. Version mise à jour le 5 décembre 2001. Récupéré le 13 mars 2018 de <http://2001.ukrcensus.gov.ua/eng/results/general/language/Crimea/> .

- Tsygankov, A.P. (1997). From International Institutionalism to Revolutionary Expansionism: The Foreign Policy Discourse of Contemporary Russia. *Mershon International Studies Review* 41(2), 247-268.
- Tsygankov, A.P. (2016). *Russia's foreign policy: change and continuity in national identity* (Quatrième édition). Lanham, MD: Rowman & Littlefield.
- Tsygankov, A.P. et Tsygankov P.A. (2010). Russian Theory of International Relations. Dans Denemark, R.A. (dir.), *The International Studies Encyclopedia, Vol. X* (p.6375-6387). Hoboken, NJ: Wiley-Blackwell. Récupéré le 15 octobre 2017 de https://www.academia.edu/3045094/Russian_Theory_of_International_Relations.
- Ukrainian Centre for Economic & Political Studies (UCEPS – Razumkov Centre). (2001). The Crimea on the Political Map of Ukraine [Rapport]. *National Security and Defence* 4(16), 1-39.
- Ven Bruusgaard, K. (2014). Crimea and Russia's Strategic Overhaul. *Parameters* 44(3), 81-90.
- Wendt, A. (1992). Anarchy is what States Make of it: The Social Construction of Power Politics. *International Organization* 46(2), 391-425.
- Wendt, A. (1999). *Social Theory of International Politics*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Wieclawski, J. (2011). Contemporary Realism and the Foreign Policy of the Russian Federation. *International Journal of Business and Social Science* 2(1), 170-179.
- Wilson, A. (2014). *Ukraine Crisis: What it Means for the West*. Londres, Yale University Press.
- Wolff, A.T. (2015). The future of NATO enlargement after the Ukraine crisis. *International Affairs* 91(5), 1103-1121.
- Yekelchik, S. (2015). *The Conflict in Ukraine : What Everyone Needs to Know*. New York: Oxford University Press.

Yugas, A. (2014, 13 avril). Ukraine crisis: an essential guide to everything that's happened so far. *The Guardian*. Récupéré le 2 mars 2017 de <https://www.theguardian.com/world/2014/apr/11/ukraine-russia-crimea-sanctions-us-eu-guide-explainer> .

Zhurzhenko, T. (2010). *Borderlands into Bordered Lands : Geopolitics of Identity in Post-Soviet Ukraine*. New York: Columbia University Press.